

UN LIBRARY



NATIONS UNIES

OCT 5 - 1981

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/36/372
5 août 1981

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

Trente-sixième session
Point 17 f) de l'ordre du jour provisoire*

ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL

Notices biographiques des candidats

Note du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	3
II. NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS	4
Chef Richard Osuolale A. Akinjide (Nigéria)	4
George H. Aldrich (Etats-Unis d'Amérique)	5
Riyadh Mahmoud Sami Al-Qaysi (Iraq)	8
Mikuin Leliel Balanda (Zaïre)	10
Julio Barboza (Argentine)	13
Mohammed Bedjaoui (Algérie)	17
Suat Bilge (Turquie)	23
Boutros Boutros-Ghali (Egypte)	25
Carlos Calero Rodrigues (Brésil)	37
Jorge Castañeda (Mexique)	38
Miguel Antonio D'Estafano Pisani (Cuba)	44
Leonardo Díaz González (Venezuela)	48
Mustafa El-Sayed (Syrie)	54
Jens Evensen (Norvège)	55

* A/36/150.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Constantin Flitan (Roumanie)	58
André Gonçalves Pereira (Portugal)	59
Héctor Roberto Herrera-Cáceres (Honduras)	60
Jorge E. Illueca (Panama)	66
Andreas J. Jacovides (Chypre)	72
S. P. Jagota (Inde)	75
El Rasheed Mohamed Ahmed Khalafalla (Soudan)	79
Abdul G. Koroma (Sierra Leone)	81
José Manuel Lacleta-Muñoz (Espagne)	82
Chafic Malek (Liban)	85
Estelito P. Mendoza (Philippines)	90
Zhengyu Ni (Chine)	97
Frank X. Njenga (Kenya)	99
Motoo Ogiso (Japon)	100
Syed Shariffudin Pirzada (Pakistan)	103
R. Q. Quentin-Baxter (Nouvelle-Zélande)	105
Edilbert Razafindralambo (Madagascar)	106
Paul Reuter (France)	111
Willem Riphagen (Pays-Bas)	112
Sir Ian Sinclair (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	117
Giuseppe Sperduti (Italie)	120
Constantin A. Stavropoulos (Grèce)	123
Sompong Sucharitkul (Thaïlande)	125
Doudou Thiam (Sénégal)	130
Nicolaï Aleksandrovitch Ushakov (Union des Républiques socialistes soviétiques)	131
Alexander Yankov (Bulgarie)	131

/...

I. INTRODUCTION

1. Conformément à l'article 6 du Statut de la Commission du droit international, le Secrétaire général a communiqué aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies la liste des candidats présentés par les gouvernements, qui fait l'objet de la section IV du document A/36/371.
2. Conformément à ce même article, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer aux gouvernements des Etats Membres les notices biographiques concernant ces candidats, que les gouvernements qui les présentent lui ont fait parvenir en réponse à sa note verbale du 12 décembre 1980.
3. Dans le présent document, les notices biographiques suivent l'ordre alphabétique des noms des candidats auxquels elles se rapportent.

II. NOTICES BIOGRAPHIQUES DES CANDIDATS

Chef Richard Osuolale A. AKINJIDE
(Nigéria)

/Original : anglais/

Né le 4 novembre 1931 au Nigéria.

Fonctions actuelles

Attorney-General de la République fédérale du Nigéria et Ministre de la justice depuis décembre 1979. Chef de l'Ordre des avocats du Nigéria.

Titres universitaires

LL.B., Université de Londres, 1955; admis au barreau à l'Inner Temple en février 1956. Inscrit à l'Inner Bar en tant qu'avocat principal du Nigéria en décembre 1977.

Postes occupés

Président de l'Ordre des avocats du Nigéria, 1970-1973.

Vice-Recteur de l'Université de Jos, 1976-1979.

Membre du Comité de rédaction de la Constitution, 1976-1977.

Membre de l'Assemblée constituante chargée d'élaborer la Constitution du Nigéria, 1977-1978.

Vice-Président du Comité consultatif juridique afro-asiatique depuis 1980.

Membre du Parlement fédéral du Nigéria, 1959-1966.

Ministre fédéral de l'éducation, 1965-1966.

Membre du Conseil nigérian de l'enseignement juridique, 1966-1976.

Membre du Conseil de l'Ordre des avocats du Nigéria, 1966-1976.

Membre du Conseil nigérian des écoles de droit depuis 1971.

Publications

Rédacteur en chef du Nigeria Monthly Law Reports, 1964-1965; 1966-1976.

"Access to Court under Military Régime".

/...

A rempli les fonctions de conseiller de rédaction des ouvrages de droit de l'University of Ibadan Press.

Nations Unies

Membre de la délégation nigériane à l'Organisation des Nations Unies en 1960, représentant à l'Assemblée générale et dans divers autres organes.

Chef de la délégation nigériane à la Conférence sur le droit de la mer depuis 1980.

Chef de la délégation nigériane à la Conférence de l'UNESCO en 1965.

Organisation de l'unité africaine (OUA)

Chef de la délégation nigériane à la Conférence de l'OUA chargée de rédiger une charte africaine des droits de l'homme et des peuples pour les Etats membres de l'OUA.

Voyages

A beaucoup voyagé dans presque tous les continents du monde et a participé à diverses conférences internationales à Djakarta, en Barbade, à New Delhi, à Londres, en Allemagne, à Genève, en Gambie, au Ghana, au Soudan, en France, à New York, à La Nouvelle-Orléans, à Washington, à Nairobi, à Kampala, à Abidjan, à Tokyo et à Vancouver.

Etat-civil

Marié; a des enfants dont certains sont juristes.

Loisirs

Golf, musique, jardinage, voyages, lecture.

George H. ALDRICH
(Etats-Unis d'Amérique)

/Original : anglais/

Né le 25 février 1932 à Saint-Louis, Missouri.

Titres universitaires

B.A. (1954), DePauw University.

LL.B. (1957), LL.M. (1958), Harvard Law School.

/...

Carrière

Postes occupés

Juriste, Bureau du Conseiller général, Département de la marine, 1959-1960.

Juriste, Bureau du Conseiller général adjoint pour les affaires internationales, Cabinet du Secrétaire à la défense, 1960-1963.

Conseiller juridique auprès de la délégation des Etats-Unis au Conseil de l'Atlantique-Nord, Paris, 1963-1965.

Conseiller juridique adjoint pour les affaires de l'Est asiatique et du Pacifique, Département d'Etat, 1965-1969.

Conseiller juridique adjoint au Département d'Etat, 1969-1972.

Conseiller juridique adjoint principal au Département d'Etat, 1973-1977.

Ambassadeur et représentant spécial adjoint du Président à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1977-1981 (représentant spécial par intérim, octobre 1980-mars 1981).

Autres activités

Membre de la délégation des Etats-Unis à la Conférence sur le Laos (1961).

Membre de la délégation, dirigée par M. Merchant, sur la force nucléaire multilatérale (1963).

Membre de la délégation des Etats-Unis aux conférences internationales de la Croix-Rouge à Vienne (1965), Istanbul (1969) et Téhéran (1973).

Membre de l'équipe de négociation des Etats-Unis chargée des négociations économiques entre les Etats-Unis et les Philippines (1967-1968).

Conseiller juridique auprès de la délégation des Etats-Unis lors des réunions de Paris sur le Viet Nam (1969).

Conseiller juridique auprès de M. Kissinger pour les négociations sur le Viet Nam qui se sont déroulées à Paris en 1972 et 1973, et principal rédacteur des Protocoles à l'Accord mettant fin à la guerre et restaurant la paix au Viet Nam.

Président de la délégation des Etats-Unis à la Conférence d'experts gouvernementaux sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (Genève, 1971 et 1972) et à la Conférence diplomatique sur le même sujet (1974-1977). En tant que rapporteur d'un comité, a été l'un des principaux rédacteurs des Protocoles additionnels de Genève de 1977 relatifs à la protection des victimes des conflits armés.

/...

Conseiller auprès de la Commission commerciale Etats-Unis-URSS et de la Commission commerciale Etats-Unis-Pologne (1973-1976).

Assistant principal de M. Stoessel dans les négociations entre les Etats-Unis et l'URSS relatives au Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires (1974).

Négociateur en chef en ce qui concerne les relations économiques Etats-Unis-Philippines (1974).

Président de la délégation des Etats-Unis à la Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques (1979-1980).

Négociateur en chef pour les Etats-Unis à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer en ce qui concerne le régime international des fonds marins (1977-1981).

Distinction honorifique

A reçu, en 1980, du président Carter le titre de Distinguished Executive.

Membre des associations suivantes

Membre de l'American Society of International Law.

Membre de l'Institut international de droit humanitaire.

Publications

"Questions of International Law raised by the Seizure of the USS Pueblo", Proceedings of the American Society of International Law (1969), p. 2.

"Human Rights and Armed Conflict: Conflicting Views", Proceedings of the American Society of International Law (1973), p. 141.

"Establishing Legal Norms through Multilateral Negotiation - the Laws of War", 9, Case Western Reserve Journal of International Law (1977), p. 9.

"Mining the Deep Sea-bed: A System of Exploitation", 6, Syracuse Journal of International Law and Commerce (1978-1979), p. 245.

"The Law of the Sea and the Resources of the Deep Sea-beds", Department of State, Current Policy No. 255 (1981).

"New Life for the Laws of War" (à paraître en 1981 dans l'American Journal of International Law).

Diverses revues de livres dans des publications spécialisées.

/...

Riyadh Mahmoud Sami AL-QAYSI
(Iraq)

/Original : anglais/

Né à Bagdad (Iraq) le 20 février 1939.

Est actuellement ambassadeur et exerce les fonctions de Directeur général du Département juridique au Ministère des affaires étrangères à Bagdad (Iraq).

Marié, trois enfants.

Titres universitaires

B.A. en droit, Faculté de droit, Université de Bagdad (1959).

Diplôme d'études supérieures de droit, Université de Londres (1961).

LL.N., Université de Londres (1963).

Doctorat en droit, Université de Londres (1965).

Carrière universitaire

Chargé de cours de droit à la Faculté de droit et de sciences politiques, Université de Bagdad, à la Faculté de droit et de sciences politiques, Université de Mustansiriyah, Bagdad, et à l'Ecole de police, Bagdad (Iraq) (1966-1970).

Vice-doyen de la Faculté de droit et de sciences politiques, Université de Bagdad (1969).

Carrière diplomatique

Directeur de la Section des traités, Département des affaires juridiques et des traités, Ministère des affaires étrangères, à Bagdad (1970).

Directeur de la Section des Nations Unies, Département des organisations et conférences internationales, Ministère des affaires étrangères, Bagdad (1970).

Premier Secrétaire, puis conseiller de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (1970-1975).

Directeur de la Section des affaires juridiques, Département des affaires juridiques et des traités, Ministère des affaires étrangères, Bagdad (1975).

Directeur général de l'Institut du service diplomatique, Ministère des affaires étrangères, Bagdad (1975) et Conseiller juridique au Département des affaires juridiques et des traités, Ministère des affaires étrangères.

/...

Promu ambassadeur en mai 1976.

Directeur général du Département juridique et Directeur général de l'Institut du service diplomatique, Ministère des affaires étrangères, Bagdad (1979).

Directeur général du Département juridique, Ministère des affaires étrangères, depuis mai 1980.

A représenté la République d'Iraq à divers titres de la vingt-cinquième à la vingt-neuvième session, ainsi qu'à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale, en participant aux travaux des Première, Deuxième, Quatrième et Sixième Commissions, du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, du Comité spécial de la décolonisation, de la Commission des droits de l'homme, de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, du Comité du fond des mers et du Comité des relations avec le pays hôte.

A participé à de nombreuses conférences diplomatiques et négociations bilatérales.

Chef de la délégation iraquienne au Bureau commun de coordination (organisation internationale créée par l'Iraq et l'Iran pour régler la navigation dans le Chatt-El Arab conformément à l'Accord de navigation conclu entre les deux pays en 1975).

Président de la Commission arabe des droits de l'homme de la Ligue arabe.

Membre du Comité d'administration de la Société iraquienne des droits de l'homme.

Activités diverses

Membre de la Société iraquienne de droit comparé.

A été membre du comité de rédaction du journal de l'Union des juristes irakiens et de la Revue iraquienne de droit comparé, ainsi que secrétaire de la Revue des sciences juridiques, publication de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Bagdad.

Publications

"Nationality and Domicile as Connecting Factors in the Iraqi and English Private International Law with particular reference to the Concept of Marriage" (dissertation de diplôme présentée à l'Université de Londres en 1961) (en anglais).

"Rigidity and Flexibility in the Conflict of Laws with particular reference to the Doctrine of the Proper Law" (thèse de doctorat, Université de Londres, 1966) (en anglais)

"Introduction to the Study of Law" (1967) (en anglais) (cours).

"Jurisprudence" (1967-1968) (en arabe) (cours).

/...

- "The United Nations", 1969 (en anglais) (cours).
- "Aperçu du droit international public", 1969 (en arabe) (cours).
- "Aperçu du droit international privé", 1969 (en arabe) (cours).
- "La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international" (en arabe), al-Qadha'a, Journal du syndicat des juristes irakiens, juillet 1968.
- "Théories anglo-américaines en matière de conflit de lois" (en arabe), Revue iraquienne de droit comparé, vol. I, 1968.
- "Reconnaissance et application des sentences étrangères" (en arabe), ibid.
- "Deux points de vue sur le droit et le pouvoir" (en arabe), Revue de l'Ecole de Police, 1968.
- "Conséquences juridiques de la résolution 292 du Conseil de sécurité", 1968 (en arabe).
- "Choix du droit en cas de préjudice" (en arabe), Revue des sciences juridiques et économiques, Faculté de droit, Université d'Ain Shama, Le Caire, Egypte, 1969.
- "The Prospects for Agreement in the Intended Law of the Sea Conference of 1973, Proceedings of the Sixth Annual Conference of the Law of the Sea Institute, Université de Rhode Island.

Mikuin Leliel BALANDA
(Zaire)

/Original : français/

Né à Kinshasa, Zaire, le 12 septembre 1939.

Zairois.

Marié, père de 6 enfants.

Etudes secondaires

Humanités anciennes, Collège des Pères Jésuites à Kiniati (1952-1958).

Grades académiques

Candidat en philosophie et lettres, Université de Liège; Docteur en droit, grade légal de l'Université de Bruxelles, 1965; Licencié spécial en droit international (études post-universitaires d'une durée de deux ans), Université de Bruxelles.

/...

Fonctions exercées

Barreau : ancien avocat près la Cour d'appel de Lubumbashi.

Enseignement universitaire

Chef de travaux à l'Université officielle du Congo (1968).

Professeur associé à l'Université officielle du Congo (1968).

Professeur à l'Université officielle du Congo (1970).

Professeur ordinaire à la Faculté de droit de l'Université nationale du Zaïre (enseignement depuis 1967 du droit international public et des organisations internationales ainsi que des relations internationales).

Fonctions administratives et académiques

Secrétaire de la Faculté des sciences économiques, politiques, sociales et administratives de l'Université officielle du Congo.

Doyen de cette faculté (1970-1971).

Vice-Doyen de la Faculté de droit de l'Université nationale du Zaïre (1971-1973) lors de la création de cette université.

Directeur de l'Institut de Hautes Etudes Internationales (1970-1972).

Magistrature et autre

Juge à la Cour suprême de justice du Zaïre depuis le 12 février 1970 jusqu'en novembre 1978.

Vice-Président à la Cour suprême de justice (depuis novembre 1978).

Membre de la Commission permanente de réforme du droit de la République du Zaïre depuis la création de cet organisme en 1971.

Président de la Sous-Commission permanente du droit judiciaire.

Représentant du Zaïre à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

Fonctionnaire international du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion (Bruxelles, 1965-1967).

/...

Publications scientifiques

Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion (contribution à l'étude des établissements publics internationaux), 225 pages (Publications de l'Université officielle du Congo, Lubumbashi, 1968).

Nouveau droit constitutionnel zaïrois et le droit international, 350 pages (Nouvelles éditions africaines, Paris, 1972).

L'organisation judiciaire chez les Sakata, Dia et Boma du Lac Léopold 2, publié par le Centre d'histoire d'ethnologie juridique de l'Institut de sociologie E. Solvay de l'Université Libre de Bruxelles, 1970.

La politique extérieure du Zaïre (en préparation).

Les organisations internationales (cours de licence), 1972.

Les fonctions diplomatiques et internationales (cours de licence), 1969.

Histoire des relations internationales (cours de licence), 1969.

Droit consulaire et style diplomatique (cours de licence), 1969.

Droit international de la coopération (cours niveau du diplôme d'études spéciales).

L'OUA et la Charte de l'ONU.

La notion d'actes de gouvernement en droit zaïrois (in mélanges Ph. Pieron).

Participation à l'élaboration de l'Annuaire international africain avec des publications sur le droit international.

Voyages d'étude et missions à l'étranger

Stagiaire de l'Office européen des Nations Unies, Genève, 1965.

Voyage et séjour d'étude à la Cour internationale de Justice, La Haye, 1965.

Représentant de l'Université africaine, 1968.

Représentant de l'Université officielle du Congo à la Conférence des universités entièrement ou partiellement de langue française, Montréal, 1969.

Voyage d'études aux Etats-Unis (boursier du Gouvernement américain), 1972.

Auditeur à la deuxième session de l'Académie de droit international de La Haye (juillet 1975).

Participation avec la délégation zaïroise à la Conférence des chefs d'Etat d'Afrique centrale et orientale, Lusaka, Zambie, 1968.

/...

Membre de la délégation du Zaïre au quatrième Sommet de l'OUA, tenu à Kinshasa, 1968.

Participation à l'Assemblée générale de l'ONU en 1969, 1970, 1972 et 1975.

Représentant du Zaïre à la Sixième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU à la trente-troisième session (1978), à la trente-quatrième session (1979) et à la trente-cinquième session (1980).

Membre de la délégation du Zaïre auprès de la Cour internationale de Justice de La Haye lors de l'examen du problème du Sahara occidental (juillet 1975).

Membre de la délégation du Zaïre devant le Comité sur la discrimination raciale aux vingt et unième et vingt-deuxième sessions, Genève et New York, 1980.

Participation aux associations internationales

Membre de l'Association des auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye.

Membre de l'Association "La paix mondiale par le droit".

Membre de l'Association internationale des justices démocrates, Belgique.

Membre de l'Association "Henri Rolin", Belgique (pour l'étude du droit international).

Chercheur associé au Centre interuniversitaire belge de droit public.

Langues parlées

Français : langue officielle.

Anglais : écrit et parlé couramment.

Distinctions honorifiques

Officier de l'Ordre national du Léopard.

Grand Officier de l'Ordre national du Léopard.

Julio BARBOZA

(Argentine)

/Original : espagnol/

Né en Argentine le 17 mars 1928.

Marié.

/...

Etudes et titres universitaires

Diplômé de l'Université nationale de Buenos Aires, Faculté de droit et de sciences sociales, 1950.

Diplômé cum laude de l'Université méthodiste du Sud (Dallas, Etats-Unis d'Amérique), 1953.

Docteur en droit international public, Université de Columbia, New York, 1954.
Directeur des travaux : Pr Phillip Jessup.

Académie de droit international, La Haye, 1961.

Académie de droit international, La Haye : Séminaire sur les cours d'eau d'intérêt international, 1961.

Carrière diplomatique et missions spéciales

Ancien membre du Cabinet du Ministre des relations extérieures.

Ancien conseiller juridique du Ministère des relations extérieures.

A représenté l'Argentine dans l'affaire d'arbitrage de la zone du canal de Beagle.

Ancien membre du Comité consultatif sur les questions juridiques découlant de l'utilisation de l'énergie nucléaire (Commission nationale de l'énergie atomique).

Membre du Comité des sciences juridiques, politiques et sociales (Commission nationale des recherches spatiales).

Ancien directeur du Département des organismes internationaux du Ministère des relations extérieures.

Ambassadeur de la République argentine en Pologne.

Membre de la Commission du droit international.

Réunions internationales (comme membre de la délégation argentine)

Cinquième réunion de consultation des Ministres des relations extérieures, Santiago (Chili), 1959.

Conférence diplomatique sur le droit de la mer, Bruxelles, 1961.

Dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1962.

Réunion consultative régionale des conseillers juridiques de la Banque mondiale, Santiago (Chili), 1963.

Huitième Conférence régionale de la FAO, Viña del Mar (Chili), 1965.

/...

Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier les principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, Genève, 1970.

Première Assemblée générale ordinaire de l'Organisation des Etats américains, Washington, 1970.

Comité des Nations Unies chargé d'étudier les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

Trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1977).

Trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1978).

Trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1979).

Carrière universitaire

Professeur de droit international public, Faculté des sciences juridiques et sociales, Université nationale de Buenos Aires.

Professeur de droit international public, Ecole de diplomatie et de sciences sociales et politiques, Faculté de droit et de sciences sociales, Université catholique de Córdoba.

Professeur de droit international public, organisations et relations internationales, à l'Institut du service extérieur de la nation.

Professeur de droit civil, Département des études supérieures, Faculté de droit de l'Université méthodiste du Sud.

Professeur de dynamique des relations internationales : cours destiné à des colonels, Centre des hautes études de l'Ecole supérieure de guerre.

Professeur à l'Ecole des forces aériennes de l'état-major.

Professeur à l'Ecole supérieure de guerre.

Institutions scientifiques

Membre associé de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international.

Membre et conseiller de l'Association argentine de droit international.

Membre de l'institut ibéro-américain de droit aérien et spatial.

Membre de l'Association américaine de droit international.

Membre de l'Institut international de droit spatial, Paris.

/...

Réunions scientifiques et contributions

Deuxième réunion sur le droit spatial et aérien, Córdoba (Argentine), mai 1978 :
"Condición Jurídica del Cosmonauta".

Rapporteur du premier Séminaire national de professeurs et de chercheurs de droit international, Rosario (Argentine), novembre 1968 : "Reflexiones sobre el aprendizaje del Derecho Internacional a través del caso".

Troisième réunion sur le droit spatial et aérien, Buenos Aires (Argentine), mai 1978 : "Aspectos internacionales del régimen de telecomunicaciones vía satélite".

Congrès hispano-lusitano-américain de droit international, Buenos Aires (Argentine), août 1969.

Deuxième Séminaire national des professeurs et chercheurs de droit international, Córdoba (Argentine), septembre 1969.

Publications

"Aprendizaje en escuelas de derecho en los Estados Unidos", publié dans La Ley, 16 et 17 septembre 1954.

"Derecho y realidad en crímenes por omisión", publié dans Pensamiento Jurídico Actual Argentino, Ed. Arayú, Buenos Aires, 1952.

"Objeto y atributos en el asilo diplomático", publié dans Jurisprudencia Argentina, 1958 et dans Revista de Jurisprudencia Peruana, 1958.

"Transferencia de la jurisdicción obligatoria de la Corte Permanente a la Corte Internacional de Justicia", publié dans La Ley, 1961.

"Derecho internacional, individual y comunitario", publié dans Jurisprudencia Argentina, 16 février 1967.

Distinctions honorifiques

Grand-croix de l'Ordre du Soleil du Pérou.

Grand-croix de l'Ordre du mérite de la République de l'Equateur.

Grand Officier de l'Ordre Bernardo de O'Higgins de la République du Chili.

Décoration du Gouvernement brésilien.

Mohammed BEDJAOUI
(Algérie)

/Original : français/

Né le 21 septembre 1929 à Sidi-Bel-Abbès, Algérie.

Diplômes et titres

Licencié en droit (1951).

Titulaire du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (1951).

Diplômé de l'Institut d'études politiques de l'Université de Grenoble (1952).

Docteur en droit (1956) avec une thèse sur "Fonction publique internationale et influences nationales".

Lauréat de la Faculté de droit de Grenoble (concours de droit civil et de droit commercial, 1951).

Lauréat de l'Association des amis de l'Université de Grenoble (prix de thèse, 1957).

Lauréat de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace), prix sur l'Organisation internationale, 1956.

Fonctions

Avocat stagiaire près la Cour d'appel de Grenoble, France (1951-1953).

Stagiaire, puis attaché de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de 1956 à 1958 (section droit international).

Conseiller juridique du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) (1958-1961).

Directeur de cabinet du Président de l'Assemblée nationale constituante à Alger (septembre-novembre 1962).

Secrétaire général du gouvernement (Alger, novembre 1962-décembre 1964).

Président du Conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer algériens (SNCFA) (juin-décembre 1964).

Doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université d'Alger (octobre 1964-octobre 1965).

Ministre de la justice, Garde des sceaux (décembre 1964-juillet 1970).

/...

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne auprès de la République française (décembre 1970-septembre 1979).

Délégué permanent de l'Algérie auprès de l'UNESCO (janvier 1971-septembre 1979).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, depuis septembre 1979.

Membre du Comité central du parti du Front de libération nationale.

Missions

Membre de la délégation du Front de libération nationale d'Algérie à New York à la onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, janvier 1957).

Expert juridique de la délégation du GPRA aux négociations algéro-françaises d'Evian et de Lugrin (mai et juillet 1961).

Membre de la délégation algérienne à la dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, octobre 1962).

Membre de la délégation algérienne à la Conférence des chefs d'Etats sur le conflit frontalier algéro-marocain (Bamako, 1963).

Secrétaire général de la deuxième Conférence afro-asiatique (Alger, juin et octobre 1965).

Membre de la délégation algérienne au troisième Sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Addis Abeba (novembre 1966).

Président de la délégation algérienne, représentant le chef de l'Etat algérien au quatrième Sommet de l'OUA à Kinshasa (septembre 1967).

Membre de la délégation algérienne au cinquième Sommet de l'OUA à Alger (septembre 1968).

Chef de la délégation algérienne à la cinquantième session du Conseil des Ministres de la Ligue des Etats arabes (Le Caire, septembre 1968).

Membre de la délégation algérienne à la quatrième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, Alger (août-septembre 1973).

Chef de la délégation algérienne à la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités (Vienne, 1977).

Chef de la délégation algérienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (New York, 1976, 1978 et 1980, et Genève, 1979 et 1980).

/...

Chef adjoint de la délégation algérienne aux trente-deuxième, trente-quatrième et trente-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1977, 1979 et 1980).

Chef de la délégation algérienne à la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1978).

Chef adjoint de la délégation algérienne à la réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés, Colombo, Sri Lanka, juin 1979.

Chef adjoint de la délégation algérienne aux trente-troisième et trente-cinquième sessions du Conseil des Ministres de l'OUA (Monrovia, juillet 1979 et Freetown, juin 1980) et membre de la délégation algérienne aux seizième et dix-septième Sommets de l'OUA (Monrovia, juillet 1979 et Freetown, juillet 1980).

Chef adjoint de la délégation algérienne à la Conférence ministérielle préparatoire et membre de la délégation au sixième Sommet des pays non alignés (La Havane, août-septembre 1979).

Co-président de la Commission d'enquête des Nations Unies en Iran dans l'affaire des otages américains (février-mars 1980).

Activités scientifiques

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 1965.

Rapporteur spécial de la Commission du droit international des Nations Unies pour la question de la succession d'Etats dans les matières autres que les traités depuis 1967.

Membre honoraire de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye (1969).

Membre de la Société française pour le droit international.

Associé de l'Institut de droit international.

Membre du bureau de l'Académie diplomatique internationale, Paris.

Membre de l'Association des amis d'Henri Rollin, Bruxelles.

Membre du jury du Prix des Ambassadeurs, Paris.

Prix

Prix des Amis de l'Université de Grenoble (prix de thèse, 1957).

Prix de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace) (1956).

Prix de l'amitié franco-arabe (1979).

/...

Décorations

Ordre du Mérite alaouite, Maroc.

Ordre de la République, Egypte.

Commandeur de la Légion d'honneur, France.

Publications

Fonction publique internationale et influences nationales, Dotation Carnegie pour la paix internationale, à Londres chez Stevens and Sons; à New York chez Praeger; à Paris chez Pedone, 1958, 674 pages.

"Jurisprudence comparée des tribunaux administratifs internationaux en matière d'excès de pouvoir", Annuaire français de droit international, Paris, 1956, p. 482-496.

"Le syndicalisme des fonctionnaires internationaux", Annuaire français de droit international, Paris, 1957, p. 435-448.

"Jurisprudence administrative internationale" (Tribunal administratif de l'ONU, Tribunal administratif de l'OIT, Commission de recours de l'OECE, 1956-1957), Journal de droit international, Paris, 1959, No 1, p. 208-251.

La révolution algérienne et le droit, ouvrage édité à Bruxelles en 1961 par l'Association internationale des juristes démocrates, édition française (262 p.) et anglaise (260 p.); édition arabe (415 p.), 1963, Damas, Ministère de la culture.

"L'évolution institutionnelle de l'Algérie depuis l'indépendance", Union académique internationale pour un corps constitutionnel, tome I, fascicule I, E. J. Brill, Leiden, 1968, p. 163-201.

La question palestinienne, édition française originale, Alger, Imprimerie du Ministère de la justice, 1968, et SNED, 237 p.; édition anglaise : The Palestine Question, Beyrouth, The Institute for Palestine Studies, 1968, 203 p.; édition arabe : Al-Qadia Al-Falistinia, Beyrouth, The Institute for Palestine Studies, 1968; édition allemande : Die Palaestina-Frage, 1969, 189 p., Imprimerie Seidl, 5302 Beuel, Postfach 104; édition espagnole, Buenos Aires, 1969.

"La réforme communale en Algérie", Revue juridique et politique. Indépendance et coopération, Paris, 1968, tome XXII, No 2, p. 545-566.

"L'organisation judiciaire algérienne", Revue juridique et politique. Indépendance et coopération, Paris, 1969.

"La succession d'Etats dans les matières autres que les traités". Rapport préliminaire à la vingtième session de la Commission du droit international de l'ONU, doc. A/CN.4/204, 5 avril 1968, Annuaire de la Commission du droit international, 1968, vol. II.

- "Les droits acquis économiques et financiers et la succession d'Etats", deuxième rapport, doc. A/CN.4/216/Rev.1, 2 mai 1969, Annuaire de la Commission du droit international, 1969, vol. II.
- "La succession d'Etats en matière de biens publics", troisième rapport, doc. A/CN.4/226 du 24 mars 1970, Annuaire de la Commission du droit international, 1970, vol. II.
- "Projet d'articles avec commentaires et observations sur la succession d'Etats aux biens publics", quatrième rapport à la Commission du droit international, doc. A/CN.4/247 et Add.1, avril 1971, Annuaire de la Commission du droit international, 1971, vol. II, première partie.
- "Pour un nouveau droit social international", Annuaire de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye, 1969, vol. 39, p. 17-28.
- "Algeria", in International Encyclopedia of Comparative Law, Max Planck-Institut für ausländisches und internationales Privatrecht, Hamburg, vol. I, 1970, p. A-17 à A-28.
- "Problèmes récents de succession d'Etats dans les Etats nouveaux", Recueil des cours de l'Académie de droit international, La Haye, vol. 130, 1970, p. 453-585.
- "La succession d'Etats en matière de biens publics", cinquième rapport, doc. A/CN.4/259, Annuaire de la Commission du droit international, vol. II.
- "L'affaire de Namibie", Dictionnaire diplomatique, Académie diplomatique internationale, Paris, vol. VIII, 1973, p. 567-576.
- "Le règlement des différends dans le cadre de l'OUA", Annuaire français de droit international, Paris, 1972, p. 85-99.
- "La quatrième conférence d'Alger des pays non alignés", Dictionnaire diplomatique, Académie diplomatique internationale, vol. IX.
- "La succession d'Etats en matière de biens publics", sixième rapport, doc. A/CN.4/267, 20 mars 1973, Annuaire de la Commission du droit international, 1973, vol. II, p. 3-72.
- "La succession d'Etats en matière de biens d'Etats", septième rapport, doc. A/CN.4/282, juin 1974, Annuaire de la Commission du droit international, 1974, vol. II, première partie.
- "Le droit des peuples et les matières premières : une réelle espérance", Le Monde diplomatique, mai 1974, p. 7.
- "L'évolution institutionnelle de l'Algérie depuis l'indépendance", deuxième partie, Union académique internationale pour un corpus constitutionnel, tome 1, fascicule 2, E. J. Brill, Leiden, 1975.

"Affaire du Sahara occidental", plaidoieries, à paraître dans CIJ, Affaire du Sahara occidental, avis consultatif du 16 octobre 1975, mémoires et plaidoieries.

"L'inspection internationale dans le cadre des opérations des Nations Unies pour le maintien de la paix", in L'inspection internationale, ouvrage collectif sous la direction de George Fischeret Daniel Vignes, édit. Bruylant, Bruxelles, 1976 (521 p.), p. 25-57.

"L'Algérie dans la lutte pour le développement du Tiers-monde", Annuaire du Tiers-Monde, tome 1er, Paris, 1976.

"La succession d'Etats en matière de biens d'Etats", huitième rapport, doc. A/CN.4.292, Annuaire de la Commission du droit international, 1976, vol. II.

"Droit de la mer", in Vers un nouvel ordre international. Actes de la session commune du Club de Rome et de l'Institut international des océans, Alger, 25-28 octobre 1976, p. 73-85.

"Quelques aspects de l'expérience algérienne dans le domaine de l'indépendance nationale", in Les conditions de l'indépendance nationale dans le monde moderne. Actes du colloque international tenu à l'Institut Charles de Gaulle les 21, 22 et 23 novembre 1975, Paris, éditions Cujas, 1977, p. 79-92.

"Succession d'Etats en matière de dettes d'Etats", neuvième rapport, doc. A/CN.4/301 et Add.1, Annuaire de la Commission du droit international, 1977, vol. II, première partie.

"Non-alignement et droit international", cours donné en 1976 à l'Académie de droit international, Recueil des cours de l'Académie de droit international, La Haye, 1976, vol. 151, p. 335-456.

"Aspects internationaux de la nouvelle Constitution algérienne", Annuaire français de droit international, 1977, p. 75-94.

Terra nullius, "droits" historiques et autodétermination, La Haye, Sijthoff, 1975, 87 p.

Pour un nouvel ordre économique international, Paris, UNESCO, 1978, 295 p., ouvrage ouvrant une collection de l'UNESCO intitulée : "Nouveaux défis au droit international". Traduction anglaise : Towards a new international economic order, co-published with Holmes and Meier, New York and London, 1979, 287 p. Traduction espagnole sous le titre Hacia un nuevo orden económico internacional; traduction portugaise sous le titre Para uma nova ordem economica internacional; traduction arabe (sous presse).

"L'asile en Afrique", rapport présenté en janvier 1979 à Arusha (Tanzanie), à la réunion d'experts préparatoire à la Conférence africaine sur le problème des réfugiés.

"Succession d'Etats en matière d'archives d'Etat", onzième rapport présenté à la Commission du droit international de l'ONU, Genève, mai 1979, doc. A/CN.4/322 et Add.1 et 2.

"Les travailleurs étrangers et le droit international", in Colloque de la Société française pour le droit international (Clermont-Ferrand, 25-27 mai 1978), Paris, Pedone, 1979, p. 304-309 (Remarques sur le rapport général "Ordres juridiques et statut des travailleurs étrangers").

"Le statut des travailleurs algériens en France", in Annales de la Faculté de droit et de science politique de l'Université de Clermont-Ferrand I, année 1978, fascicule 15, p. 607-625.

"Succession d'Etats en matière d'archives d'Etat", douzième rapport présenté à la Commission de droit international de l'ONU, Genève, mai 1980, doc. A/CN.4/333.

"Un point de vue du Tiers-monde sur l'Organisation internationale", contribution apportée sous ce titre, p. 223 à 292, à un ouvrage collectif sur Le concept d'Organisation internationale, publié par l'UNESCO, sous la direction du professeur Ab-Saab, UNESCO, 1980, 292 p.

Suat BILGE
(Turquie)

/Original : français/

Né à Istanbul, en 1921. Après avoir terminé ses études supérieures à la Faculté de droit de l'Université d'Ankara en 1944, il obtint le titre de Docteur en droit à la Faculté de droit de Genève, en 1950.

Il entra dans la carrière académique comme Assistant à la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara en 1950. Il devint privat-docent en 1952, professeur en 1960 et Directeur de l'Institut des relations internationales. Il fut doyen de la même Faculté pour la période de 1962 à 1964.

Il est membre du Groupe turc des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies depuis 1950.

Il fut le Jurisconsulte du Ministère des affaires étrangères en 1957 et Premier Jurisconsulte honoraire en 1964.

Le Professeur Bilge participa à plusieurs conférences internationales. Il fut notamment délégué au Comité d'experts en matière d'entraide judiciaire du Conseil de l'Europe en 1958, membre turc de la Commission mixte de la Constitution de Chypre en 1959, membre du Comité d'experts pour l'élaboration d'une convention consulaire du Conseil de l'Europe en 1960, membre du Comité d'experts en matière d'adoption des enfants du Conseil de l'Europe en 1961, délégué à la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires en 1963, membre du Comité

/...

juridique de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1963, membre du Comité européen de coopération juridique du Conseil de l'Europe en 1965, délégué à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1965, membre du Comité d'experts en matière de droits de l'homme du Conseil de l'Europe en 1966.

Le Professeur Bilge, qui fut juge au Tribunal européen pour l'énergie nucléaire entre les années 1960 et 1965, fut élu président suppléant à la Commission de recours de l'OTAN en 1966 et juge à la Cour européenne des droits de l'homme et membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye en 1966.

Le Professeur Bilge est élu à la Commission du droit international des Nations Unies en 1971, puis devient Ministre de la justice en 1971 et est nommé Ambassadeur à Berne en 1972.

Le Professeur Bilge a publié La Responsabilité internationale des Etats en 1950, La Protection diplomatique des nationaux à l'étranger en 1953, Le conflit de Chypre et les Chypriotes turcs en 1961, "Les droits de l'homme" en 1962 (brochure) et Relations internationales en 1966. Il a publié, en outre, les articles suivants :

"L'Amnistie", Revue du Ministère de la justice, Ankara, 1943, Nos 685, 771 et 881.

"Les travaux de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies", Revue des droits de l'homme, Ankara, 1948, No 14, p. 10.

"Le Conseil de l'Europe", Revue des droits de l'homme, 1949, No 31, p. 17.

"Le Conseil de sécurité", Revue des droits de l'homme, Ankara, 1950, No 46, p. 22.

"L'Accord d'aviation de Chicago et l'Organisation de l'aviation civile", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1951, p. 196-214.

"L'Arrêt de la Cour internationale de Justice sur l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1953, p. 153-167.

"L'affaire de Corfou devant la Cour internationale de Justice", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1955, p. 228-242.

"Les Accords en forme simplifiée", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1957, p. 135-147.

"Géopolitique", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1958, p. 150-174.

"Le principe d'autodétermination", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1959, p. 132-145.

- "Les possibilités d'élargir les activités de la Cour internationale de Justice", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1959, p. 119-137.
- "L'enseignement de la politique internationale", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1961, p. 102-117.
- "Le règlement diplomatique des conflits internationaux", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1963, p. 197-210.
- "Les aides économiques", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1965, p. 441-475.
- "La prohibition de la dissémination des armes nucléaires", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1965, p. 45-54.
- "La conclusion des traités internationaux selon le droit turc", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1968, p. 97-149.
- "La conclusion des traités selon le droit international", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1969, p. 1-39.
- "L'application des traités internationaux", Revue de la Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1970, p. 17-55.
- "Foreign Worker Trade", Foreign Policy, septembre 1973, p. 67-74.
- "The Cyprus Conflict and Turkey: Turkey's Foreign Policy in Transition", Ed. K. H. Karpat, Leiden, 1975, p. 135-165.

Boutros BOUTROS-GHALI
(Egypte)

/Original : arabe/anglais/

Né le 14 novembre 1922 au Caire (Egypte).

Postes occupés

Ministre d'Etat chargé des affaires étrangères (depuis 1977).

Ancien professeur de droit international et de relations internationales à l'Université du Caire, et ancien directeur du Département des sciences politiques de l'Université du Caire (1949-1977).

Ancien membre du Comité central de l'Union socialiste arabe (1974-1976).

Président du Centre d'études politiques et stratégiques, Al Ahram (depuis 1975).

/...

Président de la Société africaine d'études politiques (depuis 1980).

Vice-Président de la Société égyptienne de droit international (depuis 1965).

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail (1971-1979).

Ancien administrateur du Centre juridique international de New York.

Membre de la Commission internationale de juristes, Genève.

Membre associé de l'Institut de droit international, Bruxelles.

Membre associé de l'Institut des affaires internationales, Rome.

Membre du Comité scientifique de l'Académie mondiale pour la paix, Menton (France).

Membre du Conseil et du Comité exécutif de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France).

Membre du comité de rédaction de la Revue égyptienne de droit international et de l'Annuaire de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye /rédacteur en chef de Al-Siyassa Dawlya (publication trimestrielle consacrée aux affaires internationales)/.

Membre de la Société française de droit international.

Diplômes universitaires

Docteur honoris causa de l'Université René Descartes, Paris, 1980.

Docteur en droit international, Université de Paris, 1949. Thèse : Contribution à l'étude des organisations régionales (en français).

Diplômé de l'Institut d'études politiques, Université de Paris, 1949.

Diplômé d'études supérieures d'économie politique, Université de Paris, 1948.

Diplômé d'études supérieures de droit public, Université de Paris, 1947.

Licencié en droit (LLB), Université du Caire, 1946.

Carrière universitaire

Titulaire d'une bourse de recherche Fullbright, Columbia University, New York, 1954-1955.

Directeur associé du premier Séminaire Dag Hammarskjöld, La Haye, 1963.

Directeur du Centre de recherche de La Haye, Académie de droit international, La Haye, 1963 et 1964.

Membre du Groupe d'études de l'Académie de droit international de La Haye (1965-1966).

Professeur invité de la Faculté de droit, Université de Paris (1967-1968).

Membre du Groupe du programme extérieur de l'Académie de droit international de La Haye (1968-1971).

Codirecteur de la première session du programme extérieur de l'Académie de droit international, Rabat, 1969.

Directeur de la première session du séminaire destiné aux diplomates de haut rang des Amirats Arabes Unis, Abu Dhabi (janvier-février 1973).

Représentant spécial de la Ligue des Etats arabes en Afrique (septembre-octobre 1974).

Chargé de cours de droit international et de relations internationales dans diverses universités, dont l'Université Columbia à New York (1954, 1955 et 1974), l'Université de Princeton (1955, 1974), l'Université d'Etat de Pennsylvanie (1955), l'Université de Virginie (1955), l'Institut des affaires internationales de New Delhi (1955), l'Institut des affaires internationales de Varsovie, Université de Varsovie (1960), l'Université de Cracovie (1960), l'Université de Poznan (1960), l'Université de Genève (1969, 1971), l'Université d'Alger (1964, 1971), l'Université de Zagreb (1960), l'Université de Beograd (1968, 1972), le Séminaire Dag Hammarskjöld d'Upsala (1968), l'Université de Rabat (1969), l'Université de Dakar (1969), l'Université de Dar es-Salaam (1970), l'Université de Nairobi (1972), l'Université de Koweït (1972), l'Université de Californie (1974), le Centre d'Abu Dhabi (1973, 1974), l'Université de Tananarive (1974), l'Université Nehru (1976) et l'Université d'Aix-en-Provence (1977).

Participation à des conférences internationales et à des colloques universitaires

Conférence sur la vie estudiantine et l'enseignement supérieur aux Etats-Unis, organisée sous les auspices de l'Université de Buffalo et du Conference Board of Associated Research Councils, Buffalo, New York (juin 1955).

Conférence du Congrès international des juristes organisée par la Commission internationale des juristes, New Delhi (janvier 1959).

Conférence de l'Association du droit international, Hambourg (août 1963).

Conférence sur le droit international, organisée par la Dotation Carnegie pour la paix internationale (Les nouveaux Etats indépendants et le droit international), Genève (octobre 1963).

/...

Table ronde sur l'enseignement du droit international et des relations internationales, organisée sous les auspices de l'Université de Singapour, Singapour (janvier 1964).

Conférence sur le droit international, organisée par la Dotation Carnegie pour la paix internationale (La notion de jus cogens en droit international, Lagonissi (Grèce), avril 1966).

Conférence de l'Association du droit international, Helsinki (août 1966).

Séminaire sur les problèmes de droit international en Afrique, Lagos (juin 1968).

Réunion consacrée aux droits culturels en tant que droits de l'homme, tenue au siège de l'UNESCO, à Paris (juillet 1968).

Table ronde sur le droit et le développement économique et social, organisée par le Conseil civil de la République libanaise, Beit-Mery (Liban) (décembre 1968).

Conférence de la Fondation Ariel. Première série de discussions arabo-américano-britanniques sur la crise du Moyen-Orient, Londres (juin 1970).

Colloque inter-arabe, organisé par l'Université catholique de Louvain (Belgique) (novembre 1970).

Colloque international sur les problèmes de l'unité africaine, Alger (mars-avril 1971).

Réunion sur l'influence du colonialisme dans les pays en voie de développement, organisée par l'UNESCO à Dar es-Salaam (juillet 1971).

Conférence de la Fondation Ariel. Deuxième série de discussions arabo-américano-britanniques sur la crise du Moyen-Orient, Londres (septembre 1971).

Conférence sur l'Europe et l'Afrique méditerranéenne, organisée par l'Institut des affaires internationales, Rome (octobre 1971).

Conférence d'experts gouvernementaux sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève (mai-juin 1972).

Conférence de l'Académie mondiale pour la paix, Menton (7-11 janvier 1974).

Conférence chrétienne pour la paix consacrée au Moyen-Orient, Le Caire (23-27 avril 1974).

Conférence organisée par l'Institut des affaires internationales sur la coopération et le développement dans la région méditerranéenne, Milan (3-4 mai 1974).

- Séminaire des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme des minorités nationales, ethniques et autres, Ohrid (Yougoslavie) (25 juin-8 juillet 1974).
- Séminaire de l'Institut des relations internationales du Cameroun, Yaoundé (16-23 septembre 1976).
- Colloque afro-arabe sur la libération et le développement, Khartoum (7-11 janvier 1976).
- Séminaire sur le rôle du non-alignement dans un monde en mutation, Centre international indien, New Delhi (26-29 avril 1976).
- Forum de l'UNESCO sur les sciences sociales et humaines face à la paix, Maison de l'UNESCO, Paris (3-6 mai 1976).
- Les cultures arabe et américaine. Conférence organisée par l'American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, D.C. (23-24 septembre 1976).
- Colloque afro-arabe, Sharjah, Emirats arabes unis (décembre 1976).
- Conférence de l'Académie mondiale pour la paix. Les guerres civiles (janvier 1977).
- Conférence internationale sur le développement et la stabilité dans la région méditerranéenne, organisée par l'Institut des affaires internationales, Athènes (26-29 janvier 1977).
- Chef de délégation à la deuxième session du Comité ministériel permanent de la Conférence sur la coopération afro-arabe, Le Caire (décembre 1977).
- Chef de délégation à la troisième session du Comité ministériel permanent de la Conférence sur la coopération afro-arabe, Niamey (juin 1978).
- Chef de délégation à la trente-deuxième session du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Khartoum (1978).
- Chef de délégation à la quinzième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, Khartoum (1978).
- Conférence au sommet de Camp David sur le Moyen-Orient (septembre 1978).
- Entretiens de Washington sur la paix au Moyen-Orient (octobre-novembre 1978).
- Chef de délégation à la trente-troisième session du Conseil des ministres de l'OUA, Monrovia (1979).
- Chef de délégation à la sixième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, La Havane (septembre 1979).

Chef de délégation à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (septembre 1979).

Chef de délégation à la trente-quatrième session du Conseil des ministres de l'OUA, Addis-Abeba (février 1980).

Chef de délégation à la trente-cinquième session du Conseil des ministres de l'OUA, Freetown (juin 1980) et à la Conférence au sommet de Freetown (juillet 1980).

Chef de délégation à la septième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la Palestine (août 1980).

Chef de délégation à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés (New Delhi, février 1981).

Publications

Livres

Contribution à l'Etude des ententes régionales, Editions A. Pedone, Paris, 1949.

Cours de diplomatie et de droit diplomatique et consulaire, Editions Librairie anglo-égyptienne, Le Caire, 1951.

Le problème du canal de Suez (en collaboration avec Youssef Chlala), Société égyptienne de droit international, Alexandrie, 1957.

Egypt and the United Nations (en collaboration), Dotation Carnegie pour la paix internationale, Manhattan Publishing Company, New York, 1957.

Le principe d'égalité des Etats et les organisations internationales, Académie de droit international, Recueil des cours, tome 100, A. W. Sijthoff, Leyden, 1961.

Foreign policies in a world of change (en collaboration), Harper and Row, New York, 1963.

Contribution à une théorie générale des alliances, Editions A. Pedone, Paris, 1963.

L'Organisation de l'unité africaine, Librairie Armand Colin, Paris, 1969.

Le mouvement afro-asiatique, Presses universitaires de France, Paris, 1969.

Les difficultés institutionnelles du panafricanisme, Institut universitaire des hautes études internationales, Genève, 1971, Collection Conférences No 9.

La Ligue des Etats arabes, Académie de droit international, Recueil des cours, vol. III, A. W. Sijthoff, Leyden, 1972.

Les conflits de frontières en Afrique, Editions techniques et économiques, Paris, 1973.

Articles

- "Le Pacte de l'Atlantique Nord", Revue égyptienne de droit international, 1950, vol. 6.
- "L'intervention américaine en Corée et le droit des Nations Unies", Société égyptienne de droit international, brochure No 12, 1951.
- "De l'agencement des solidarités restreintes au sein de l'organisme international", Revue égyptienne de droit international, 1951, vol. 7.
- "La sécurité soviétique en Europe orientale", Revue égyptienne de droit international, 1962, vol. 8.
- "Le Pacte balkanique du 28 février 1953", Revue égyptienne de droit international, 1953, vol. 9.
- "Commentaire sur les conventions conclues sous l'égide de la Ligue arabe", Journal of the Association of Attenders and Alumni of The Hague Academy of International Law, 1955, vol. 25, Leyden. Article reproduit dans Notes et Documentation, 9 juin 1956, No 2184, Paris, 1956.
- "L'Union soviétique et le NATO", Revue égyptienne de droit international, 1954, vol. 10.
- "La Ligue arabe et l'Afrique du Nord", Boletime da Faculdade de Direito, vol. XXX, Coimbra, 1955.
- "Le Pacte du Sud-Est asiatique", Jahrbuch für Internationales Recht, Göttingen, 1955.
- "The Arab League, 1945-1955: Ten Years of Struggle", International Conciliation, Dotation Carnegie pour la paix internationale, No 498, New York, mai 1954.
- "The Anglo-Yemini Dispute", Revue égyptienne de droit international, 1955, vol. 11.
- "The Egyptian Foreign Policy and the Arab League", Review of Economics, Politics and Business Studies, février 1956. Article traduit par le Centre de documentation et de synthèse, Paris, et publié dans son Bulletin du 15 mars 1956.
- "La Conférence de Bandung", Internationales Jahrbuch der Politik, Munich, 1955.
- "La Ligue arabe : Notice bibliographique", Revue égyptienne de droit international, 1955, vol. 11.
- "Versuch einer Analyse der Panarabischen Bewegung", Internationales Jahrbuch der Politik, Munich, 1956.

- "La Conférence de Brioni", Journal of the Association of Attenders and Alumni of The Hague Academy of International Law, vol. 27, Leyden, 1957.
- "Essai d'analyse du Panarabisme", Revue égyptienne de droit international, 1957, vol. 13.
- "Le Monde afro-asiatique et l'A.A.A.", Aktuelle Probleme des Internationalen Rechts, Walter de Gruyter Co., Berlin, 1957.
- "Notes sur l'Union des Etats arabes et sur la République arabe unie", Revue égyptienne de droit international, 1968, vol. 14.
- "Intégration arabe et intégration européenne", Journal of the Association of Attenders and Alumni of The Hague Academy of International Law, vol. 29, Leyden, 1959.
- "Un Précurseur de l'organisation internationale Al-Kawakibi", Revue égyptienne de droit international, vol. 16, 1950.
- "La Conférence de Belgrade", Revue égyptienne de droit international, vol. 17, 1961.
- "L'Accord nucléaire de Moscou", Revue égyptienne de droit international, vol. 19, 1963.
- "The Addis Ababa Charter", International Conciliation, Dotation Carnegie pour la paix internationale, No 546, New York, janvier 1964.
- "Bundnissysteme in Sowjet System und Demokratische Gesellschaft", Eine Vergleichende Enzyklopaodie, p. 910-934, Horder Freiburg, Bâle-Vienne, 1967.
- "The University Teaching of Social Sciences: International Law", publié en 1967 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
- "La crise de la Ligue arabe", Annuaire français de droit international, 1968, vol. 14, 1968.
- "Le régionalisme et les Nations Unies", Revue égyptienne de droit international, vol. 24, 1968.
- "L'Organisation de l'unité africaine et la coopération économique", Revue égyptienne de droit international, vol. 25, 1969.
- "The Arab League-25 years after", East Africa Journal, Nairobi, juin 1970.
- "The Afro-Asian Movement: A survey of sources and development", Revue égyptienne de droit international, vol. 26, 1970.
- "Solidarité internationale et aide étrangère", Revue égyptienne de droit international, vol. 26, 1970.

"Le Centre d'étude et de recherche de droit international et de relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye", in Livre jubilaire de l'Académie de droit international, A. W. Sijthoff, Leyden, 1973.

"Les Fonds arabes pour le développement économique", Annuaire français de droit international, vol. 21, 1975.

"The League of Arab States and North Africa", in Africa and International Organization, édité par Yassin Al Ayouti et Hugh C. Brooks Martinus Nijhoff, La Haye, 1974.

"The League of Arab States and the Organization of African Unity", in The Organization of African Unity after Ten Years, Praeger Publishers, New York, 1975.

"The Arab Response to the Challenge of Israel", in The Middle East Oil Conflict and Hope, édité par A.L.U. Udovitch Lexington Books, No 9, 1976.

"Arab Diplomacy, Failures and Successes", in Arab and American Cultures, American Enterprises Institute for Public Policy Research, Washington, D.C., 1977.

"Le système régional africain", Collection de la Société française pour le droit international, Editions Pedone, Paris, 1977.

"Les relations entre la Ligue arabe et l'OUA", Annuaire français de droit international, vol. 23, 1977.

"Quelle diplomatie pour l'Egypte en paix", Politique Internationale, Paris, No 5, automne 1979.

Publications en arabe

"La sécurité soviétique en Europe occidentale" (Le Caire, University Press, 1954, 127 p.)

"L'Organisation internationale" (deux parties) - Introduction à l'étude des organisations internationales (Le Caire, 1956), Etude constitutionnelle des organisations internationales (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1957, 620 p.).

"Introduction à la science politique", en collaboration avec M. Mahmud Khayri 'Isa (Le Caire, 1959; deuxième édition, 1963; troisième édition, 1966; quatrième édition, 1974; cinquième édition, 1976; sixième édition, 1977; septième édition, 1979, Anglo-Egyptian Library, 238 p.).

"Etudes sur la société arabe", en collaboration avec M. Mahmud Khayri 'Isa et M. 'Abd al-Malik 'Audah (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1960, 272 p.).

Studies in International Politics (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1961, 216 p.).

"Constitutions africaines" (Le Caire, Dar al-Ma'arif, 1961, 268 p.).

/...

- "Etudes sur les doctrines politiques" (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1962, 272 p.).
- "L'Organisation de l'unité africaine" (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1964, 210 p.).
- "Stratégie et politique internationale" (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1967, 296 p.).
- "La crise de la diplomatie arabe" (Le Caire, Dar al-Kitab al-Jadid, 1969, 192 p.).
- "Le mouvement afro-asiatique" (Le Caire, Dar al-Kitab al-Jadid, 1969, 158 p.).
- "Politique et développement en Afrique" (Le Caire, Dar al-Kitab al-Jadid, 1970, 158 p.).
- "Etudes sur la diplomatie arabe" (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1974, 250 p.).
- "Les relations internationales dans le cadre de l'Organisation de l'unité africaine" (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1974, 575 p.).
- "La Ligue des Etats arabes et le règlement des différends locaux" (Le Caire, Ma'had al-Dirasat al-'Arabiyah, 1977, 220 p.).
- "Problèmes arabes" (Le Caire, Anglo-Egyptian Library, 1977, 195 p.).

Articles les plus importants

- "La Corée et les Nations Unies", Société égyptienne de droit international, brochure No 12, octobre 1951.
- "Le Pacte de l'Atlantique Nord", Revue égyptienne de droit international, vol. VI (1951).
- "Définition des accords régionaux", Revue égyptienne de droit international, vol. VIII (1952).
- "Le Pacte balkanique du 28 février 1953", Revue égyptienne de droit international, vol. IX (1953).
- "Asian regional agreements", Revue égyptienne de droit international, vol. X (1954).
- "The San Salvador Charter", Review of Economics, Politics and Business Studies, février 1955.
- "Loss of membership in the League of Arab States", Revue égyptienne de droit international, vol. XI (1955).

- "The First Asian-African Conference at Bandung, Indonesia", Review of Economics, Politics and Business Studies, janvier 1956.
- "Peaceful co-existence and tension in the Arab East", étude présentée à la Conférence sur les sciences politiques, tenue au Caire sous les auspices de l'UNESCO, 6 avril 1956.
- "The question of membership in the United Nations", Review of Economics, Politics and Business Studies, octobre 1956.
- "International blocs in the United Nations", Political Books, Book IX, 1957.
- "Al-Kawakibi and the Islamic League", Majallat al-ganun al-dawli, vol. XIII, 1957.
- "International Government", Political Books, Book XXVI, août 1957.
- "The Atlantic Alliance", Political Books, Book XLI, 1957.
- "The American Union", Political Books, Book XLI, décembre 1957.
- "La République arabe unie", Majallat al-mal wa-al-iqtisad, mars 1958.
- "Le bloc afro-asiatique", Majallat al-mal wa-al-iqtisad, avril 1958.
- "Le Pacte de Varsovie", Majallat al-mal wa-al-iqtisad, mai 1958.
- "Le Canal de Suez et ses problèmes, 1943-1957" (en collaboration avec le Professeur Youssef Chlala), Société égyptienne de droit international, Alexandrie, 1958.
- "L'Organisation des Etats d'Amérique centrale", Majallat al-mal wa-al-iqtisad, janvier 1959.
- "The Little Entente", Review of Economics, Politics and Business Studies, No 1 (1959).
- "The principle of equitable geographical distribution", Revue égyptienne de droit international, vol. XVI (1960).
- "Voting in international organizations", Revue égyptienne de droit international, vol. XVII (1961).
- "Military alliances and the United Nations", Revue égyptienne de droit international vol. XVIII (1962).
- "La bombe atomique chinoise", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 1 (1965).
- "Politique et stratégie dans l'océan Indien", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 2 (octobre 1965).

/...

- "La diplomatie gaulliste et la cinquième République", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 4 (avril 1966).
- "Nouvelles dimensions de la stratégie internationale", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 5 (juillet 1966).
- "Les interventions militaires américaines et la guerre froide", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 7 (janvier 1967).
- "L'affrontement arabo-sioniste", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 9 (juillet 1967).
- "La guerre égypto-israélienne", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 10 (octobre 1967).
- "Dimensions de l'idéologie afro-asiatique", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 12 (avril 1968).
- "Les différends africains et leur règlement par des moyens pacifiques", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 13 (juillet 1968).
- "Diplomatie africaine et problèmes de développement", Majallat al-siyasah al-dawliyah, No 18 (octobre 1969).
- "L'entreprise commune des Arabes dans le cadre de la Ligue arabe", Majallat al-siyasah al-dawliyah, octobre 1970.
- "Le nassérisme et la politique étrangère de l'Égypte", Majallat al-siyasah al-dawliyah, janvier 1971.
- "La politique de non-alignement à la suite de la détente américano-soviétique", Majallat al-siyasah al-dawliyah, janvier 1973.
- "Diplomatie arabe et différends régionaux", Majallat al-siyasah al-dawliyah, avril 1973.
- "Les minorités et les droits de l'homme en droit international", Majallat al-siyasah al-dawliyah, janvier 1975.
- "Le Canal entre la légalité et les ambitions impérialistes", Majallat al-siyasah al-dawliyah, avril 1975.
- "La stratégie internationale et l'arme pétrolière", Majallat al-siyasah al-dawliyah, juillet 1975.
- "Trente ans de droits de l'homme", Majallat al-siyasah al-dawliyah, janvier 1979.
- "Débat entre Boutros-Ghali et Moshe Dayan devant le Parlement européen", Majallat al-siyasah al-dawliyah, octobre 1980.

Carlos CALERO RODRIGUES
(Brésil)

/Original : anglais/

Né à Rio de Janeiro le 13 juin 1919.

Diplôme de droit de l'Université du Brésil, 1940.

Professeur de droit international à l'Institut Rio-Branco (Académie diplomatique brésilienne), 1954-1955, 1963-1964.

Professeur d'administration internationale, Ecole brésilienne d'administration publique (Fondation Getulio Vargas), 1954.

Entré dans la carrière diplomatique en 1945 :

Montréal : vice-consul, 1947; consul général, 1967-1969.

Washington : secrétaire d'ambassade, 1947-1950.

Paris : secrétaire d'ambassade, conseiller, 1956-1962; ministre-conseiller, 1964-1967.

Asunción : ministre-conseiller, 1963.

Varsovie : ambassadeur, 1973-1979.

New York : Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies : secrétaire d'ambassade, 1950-1953; ambassadeur, représentant spécial, 1979-1980.

Chef du Département des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères : 1963-1964, 1969-1973.

Représentant aux cinquième (1950), sixième (1951), septième (1952), douzième (1957), quatorzième (1959), quinzième (1960), vingt-troisième (1968), vingt-cinquième (1970), vingt-sixième (1971), vingt-septième (1972), trente-quatrième (1979) et trente-cinquième (1980) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Membre de la délégation brésilienne à la première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1958.

Vice-Président de la délégation brésilienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1974, 1975, 1976 et 1977.

Chef de la délégation brésilienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1978, 1979 et 1980.

/...

Membre de la délégation brésilienne à la quatrième Réunion de consultation des Républiques américaines, 1951.

Membre de la délégation brésilienne à la dixième Conférence interaméricaine, 1954.

Membre de la délégation brésilienne à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 1972 (Président de la Deuxième Commission).

Chef de la délégation brésilienne à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, 1974, 1975 et 1976.

Représentant du Brésil à la Commission des droits de l'homme, 1978, 1979 et 1980.

Jorge CASTAÑEDA
(Mexique)

/Original : espagnol/

Postes gouvernementaux et diplomatiques

Admis au Service mexicain des relations extérieures, 1950 (par concours).

Conseiller juridique au Ministère des relations extérieures, 1955-1958.

Ministre plénipotentiaire, 1959-1962.

Directeur général du Département des organisations internationales, Ministère des relations extérieures, 1959-1960.

Représentant suppléant du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1961 et une partie de 1962.

Ambassadeur du Mexique depuis 1962.

Ambassadeur du Mexique auprès du Gouvernement égyptien, 1962-1965.

Directeur en chef au Ministère des relations extérieures, 1965-1970.

Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales ayant leur siège à Genève, 1971-1975.

Chef de la délégation mexicaine à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1976.

Sous-Secrétaire d'Etat aux relations extérieures, 1976.

Ambassadeur en mission spéciale, 1977-1979.

Secrétaire d'Etat aux relations extérieures (mai 1979).

/...

Conférences et réunions internationales

Cinquième, sixième et septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1950-1952 (conseiller, représentant suppléant à la Commission juridique).

Cinquième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures des Républiques américaines, Washington, 1951 (conseiller).

Huitième session du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, 1952 (conseiller).

Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, 1952 (représentant).

Huitième à seizième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1953-1961 (représentant à la Commission juridique).

Deuxième Réunion du Conseil interaméricain de juristes, Buenos Aires, 1953 (représentant suppléant).

Dixième Conférence interaméricaine, Caracas, 1954 (représentant suppléant).

Conférence technique des Nations Unies sur les problèmes de la mer, Rome, 1955 (représentant).

Première Conférence des Nations Unies sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, 1955 (conseiller juridique).

Troisième Réunion du Conseil interaméricain de juristes, Mexico, 1956 (représentant).

Conférence interaméricaine sur les problèmes de la mer, Ciudad Trujillo, 1956 (représentant).

Vingt-quatrième session du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, Genève, 1957 (représentant).

Première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1958 (représentant).

Représentant du Mexique auprès du Conseil d'administration du Fonds spécial des Nations Unies, 1959.

Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1960 (représentant).

Représentant du Mexique auprès du Conseil d'administration du Fonds spécial des Nations Unies, 1960.

Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une convention unique sur les stupéfiants, New York, 1961 (représentant).

/...

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, 1961
(représentant au Sous-Comité juridique).

Commission spéciale des Nations Unies sur les principes de droit international
relatifs aux rapports d'amitié et de coopération entre les Etats, 1964 et 1967
(représentant).

Comité préparatoire pour la dénucléarisation de l'Amérique latine, 1967
(représentant).

Dix-neuvième à vingt et unième et vingt-septième à trente et unième sessions de
l'Assemblée générale des Nations Unies, 1964-1966 et 1972-1976 (représentant).

Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, 1968 (représentant).

Conférence du Comité du désarmement, 1967-1975, Genève (représentant).

Conférence de plénipotentiaires pour la création d'un organisme intergouvernemental
de tourisme, Mexico (représentant).

Cinquante-sixième et cinquante-septième conférences internationales du Travail,
Genève, 1971 et 1972 (représentant).

Comité préparatoire de la troisième Conférence sur le droit de la mer, 1971-1973
(chef de la délégation mexicaine).

Treizième et quatorzième sessions du Conseil du commerce et du développement
(CNUCED), Genève, 1973-1974 (chef de la délégation mexicaine).

Groupe de travail pour la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,
1973-1974 (chef de la délégation mexicaine).

Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, Caracas,
Genève, New York, 1974-1979 (chef de la délégation mexicaine).

Conférence sur la coopération économique entre pays en développement, 1976
(représentant).

Fonctions internationales électives

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies
depuis 1967 (réélu en 1971 et en 1976).

Vice-Président de la Commission juridique de l'Assemblée générale des Nations Unies,
1956.

Président de la Commission juridique de l'Assemblée générale des Nations Unies,
1958.

/...

Président de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies, 1973.

Président du Groupe de travail pour la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, 1973-1974.

Carrière universitaire

Licence en droit, Faculté de droit de l'Université nationale autonome du Mexique, 1938-1943.

Professeur de droit international public, Ecole libre de droit, Mexico, 1958.

Professeur de droit international public, Faculté de droit, Université nationale autonome du Mexique, 1959-1960.

Associé au Séminaire de l'Université de Columbia sur les problèmes de la paix, 1961, 1962 et une partie de 1964.

Professeur de théorie et de pratique de l'Organisation internationale, El Colegio de México, 1966-1967.

Directeur du Séminaire de recherche sur la politique extérieure du Mexique, El Colegio de México, 1969-1970.

Membre du Conseil d'administration du Colegio de México depuis 1967.

Cours au Séminaire régional de l'Académie de droit international sur le thème : "Le régime juridique des fonds marins", Mexico, 1970.

Cours à l'Académie de droit international, La Haye, 1970.

Cours à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris, 1973.

Conférences aux universités suivantes :

Université nationale autonome du Mexique (Ecole de sciences politiques et sociales), Columbia, Yale, Harvard, Howard, Princeton, Le Caire, Grenoble, Nice, Valladolid (cours à Vitoria), Genève (Ecole des hautes études internationales).

Membre des sociétés et instituts suivants :

Institut de droit international (membre), Association de droit international, Société française pour le droit international, Institut hispano-lusitano-américain de droit international.

/...

Publications

Livres

México y el Orden Internacional, Fondo de Cultura Económica, publié par El Colegio de México, 1956.

Mexico and the United Nations (version anglaise de l'ouvrage précédent), Dotation Carnegie pour la paix internationale, New York, 1958.

Valor Jurídico de las Resoluciones de las Naciones Unidas, El Colegio de México, 1967.

Legal Effects of United Nations Resolutions (version anglaise de l'ouvrage précédent), Columbia University Press, 1969.

La No Proliferación de las Armas Nucleares en el Orden Universal, El Colegio de México, Mexico, 1969.

Valeur juridique des résolutions des Nations Unies, Recueil des cours de l'Académie de droit international, La Haye, 1970, vol. I, tome 129.

Participation à des ouvrages collectifs

"Las Reformas a la Constitución Mexicana relativas al Dominio Marítimo de la Nación y el Derecho Internacional", dans El Pensamiento Jurídico de México en el Derecho Internacional, Editorial Porroa, Mexico, 1960.

"Fabela y la No Intervención", dans Estudios en Honor de Isidro Fabela, Mexico, 1961.

"México y el Exterior", dans México : Cincuenta Años de Revolución, tome III, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1961.

"La Charte des droits et des devoirs économiques des Etats du point de vue du droit international", dans Justice Économique internationale, Gallimard, Paris, 1976 (version espagnole publiée par le Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1976).

Introduction à l'ouvrage intitulé : Derecho Económico Internacional, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1976.

Articles

"Panamericanism and Regionalism: A Mexican View", paru dans International Organisation, New York, vol. X, No 3, 1956.

"Pan-Americanismo", paru dans la Revista Brasileira de Política Internacional, Rio de Janeiro, première année, No 3, 1958.

- "Naciones Unidas y el Derecho Internacional", paru dans Foro Internacional, Mexico, vol. I, No 2, 1960.
- "Un Nuevo Derecho para una Epoca Nueva", paru dans Revista de la Universidad de México, 1960.
- "La Codificación del Derecho Internacional en las Naciones Unidas", paru dans Revista de la Universidad de México, 1961.
- "The Underdeveloped Nations and the Development of International Law", paru dans International Organisation, New York, vol. XV, No 1, 1961.
- "La question du Sud-Ouest africain", paru dans Les Cahiers de droit, Montréal, vol. V, No 1, 1962.
- "Revolution and Foreign Policy: Mexico's Experience", paru dans Political Science Quarterly, New York, septembre 1963.
- "Certain Legal Consequences of the Suez Crisis", paru dans la Revue égyptienne de droit international, vol. 19, 1963.
- "El Derecho Interno de las Naciones Unidas", paru dans la Revista de la Facultad de Derecho de la Universidad Nacional de México, No 54, tome XIV, avril-juin 1964.
- "Resoluciones de las Naciones Unidas que contienen declaraciones u otros pronunciamientos generales", paru dans Revista de la Escuela Nacional de Ciencias Políticas y Sociales, No 33, octobre-décembre 1964.
- "Conflictos de Competencia entre las Naciones Unidas y la Organización de Estados Americanos", paru dans Foro Internacional, Nos 22-23, octobre 1965-mars 1966.
- "Une nouvelle méthode pour la création d'organismes internationaux : le cas de l'UIOOT", paru dans Annuaire français de droit international, vol. XVI, 1970.
- "La Creación de Derecho Internacional por las Naciones Unidas", paru dans Foro Internacional, No 42, Mexico, 1970.
- "La Creación de Derecho Internacional por las Naciones Unidas", paru dans La Comunità Internazionale, Cedam, Padoue, 1971.
- "The Concept of Patrimonial Sea in International Law", paru dans The Indian Journal of International Law, vol. 12, 1972.
- "Las Posiciones de los Estados Latinoamericanos en Relación con el Derecho del Mar", paru dans Jurídica, Anuario del Departamento de Derecho de la Universidad Iberoamericana, No 5, 1973.
- "El Mundo Futuro y los Cambios en las Instituciones Políticas Internacionales", paru dans Foro Internacional, No 57, 1974.

/...

"La Charte des droits et devoirs économiques des Etats", paru dans Annuaire français de droit international, vol. XX, 1974.

"El Sistema Interamericano : ficción y realidad", paru dans Nueva Política, vol. I, No 4, octobre-mars 1977, Mexico, D.F.

"La Zona Económica Exclusiva y el Nuevo Orden Económico Internacional", paru dans Foro Internacional, No 73, Mexico, D. F., 1978.

"En busca de una posición ante Estados Unidos", paru dans Foro Internacional, No 74, Mexico, D.F., 1978.

"Maritime transport and the new law of the sea", paru dans Ship's Cargo Cargo Ships, Fondation Henri Kemmerman, Londres, 1979.

"En busca de una posición ante Estados Unidos", paru dans Visión del México Contemporáneo, El Colegio de México, 1979, Mexico, D.F.

Miguel Antonio D'ESTAFANO PISANI
(Cuba)

/Original : espagnol/

Né à La Havane (Cuba), le 31 juillet 1918.

Doctorat en droit, Université de La Havane (1941).

Carrière dans le secteur de l'administration publique

Admis dans l'administration publique en décembre 1945; juriste au Ministère de l'éducation jusqu'en mars 1951.

De mars 1951 à juillet 1959, secrétaire (juriste) du Conseil de la Direction pénitentiaire (mars 1951-juillet 1959).

Secrétaire de la Commission technique d'études pénitentiaires (mars 1959).

Juriste à la Direction des impôts du Ministère des finances (août 1959-mars 1960).

Juriste au Département des consultations diplomatiques du Ministère des relations extérieures (mars 1960).

Chef de division des consultations diplomatiques (novembre 1960).

Sous-chef de la Direction des consultations juridiques du Ministère (août 1961).

Chef de la Direction des consultations juridiques (avril 1962).

/...

Membre de l'Institut de politique internationale du Ministère des relations extérieures (octobre 1962).

Quitte, en décembre 1963, son poste à la Direction des affaires juridiques et est nommé conseiller du Ministre et Directeur du Centre de formation professionnelle, politique et culturelle du Ministère des relations extérieures.

Membre du Secrétariat permanent de la Commission des hautes études politiques du Ministère des relations extérieures (mai 1970).

Carrière universitaire et autres activités

Professeur de droit pénal à l'Universidad Masónica (1956-1959).

Professeur de la théorie de l'Etat à l'Université Candler (1956-1960).

Titulaire de la chaire de droit international public à l'Université de La Havane depuis avril 1962.

Titulaire de la chaire de droit international public à l'Institut supérieur du service diplomatique du Ministère des relations extérieures depuis 1974.

Titulaire de la chaire de politique extérieure de Cuba et de la chaire de droit international public à l'Institut supérieur du Service diplomatique depuis 1980.

Titulaire de la chaire de droit international public à l'Institut supérieur du Ministère de l'intérieur de 1972 à 1975.

A donné des cours de hautes études supérieures depuis 1970 dans les domaines suivants :

- Arbitrage international;
- Droit des traités;
- Relations juridiques du CAEM;
- Sous-développement et droit international;
- Constitution cubaine et politique extérieure de Cuba;
- Institutions fondamentales de droit international public;
- Mouvement non aligné (en collaboration).

S'est vu attribuer, le 10 février 1981, le titre de docteur ès sciences juridiques, lorsque l'on a pour la première fois à Cuba conféré à cette occasion des diplômes dans les diverses disciplines scientifiques.

Président de l'Association cubaine pour les Nations Unies depuis février 1966.

Membre de la Commission juridique du Mouvement cubain pour la paix et la souveraineté des peuples depuis 1978.

/...

Publications (liste partielle)

La delincuencia de los indios en Cuba (Essai d'ethnographie criminelle cubaine), Editions J. Montero, La Havane, 1943, 115 pages.

Defensa Social y Peligrosidad (Doctrine incorporée dans le Code de défense sociale), premier prix national Angel C. Betancourt attribué par le Barreau de La Havane, Editions J. Montero, La Havane, 1946, 158 pages.

Las personas jurídicas y su responsabilidad criminal, Editions J. Montero, La Havane, 1946, 247 pages.

El delito preterintencional (Etude critique et exégèse de l'élément psychologique dans le délit), Editions Forum, La Havane, 1947, 221 pages.

Diego Vicente Tejera y García : hombre y jurista, Editions J. Montero, La Havane, 1949, 86 pages.

Texto-Guía de Derecho Internacional Público, Editoria Universitaria, La Havane, 1965, 840 pages.

Puerto Rico : análisis de un plebiscito, Ediciones Tricontinental, La Havane, 1967, 126 pages.

Subdesarrollo y Derecho Internacional Público, Cuaderno H. Ciencias Jurídicas, Ediciones Pueblo y Educación, Instituto del Libro, La Havane, 1973, 160 pages.

Derecho de Tratados, Cuaderno H. Ciencias Jurídicas, Ediciones Pueblo y Cultura, Instituto del Libro, La Havane, 1973, 255 pages.

Casos en Derecho Internacional Público, Ediciones de Ciencias Sociales, Instituto del Libro, La Havane, 1974, 446 pages.

"Las nacionalizaciones del gobierno revolucionario", No 1, octubre-décembre 1962.

"La cuarentena y el derecho internacional", No 4, quatrième trimestre 1963.

"Las violaciones norteamericanas del espacio aéreo cubano", No 6, quatrième trimestre 1964.

"El arreglo de las disputas en el derecho internacional y el deferendo cubano-norteamericano", No 8, quatrième trimestre 1965.

"Enfoque jurídico del Movimiento de los No Alineados", février 1979, Revista Cubana de Derecho.

Autres fonctions

Membre du Conseil d'honneur de la Revista Universidad de La Habana, organe de l'Université de La Havane.

Rédacteur en chef de la Revista Cubana de Derecho, organe de l'Union nationale des juristes cubains.

Président du Comité de rédaction du Bulletin ACNU, organe de l'Association cubaine pour les Nations Unies.

Membre du Groupe national cubain de membres de la Cour internationale permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1962.

Missions officielles (liste partielle)

Chef de la délégation cubaine à la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, tenue à Vienne (février-avril 1963).

Membre de la délégation cubaine à la quatrième Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, tenue à Genève en septembre 1971.

Membre de la délégation cubaine à la quinzième Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, tenue à Vienne en septembre 1971.

Membre de la délégation cubaine à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Caracas du 20 juin au 29 août 1974.

Membre de la délégation cubaine à la dix-huitième Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, tenue à Vienne en septembre 1974.

Chef de la délégation cubaine à la réunion du Groupe Evensen à l'Organisation des Nations Unies (New York), où ont été examinés divers problèmes fondamentaux de la Conférence sur le droit de la mer (10 novembre-12 décembre 1975).

Membre de la délégation cubaine à la troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Genève du 15 mars au 15 mai 1975.

Membre de la délégation cubaine à la quatrième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 9 mars au 10 mai 1976.

Membre de la délégation cubaine à la cinquième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 1er août au 15 septembre 1976.

Membre de la délégation cubaine à la Réunion internationale sur les droits de l'homme, tenue à Genève du 2 au 20 mai 1977.

/...

Membre de la délégation cubaine à la quatrième Conférence des Ministres de la justice d'Amérique latine, d'Espagne et des Philippines, tenue à Caravalleda (Venezuela) en 1978.

Membre de la délégation cubaine au Séminaire international sur l'élimination de l'apartheid et le soutien de la lutte pour la libération en Afrique du Sud, tenue à La Havane en 1976, sous les auspices du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid.

Membre de la délégation cubaine à la troisième Conférence de l'Association américaine de juristes, La Havane, 1977.

Leonardo DÍAZ GONZÁLEZ
(Venezuela)

/Original : espagnol/

Titres

Docteur en droit de l'Université de Paris (1951).

Docteur ès sciences économiques et sociales de l'Université de Paris (1951).

Etudes

Deux années d'études à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris.

Séminaire de l'Institut de droit comparé de l'Université de Paris (1950).

Stage de hautes études démographiques, Institut national d'études démographiques de Paris.

Etudes d'ethnologie et d'anthropologie culturelles, Musée de l'homme, Paris.

Etudes de culture et de civilisation françaises, Université de Paris, Cours pour étrangers, Paris, 1949.

Cours spécial de droit pénal professé par M. Jiménez de Azúa, Caracas, 1945.

Cours d'études universitaires supérieures, Université de Florence, 1952.

Fonctions exercées

Fonctionnaire à la Mission d'immigration du Venezuela en France (1946-1948).

Fonctionnaire international pendant quatre ans au Département des sciences sociales de l'UNESCO (1951-1955).

/...

Représentant de l'UNESCO à diverses réunions de coordination des institutions spécialisées des Nations Unies.

Représentant de l'UNESCO aux réunions de coordination pour les plans d'immigration en Amérique latine, Sao Paulo, juin 1952.

Représentant de l'UNESCO à la réunion de Pax Romana sur les problèmes économiques et sociaux de la population, Venise, 1954.

Représentant de l'UNESCO à la Commission préparatoire du Congrès mondial de la population, Rome, 1954.

Représentant de l'UNESCO à la dixième Conférence interaméricaine, Caracas, 1954.

Envoyé de l'UNESCO en mission spéciale au Venezuela, au Brésil, au Pérou, en Equateur et en Colombie pour l'organisation du Séminaire sur l'enseignement des sciences sociales en Amérique latine, avril 1954.

Représentant de l'UNESCO au Congrès mondial de la population, Rome, septembre 1955.

Organisateur et représentant de l'UNESCO à la conférence sur l'enseignement des questions raciales dans les écoles primaires, Paris, 1955.

Organisateur et représentant de l'UNESCO à la conférence sur les relations entre l'intelligence et la fécondité, Paris, 1955.

Envoyé par l'UNESCO en qualité d'assistant technique pour la réorganisation de la Comisión Nacional Venezolana, janvier 1955.

Organisateur de la Conférence sur l'assimilation culturelle des immigrants dans les pays du continent américain, UNESCO, 1955.

Chef de la Division des accords et des traités internationaux de la Direction des organisations internationales du Ministère des relations extérieures, Caracas, septembre 1955.

Secrétaire de la Commission nationale pour l'UNESCO, octobre 1955-février 1963.

Membre de la Commission interministérielle chargée d'étudier l'ordre du jour de la Conférence spécialisée interaméricaine sur les questions maritimes, 1955-1956.

Délégué du Venezuela à la Conférence spécialisée interaméricaine sur les questions maritimes, Saint-Domingue, 1956.

Membre de la Commission interministérielle chargée d'étudier l'ordre du jour de la dixième Conférence de l'Organisation de l'aviation civile internationale, questions juridiques, Caracas, 1956.

Délégué du Venezuela à la dixième session de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale, Caracas, juin 1956.

/...

Assistant de M. Christian Pinaud, ministre des affaires étrangères de la France, pendant sa visite officielle au Venezuela, Caracas, septembre 1956.

Représentant du Venezuela à la neuvième Conférence générale de l'UNESCO, New Delhi, décembre 1956.

Représentant du Ministère des relations extérieures à l'inauguration de la statue du Libérateur dans l'île d'Aruba, juillet 1957.

Membre, représentant le Ministère des relations extérieures, de la Commission interministérielle chargée de rédiger le projet de loi sur la mer territoriale, le plateau continental et la protection de la pêche et de l'espace aérien.

Membre, représentant le Ministère des relations extérieures, de la Commission interministérielle chargée d'étudier l'ordre du jour de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine, Buenos Aires, 1958.

Chef de la Division des conférences de la Direction des organisations internationales du Ministère des relations extérieures, janvier 1957.

Représentant ayant rang de ministre plénipotentiaire à la Conférence diplomatique de droit maritime, Bruxelles, septembre 1957.

Représentant du Venezuela à la deuxième réunion de l'Association régionale III de l'Organisation météorologique mondiale, Caracas, décembre 1957.

Membre de la Commission interministérielle chargée d'étudier l'ordre du jour de la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le droit de la mer, Caracas, 1957-1958.

Secrétaire du Comité vénézuélien pour l'Année géophysique internationale, Caracas, juin 1957.

Délégué du Venezuela à la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, février-avril 1958.

Rapporteur de la Quatrième Commission (Plateau continental) de la Conférence de plénipotentiaires des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, février-avril 1958.

Représentant du Venezuela à la dixième session du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes et à la huitième session du Conseil du même organisme, Genève, avril 1958.

Chef de la Division des questions spécialisées de la Direction des organisations internationales, Caracas, juillet 1958-janvier 1962.

Membre de la Commission intérieure du Ministère des relations extérieures chargée d'étudier l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, juillet 1958.

Représentant suppléant du Venezuela à la treizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (représentant à la Commission juridique), New York, octobre-décembre 1958.

Représentant du Ministère des relations extérieures à la Commission interministérielle chargée de l'étude des questions d'immigration et de main-d'oeuvre, 1958.

Représentant du Ministère des relations extérieures à la Commission interministérielle chargée d'étudier la réforme des lois d'immigration. Réunions au IAN, 1958.

Secrétaire de la section nationale de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire, février 1958-février 1963.

Représentant du Ministère des relations extérieures à la quatrième Réunion nationale de la Croix-Rouge vénézuélienne, Cumaná, 26-28 février 1959.

Assistant de M. Louis Jacquinet, ministre d'Etat de la France, représentant du général de Gaulle à la prise de pouvoir du président Rómulo Betancourt, Caracas, février 1959.

Membre de la Commission interministérielle chargée d'étudier l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (questions juridiques).

Représentant du Venezuela à la douzième session de l'Assemblée générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale, San Diego, juin-juillet 1959.

Membre de la Commission interministérielle chargée d'étudier l'ordre du jour de la quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 1959.

Représentant du Venezuela à la dixième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (questions juridiques), Rome, novembre 1959.

Représentant à la onzième Conférence générale de l'UNESCO, Paris, novembre-décembre 1960.

Représentant à la Conférence régionale des commissions nationales pour l'UNESCO des pays du continent américain, Buenos Aires, novembre-décembre 1961.

Sous-Directeur de politique internationale au Ministère des relations extérieures, janvier 1962-février 1963.

Représentant à la seizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1962.

Représentant à la douzième Conférence générale de l'UNESCO, Paris, novembre 1962.

/...

Représentant suppléant à la dix-huitième session du Conseil du CIME, Genève, novembre 1962.

Membre du Comité juridique de l'UNESCO, Paris, 1962.

Conseiller ayant rang de ministre à la mission permanente du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies, février 1963-septembre 1965.

Représentant du Venezuela au Comité chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (Comité des Vingt-Quatre de l'Organisation des Nations Unies), y compris pendant les voyages effectués par le Comité en Afrique en 1965 et 1966 (1963-1966).

Représentant du Venezuela à la Quatrième Commission (questions coloniales) de l'Assemblée générale des Nations Unies pendant les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième sessions.

Vice-Président du Sous-Comité des pétitions du Comité des Vingt-Quatre (1963-1964).

Président du Sous-Comité des pétitions du Comité des Vingt-Quatre (1965-1966).

Président du Sous-Comité III (Territoires en Amérique) du Comité des Vingt-Quatre (1966).

Président du Groupe de travail du Comité des Vingt-Quatre chargé d'étudier la situation des territoires des Caraïbes (1965).

Membre du Sous-Comité d'Aden du Comité des Vingt-Quatre, y compris pendant les voyages effectués par le Sous-Comité au Yémen, en Arabie saoudite, en Iraq et en République arabe unie (1963-1966).

Membre de la délégation vénézuélienne lors des conversations de Londres sur la Guyane Esequiba (décembre 1965).

Membre de la délégation vénézuélienne lors des conversations de Genève sur la Guyane Esequiba (février 1966).

Conseiller ayant rang de ministre à l'ambassade du Venezuela en République fédérale d'Allemagne (septembre 1966-mars 1967).

Conseiller ayant rang de ministre à l'ambassade du Venezuela au Japon, de mars 1967 à 1972.

Délégué du Venezuela à la vingtième réunion de l'Assemblée générale de l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (Tokyo, octobre 1967).

Observateur du Venezuela à la première réunion des commissaires généraux pour l'Exposition universelle tenue à Osaka en 1970 (Kyoto, mai-juin 1968).

/...

Représentant du Venezuela à la réunion de la Commission internationale du riz (Tokyo, octobre-novembre 1968).

Ambassadeur, représentant suppléant du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, avril 1972-mars 1974.

Chef par intérim de la mission jusqu'en avril 1973.

Représentant du Venezuela à la Conférence sur le droit de la mer des pays des Caraïbes, Saint-Domingue, juin 1972.

Représentant du Venezuela à la réunion du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers, Genève, juillet 1972.

Chef de la délégation vénézuélienne à la vingt-septième session de l'Assemblée générale (1972).

Représentant du Venezuela au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers, New York, mars-avril 1973.

Représentant du Venezuela à la réunion du Conseil de sécurité, Panama, mars 1973.

Représentant du Venezuela à la réunion du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers, Genève, juillet 1973.

Représentant du Venezuela à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, novembre-décembre 1973.

Président de la Quatrième Commission (Décolonisation) à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, New York, 1973.

Directeur de politique internationale au Ministère des relations extérieures, depuis mars 1974.

Représentant du Venezuela à la quatrième session ordinaire de l'Assemblée de l'Organisation des Etats américains, Atlanta, avril 1974.

Représentant du Venezuela à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, mars 1974.

Représentant du Venezuela à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1974.

Publications

Aspects de la population de l'Amérique et du Venezuela (Essai de démographie), Paris, 1950.

Autres activités

Causeries sur l'Amérique latine faites sur l'invitation de l'Université catholique de Paris (1951).

Professeur à l'Université centrale du Venezuela, Faculté d'économie politique, Ecole d'études internationales, Histoire de la diplomatie américaine.

Professeur suppléant à la même université : droit international public, 1955-1956, 1957-1958.

Droit international public américain, 1955-1956, 1957-1958 et 1959.

Professeur invité par l'Université des études internationales de Kyoto (Japon) et chargé de cours sur le Venezuela. Depuis septembre 1967.

Membre honoraire de la Société des américanistes (Paris, Musée de l'homme).

Membre honoraire de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (anthropologie culturelle).

Langues

Anglais, français, italien. Rudiments d'allemand, de portugais et de japonais.

Distinctions honorifiques

Grand-croix d'Isabelle la Catholique (Espagne).

Grand Officier de l'Ordre du libérateur San Martín (Argentine).

Ordre du Sacré Trésor (Japon).

Grand-croix de l'Ordre de mai attribué au mérite (Argentine).

Cordon de l'Aigle aztèque (Mexique).

Mustafa EL-SAYED
(Syrie)

/Original : français/

Né le 18 septembre 1928 en Syrie.

Nationalité syrienne.

Licencié en droit de la Faculté de droit de l'Université de Damas en 1951.

/...

Diplôme d'étude de droit comparé, Luxembourg, 1964.

Docteur en droit de la Faculté de droit de l'Université de Genève en 1967.

A travaillé dans l'administration en Syrie de 1951 à 1962.

Ministre de l'enseignement supérieur de Syrie de 1967 à 1969.

Ministre des affaires étrangères de Syrie de 1969 à 1970.

Professeur de droit international public, de droit international privé et de droit diplomatique à la Faculté de droit de l'Université de Damas de 1968 à 1976.

Membre de l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie).

Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

Arbitre auprès de la Chambre de commerce franco-arabe.

Arbitre dans plusieurs affaires internationales.

Publications

"L'Organisation des pays exportateurs de pétrole", étude d'une organisation internationale pour la défense des intérêts privés des Etats.

"Droit diplomatique contemporain" (en arabe). Polycopié publié par la Faculté de droit de l'Université de Damas en 1971.

Jens EVENSEN
(Norvège)

/Original : anglais/

Né le 5 novembre 1917 en Norvège.

Diplôme de droit à l'Université d'Oslo, 1942.

Inspecteur de police et procureur spécial pour les cas de haute trahison, 1945-1946.

Boursier à la Faculté de droit de l'Université du Minnesota et à la Faculté de droit de l'Université Columbia, 1947.

Procureur général adjoint, 1948-1949.

Avocat à la Cour suprême de la Norvège, 1951.

/...

Conseil et coreprésentant de la Norvège dans l'affaire Hannevig qui a opposé la Norvège aux Etats-Unis, 1949-1956.

Avocat et conseil du Gouvernement norvégien dans l'affaire de pêche qui a opposé la Norvège au Royaume-Uni devant la Cour internationale de Justice, 1949-1951.

Boursier Rockefeller à la Faculté de droit de Harvard, 1952-1953.

Avocat et conseil du Gouvernement norvégien dans l'affaire de la clause-or qui a opposé la Norvège à la France devant la Cour internationale de Justice, 1955-1957.

Représentant et conseil du Gouvernement norvégien lors de l'avis consultatif formulé par la Cour internationale de Justice sur certaines dépenses des Nations Unies, 1962.

Représentant et conseil du Gouvernement norvégien devant divers tribunaux internationaux spéciaux.

Représentant et conseil du Gouvernement norvégien dans l'affaire Iversen devant la Commission européenne des droits de l'homme, 1962-1963.

Représentant et conseil du Gouvernement norvégien dans l'affaire grecque devant la Commission européenne des droits de l'homme, 1967-1969.

Maître de conférences et membre du jury d'examen à la Faculté de droit de l'Université d'Oslo.

Conseiller de la Société norvégienne de radiodiffusion en matière de droit international.

Directeur général du Département juridique du Ministère des affaires étrangères de la Norvège, 1961-1973.

Président du Conseil du pétrole du Gouvernement norvégien, 1965-1979.

Président de la Commission des zones de pêche norvégiennes, 1967-1969.

Président de la Commission des eaux territoriales norvégiennes depuis 1961.

Président, depuis 1970, de la Commission chargée de préparer une législation norvégienne prévoyant des mesures de sécurité en matière de production de pétrole, de pose d'oléoducs, etc., sur le plateau continental norvégien, ainsi que des mesures de conservation dans cette zone.

Président, depuis 1971, de la Commission chargée de négocier le prix du pétrole produit sur le plateau continental norvégien.

Chef de diverses délégations nommées par le Gouvernement norvégien pour la négociation de conventions et d'accords bilatéraux et multilatéraux.

Représentant de la Norvège à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Vice-Président du Comité spécial chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, depuis 1968. Elu, en 1969, Vice-Président du comité permanent de l'ONU chargé d'étudier cette question.

Président du Comité du Tribunal arbitral de l'INTELSAT, 1967-1969. Membre du Comité du Tribunal arbitral de l'INTELSAT, 1969-1971.

Maître de conférences à l'Académie de droit international de La Haye, 1965 ("Radiocommunications de l'époque actuelle : quelques questions de droit international").

A fait des exposés aux conférences sur la paix mondiale par le droit, tenues à Washington en 1965 et à Genève en 1967.

Docteur en droit JSD de la Faculté de droit de Harvard, 1968.

Doctorat honoris causa de l'Université Herriot Watt, Edinbourg, 1974.

Membre associé de l'Institut de droit international depuis 1971.

Nommé ambassadeur en mission spéciale, 1972.

Chef de la délégation norvégienne aux négociations d'un accord de libre-échange avec la Communauté économique européenne.

Ministre du commerce et du transport maritime, 1973-1974.

Ministre du droit de la mer, 1974-1978.

Ambassadeur et conseiller en matière de droit international du Ministère des affaires étrangères depuis 1979.

Chef de la délégation norvégienne au Comité préparatoire des Nations Unies pour l'exploration et l'exploitation du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, depuis 1968.

Chef de la délégation norvégienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer depuis 1973. Un des Vice-Présidents de la Conférence.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage, 1978.

Membre de la Commission du droit international, 1979.

Juge ad hoc dans l'affaire de la délimitation du plateau continental (Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne) devant la Cour internationale de Justice, depuis 1979.

Membre de la Commission de conciliation sur la délimitation du plateau continental (Norvège c. Islande), depuis 1980.

/...

Constantin FLITAN
(Roumanie)

/Original : français/

Ambassadeur, Ministère des affaires étrangères, Bucarest.

Né le 26 novembre 1928 à Novaci, Roumanie.

Marié; un enfant.

Diplômé de la Faculté de droit de Bucarest, 1950.

Préparateur, assistant, puis chef de travaux à la Faculté de droit de Bucarest, 1950-1961.

Chercheur principal à l'Institut de recherches juridiques de l'Académie de la République socialiste de Roumanie, 1954-1961.

Directeur adjoint du Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères, 1962.

Directeur du Département juridique et des traités du Ministère des affaires étrangères, 1963-1966.

Membre des délégations roumaines aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1964, 1965 et 1966.

Vice-Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1965.

Vice-Ministre des affaires étrangères, 1967-1968.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République socialiste de Roumanie en France, 1968-1977.

Président de l'Association des juristes de la République socialiste de Roumanie depuis 1978.

Ambassadeur au Ministère des affaires étrangères, chargé de la direction du Département des organisations internationales et des affaires juridiques depuis 1978.

Membre des délégations roumaines aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1978, 1979 et 1980.

/...

André GONCALVES PEREIRA
(Portugal)

/Original : anglais/

Né le 26 juillet 1936 à Lisbonne.

Docteur de jurisprudence, Faculté de droit, Université de Lisbonne, 1962.

Professeur adjoint (1962), professeur associé (1968) et professeur titulaire d'une chaire de droit international depuis 1970, à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne.

De 1962 à 1975, chargé de l'enseignement du cours général de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne. Fait également des conférences et organise des séminaires sur des questions de droit constitutionnel et de droit administratif.

Membre du jury de doctorat et du jury chargé de la sélection des professeurs à l'Université de Coïmbre et à celle de Lisbonne ainsi que du jury pour l'admission au service diplomatique du Ministère des affaires étrangères du Portugal.

De 1962 à 1973, fait des conférences sur le droit international à l'Institut des hautes études militaires de Lisbonne. Les officiers de l'armée de terre et de l'armée de l'air appelés à recevoir une promotion devaient suivre ces conférences.

A publié plus d'une vingtaine d'ouvrages et près de cinquante articles sur des questions de droit constitutionnel et de droit international. En 1968, publie à Paris un ouvrage intitulé "De la succession d'Etats en matière de traités" (A. Pedone) préfacé par M. Charles Rousseau, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.

En 1973, participe à la rédaction d'un article rendant hommage à M. Wilhelm Wengler, Berlin, 1973.

A fait des conférences à l'occasion de plusieurs réunions et dans de nombreuses universités, notamment dans les universités ci-après : Coïmbre, Madrid, Columbia, Harvard, Rio de Janeiro et l'Université catholique de Sao Paulo (Brésil).

En 1977, est invité par le Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye à faire des conférences sur les rapports entre le droit international et le droit interne au Portugal. Accepte cette invitation, mais doit annuler les conférences en raison d'une indisposition soudaine.

Conseiller juridique et représentant du Portugal à la Sixième Commission lors des quatorzième à vingt-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Représentant du Portugal à de nombreuses réunions internationales telles que la Conférence générale de l'UNESCO, la Conférence des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

/...

Membre de l'American Society for International Law, de la Société brésilienne de droit international, de la Société argentine de droit international et de l'Hispanic-Luso-American-Philippine Institute for International Law. Lors des réunions de cet institut, élu vice-président d'une commission au Congrès de Lima en 1970 et rapporteur sur la question de la responsabilité des Etats au Congrès de Lisbonne en 1972.

Titulaire de plusieurs décorations militaires et civiles. Grand officier de l'Ordre du Cruzeiro do Sul du Brésil.

Admis au barreau de Lisbonne en 1959 et avocat en exercice depuis cette date, spécialiste de droit international; choisi comme arbitre pour divers arbitrages internationaux.

Participe en tant que représentant du Portugal à l'élaboration de la Convention sur l'arbitrage et la conciliation de la Banque mondiale.

Représentant du Portugal à la Sixième Commission lors de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Ministre des affaires étrangères du Portugal depuis le 9 janvier 1981.

Héctor Roberto HERRERA-CÁCERES

(Honduras)

/Original : espagnol/

Date de naissance : 20 septembre 1943.

Lieu de naissance : Puerto Cortés (Honduras).

Nom des parents : Julio Herrera (décédé) et Graciela v. de Herrera.

Nom de l'épouse : Sandra Medina de Herrera.

Nom des enfants : Sandra Yvonne et François Roberto.

Etudes

Etudes primaires : école privée du Sacré Coeur et école publique "República de Chile" à Puerto Cortés (Honduras).

Etudes secondaires : Instituto San Francisco, Tegucigalpa, et Instituto La Salle, San Pedro Sula (Honduras).

Etudes universitaires : Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université autonome du Honduras.

/...

Etudes postuniversitaires : Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de l'Université de Paris.

Diplômes

Bachelier ès sciences et ès lettres, 1960.

Licencié ès sciences juridiques et sociales, 1968.

Avocat, 1969.

Notaire, 1969.

Docteur de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, 1973.

Publications

Thèse de licence : "El Tribunal de Justicia en la Integración Centroamericana".

Thèse pour l'obtention du titre d'avocat : "Infracciones y Sanciones Tributarias".

Thèse de doctorat : "Statut juridique de la baie de Fonseca et régime de ses zones adjacentes".

Estatuto de la Bahía de Fonseca y regimen de sus zonas adyacentes", publication de l'Université nationale autonome du Honduras, 1974, édition en espagnol, Tegucigalpa, 1974.

Honduras y la problemática del derecho internacional público del mar, publication de l'Université nationale autonome du Honduras, 1975, première édition, Tegucigalpa.

"Mar territorial y zona contigua", paru dans Derecho del mar en visión latino-americana, Editorial Jus, 1976, Mexico.

"Análisis de las Actitudes de Honduras y El Salvador Tendientes a Resolver Pacíficamente su Actual Diferendo", paru dans la Revista de Derecho No 4, 1973, Université nationale autonome du Honduras, Tegucigalpa.

"La Unión de Países Exportadores de Banano" (UPEB), paru dans Pensamiento Económico No 4, Tegucigalpa, Honduras, 1976.

"Honduras frente a la problemática del mar", Colección Hondureña No 2, Université nationale autonome du Honduras, Tegucigalpa, février 1976.

"Grupo de Países Latinoamericanos y del Caribe Exportadores de Azucar", Colección Hondureña No 3, Université nationale autonome du Honduras, Tegucigalpa, 1976.

"Las Empresas Multinacionales", paru dans la Revista de la Integración, Banque centroaméricaine d'intégration économique, Tegucigalpa, 1977.

/...

"El Diferendo Hondureño-Salvadoreño : su Evolución y Perspectivas", paru dans la Colección Investigaciones Jurídicas, Faculté des sciences juridiques et sociales, Université nationale autonome du Honduras, Tegucigalpa, 1977.

"La Comunidad Económica y Social Centroamericana", paru dans la Colección Manuel Noriega Morales, Cuadernos de la SIECA, Guatemala, Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, janvier-mars 1977.

Fonctions et participation à des réunions

Chef de la Section des organismes nationaux et internationaux du Ministère de l'économie et des finances, 1966-1967.

Conseiller juridique à la Direction générale des impôts, 1968-1969.

Attaché à l'ambassade du Honduras à Paris, 1970.

Chargé d'affaires par intérim à l'ambassade du Honduras à Paris, 1971.

Chargé de recherches à l'Institut de recherches juridiques de la Faculté des sciences juridiques et sociales, 1972.

Membre du Service juridique du Ministère des relations extérieures, 1973 et années suivantes.

Professeur de droit international à l'Université du Honduras ("Le droit international et les traités auxquels le Honduras est partie; les organisations internationales; droit international public; droit diplomatique et régime consulaire; et droit constitutionnel").

Ambassadeur du Honduras à la Conférence sur le droit de la mer, 1973 et années suivantes.

Président du Groupe de travail du plateau continental créé à la troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1975.

Coordonnateur du Groupe d'Amérique centrale sur le plateau continental et la zone économique exclusive lors de la troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1975.

Membre du Groupe d'experts juridiques sur le règlement des différends de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 1975.

Représentant du Honduras au Colloque sur le droit de la mer organisé par l'Institut italo-latinoaméricain à Rome en 1975.

Consultant auprès du Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale, 1975-1976.

Professeur représentant l'Université nationale autonome du Honduras au deuxième Séminaire de droit (la Communauté économique et sociale de l'Amérique centrale) organisé à Tegucigalpa en 1976.

Professeur au cinquième cours d'administration des programmes d'intégration à l'Instituto Centroamericano de Administración Pública, San José (Costa Rica), 1976.

Conseiller juridique de la Corporación Hondureña del Banano, 1976-1977.

Représentant du Honduras à la Réunion des avocats des pays membres de l'UPEB chargée d'examiner les statuts de la Comercializadora Multinacional del Banano, Panama, 23-24 août 1976.

Représentant du Honduras à la sixième Conférence des facultés de droit d'Amérique latine, Bogotá, septembre-octobre 1976.

Membre du jury d'admission au service diplomatique du Honduras.

Membre de la Commission spéciale du Honduras chargée du règlement du différend entre le Honduras et El Salvador.

Membre de la Commission spéciale chargée de délimiter les frontières maritimes avec le Nicaragua.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Honduras en Belgique.

Chef de la Mission du Honduras auprès des communautés européennes.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Honduras aux Pays-Bas.

Représentant du Honduras à la Conférence des Nations Unies chargée d'élaborer un code international de conduite pour le transfert de technologie, Genève (Suisse), 1978.

Participant au Séminaire sur les négociations commerciales multilatérales, El Salvador, 1978.

Président du Groupe d'experts juridiques du Groupe des 77 sur la question de l'adoption d'une législation unilatérale (troisième Conférence sur le droit de la mer), 1979.

Conférences

"Honduras Frente a la Problemática del Mar" : Premier séminaire national de droit international, Tegucigalpa, 1975.

"Estructura Institucional de la Comunidad Económica y Social Centroamericana" : Instituto Centroamericano de Administración Pública, San José, Costa Rica, 1976.

/...

"El Tratado-Constitución como Instrumento Jurídico Nuevo en las Relaciones de Integración Centroamericana" : Deuxième séminaire national de droit international, Tegucigalpa, 1976.

"Situación Actual del Diferendo Hondureño-Salvadoreño" : Círculo Internacional de Cultura, Tegucigalpa, 1976.

"Perspectivas de Solución del Conflicto Hondureño-Salvadoreño" : Club du Rotary à Puerto Cortés (Honduras), 1976.

"La Solución del Conflicto Hondureño-Salvadoreño - La Guerra o la Paz?" : Club du Rotary, Tegucigalpa, 1977.

"Posición de Honduras en la Tercera Conferencia de Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar en relación con los recursos del Mar en la zona de las 200 millas" : Université nationale autonome du Honduras, Tegucigalpa, 1977.

"La Comunidad Europea y América Central" : Cycle de conférences organisé à l'intention des directeurs des douanes et des coordonnateurs de la politique douanière du Marché commun de l'Amérique centrale, Commission des communautés européennes, Bruxelles, 1978.

Certificats et diplômes

Certificat décerné à la fin du Cours sur le droit du travail, Université nationale autonome du Honduras, Tegucigalpa, 1965.

Certificat décerné à la fin des cours de la Primera Sesión Académica Centroamericana de Derecho de Integración, San Salvador, 1966.

Certificat décerné à la fin du Tercer Curso de la Problemática Jurídica e Institucional de la Integración Centroamericana, Tegucigalpa, Honduras, 1968.

Certificat décerné pour sa participation au Groupe de travail chargé d'étudier la question ci-après : "Decisión y Trámites de Controversias en el Régimen de Integración", Tegucigalpa, 1969.

Certificat décerné à la fin du cours d'introduction à l'étude et aux méthodes du droit comparé, Tegucigalpa, 1969.

Diplôme "Esteban Mendoza" décerné par l'Association des étudiants en droit aux meilleurs étudiants de la Faculté, Tegucigalpa.

Diplôme "José María Sandoval" décerné par l'Association des étudiants en droit à un professeur éminent de la Faculté des sciences juridiques et sociales, Tegucigalpa.

Diplôme de membre titulaire de l'Asociación Iberoamericana de Derecho del Trabajo, Tegucigalpa.

/...

Diplôme d'académicien titulaire de l'academia Hondureña de Geografía e Historia, Tegucigalpa.

Diplôme décerné pour sa participation en tant que coordonnateur général et conférencier au premier Séminaire national de droit international, Tegucigalpa.

Certificat décerné par la Faculté des sciences juridiques et sociales pour sa participation au deuxième Séminaire de droit, Tegucigalpa.

Diplôme de membre associé de l'Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional.

Régions visitées

Amérique du Sud, Amérique centrale, Amérique du Nord, Europe.

Appartenance à divers organismes

Membre de l'Ordre des avocats du Honduras.

Membre de l'Association hondurienne des études internationales.

Membre de la Section d'arbitrage commercial du Honduras.

Membre de l'Académie de géographie et d'histoire du Honduras.

Membre de l'Association ibéroaméricaine du droit du travail.

Membre associé de l'Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional.

Membre du Centre de coopération de documentation économique, culturelle et sociale de la Société d'études et d'expansion de Belgique, Organisation consultative de l'ONU et du Conseil de l'Europe.

Membre de la Société française de droit international.

Membre du Conseil d'administration de la Cour permanente d'arbitrage (Palais de la paix, La Haye).

Membre de la Société belge de droit international.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Langues étrangères

Français et connaissance de base de l'anglais.

/...

Jorge E. ILLUECA
(Panama)

/Original : anglais/

Né à Panama (République du Panama) le 17 septembre 1918.

Etudes et diplômes juridiques

Licencié en droit et en sciences politiques de la Faculté de droit de l'Université du Panama (droit civil), 1942.

Membre de l'Institut de législation comparée et de droit international de l'Université interaméricaine (Panama) dirigé par M. Demófilo De Buen, ancien président de la Cour suprême d'Espagne, 1944-1945.

Cours spécial sur le droit international et les organisations internationales, Harvard Law School, Harvard University, 1946-1947.

Membre du Séminaire sur la jurisprudence dirigé par M. Walter V. Schaefer, président de la Cour suprême de l'Etat de l'Illinois, University of Chicago Law School, 1954.

Docteur en droit de la Faculté de droit de l'Université de Chicago (Common Law), 1955.

Fonctions juridiques et activités législatives

Admis au barreau de la Cour suprême de la République du Panama, 1942.

Législateur. Député à l'Assemblée nationale législative de la République du Panama, élu en 1948 et réélu en 1952 (1948-1956).

Membre du Conseil exécutif de la Fédération interaméricaine des juristes, Washington, D.C., 1956.

Conseiller législatif du Président de la République du Panama, 1956-1957.

Président de l'Association nationale du barreau de la République du Panama, 1963-1964 et 1967-1968.

Activités judiciaires et activités connexes

Secrétaire adjoint du président de la Cour suprême du Panama, M. Darío Vallarino, 1934-1935.

Greffier de divers tribunaux de juridiction civile et criminelle de la République du Panama, 1935-1942.

/...

Membre du Groupe d'arbitrage de la Commission interaméricaine d'arbitrage commercial, 1948.

Chef de la délégation panaméenne à la Conférence des Nations Unies sur l'arbitrage commercial international, 1958.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, 1974-1978, 1978-1982.

Activités académiques

Président de l'Académie de droit international du Panama, 1955-1957.

Membre du Conseil d'administration de l'Université du Panama, 1956.

Professeur de relations internationales à l'Université du Panama, 1962-1963.

Professeur enseignant le droit des traités et la législation internationale à l'École de diplomatie de l'Université du Panama, 1966-1968.

Conférences faites dans des universités et instituts au Panama, au Costa Rica, en Colombie, au Venezuela, en Argentine et au Pérou, 1972-1974.

Conférencier au Comité des relations extérieures de Miami (1975); au Conseil de défense interaméricain (1975 et 1978); à l'Institut supérieur d'études syndicales du Panama (1975); à la deuxième Conférence interaméricaine sur les aspects juridiques de l'indépendance économique (1975); à la Columbia Society of International Law, School of Law de l'Université Columbia (1976); à la Conférence annuelle organisée sur les Nations Unies par la Central Michigan University (1977); à la Conférence sur la question du canal de Panama organisée à l'Université d'Alabama et assortie d'un débat avec feu le sénateur James B. Allen, représentant démocrate de l'Alabama, au sujet des nouveaux traités sur le canal (1977); à la sixième Conférence annuelle sur l'Amérique latine, au Programme concernant l'Amérique latine de l'Université Temple et du Collège Saint Joseph de Philadelphie (1977); au Montclair State College, Upper Montclair, New Jersey (1977); au Trinity College à Hartford, Connecticut (1977); à l'Université de Scranton (1977); au National War College, Washington, D.C. (1977); à l'American Human Association (New York, 1977); à la Cité universitaire de New York, à la Graduate School and University Center (1977); au Lebanon Valley College, Annville, Pennsylvanie (1978); à la Conférence on Central America, Latin American Studies Center, California State University (Los Angeles, 1978).

Elu membre associé de l'Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional, Madrid, 1977.

Professeur invité au septième Cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain et la Fondation Getulio Vargas à Rio de Janeiro, Brésil (12 et 13 août 1980).

/...

Fonctions dans le cadre du système des Nations Unies

Membre de la délégation panaméenne aux deuxième, onzième, douzième, treizième, quatorzième, trentième, trente et unième, trente-deuxième et trente-troisième sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies, à ses troisième et quatrième sessions extraordinaires d'urgence et à ses huitième, neuvième et dixième sessions extraordinaires (1947, 1956, 1957, 1958, 1959, 1975 et 1978).

Chef de la délégation panaméenne aux troisième (1958), sixième (1980) et septième (1980) sessions extraordinaires d'urgence, aux huitième, neuvième, dixième et onzième (1980) sessions extraordinaires, et aux quinzième (1960), trente et unième (1976), trente-deuxième (1977), trente-troisième (1978), trente-quatrième (1979) et trente-cinquième (1980) sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Membre de la Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse de l'ONU (Commission des droits de l'homme), New York, 1948.

Chef de la délégation panaméenne à la sixième Conférence générale de l'UNESCO, Paris, 1951.

Représentant permanent adjoint du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, 1957.

Rapporteur du Comité créé par le Groupe latino-américain en vue d'encourager une meilleure utilisation de l'espagnol en tant que langue de travail de l'ONU, 1957-1958.

Vice-Président de la deuxième Réunion extraordinaire du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), New York, 1958.

Représentant du Panama au Conseil de sécurité des Nations Unies, 1958-1959 et 1976-1977. Président du Conseil de sécurité, novembre 1958, novembre 1959 et novembre 1976.

Rapporteur de la troisième Réunion extraordinaire du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), New York, 1960.

Chef de la Mission permanente du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1960 et 1976-1978.

Vice-Président et Président par intérim des quinzième, trente et unième et trente-quatrième sessions ordinaires et des sixième (1980) et septième (1980) sessions extraordinaires d'urgence ainsi que de la onzième (1980) session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (1960-1976, 1979-1980).

Président du Groupe des Etats d'Amérique latine, 1960, 1976 et 1979.

Membre de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, New York, 1961.

/...

Représentant du Panama auprès du Comité du Conseil de sécurité chargé d'examiner la question de l'organisation des séances du Conseil hors du Siège, New York, janvier 1973.

Membre de la délégation panaméenne à la session du Conseil de sécurité tenue à Panama et consacrée aux problèmes de l'Amérique latine, au cours de laquelle la question du canal de Panama a été examinée, mars 1973.

Ambassadeur en mission spéciale auprès des Gouvernements égyptien et israélien à l'occasion de l'incorporation du contingent panaméen à la Force d'urgence des Nations Unies, dans la zone du canal de Suez, novembre 1973.

Membre de la délégation panaméenne aux deuxième (Caracas) et quatrième sessions (New York) de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1974 et 1976.

Chef de la délégation panaméenne aux cinquième (1976) et sixième (1977) sessions et à la reprise de la septième session (1978) de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York.

Membre de la Commission des sociétés transnationales du Conseil économique et social (1977-1979). Représentant du Panama à la troisième session (1977) de la Commission des sociétés transnationales et aux première, deuxième (1977), troisième, quatrième et cinquième (1978) sessions du Groupe de travail intergouvernemental du code de conduite.

Président de la Mission spéciale, composée du Panama, de l'Inde et de la Libye, chargée d'enquêter sur l'attaque armée contre Cotonou, capitale du Bénin, créée conformément à la résolution 404 (1977) du Conseil de sécurité.

Chef de la délégation panaméenne aux sessions du Comité spécial du terrorisme international tenues respectivement du 14 au 25 mars 1977 et du 19 mars au 6 avril 1979 au Siège de l'ONU, New York.

Chef de la délégation panaméenne à la session d'organisation (28-30 mars) et à la deuxième session (10-20 mai 1977) du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement tenues au Siège de l'ONU à New York.

Chef de la délégation panaméenne à la Conférence internationale pour le soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie (Maputo, Mozambique, 16 au 21 mai 1977). Elu vice-président de la Conférence et membre du Groupe de travail qui a rédigé la Déclaration de Maputo et le Programme d'action.

Chef de la délégation panaméenne aux première et deuxième sessions du Comité plénier créé en vertu de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale, 1978-1979.

Chef de la délégation panaméenne à la Conférence des Nations Unies relative à la transformation de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée, New York, 1978.

Représentant du Panama aux réunions du Groupe des 77 tenues au Siège de l'ONU, 1976-1979.

Chef de la délégation panaméenne à la session de coordination tenue par les Etats membres du système économique latino-américain (SELA) en préparation de la quatrième Réunion ministérielle du Groupe des 77, Caracas (Venezuela), 15-19 janvier 1979.

Chef de la délégation panaméenne à la quatrième Réunion ministérielle du Groupe des 77. Porte-parole du Groupe des Etats d'Amérique latine sur le point 14 b) "Participation des pays en développement aux transports maritimes mondiaux et développement de leur marine marchande", Arusha (Tanzanie), 5-16 février 1979.

Représentant du Panama en tant que l'un des Etats membres d'Amérique latine du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (résolution 32/150 de l'Assemblée générale), 1979-1980.

A également rempli les fonctions de vice-président du Comité ad hoc et de président du groupe de contact qui a joué un rôle déterminant en ce qui concerne l'adoption des résolutions visant à faire face à la situation critique dans les pays les moins avancés à la onzième session extraordinaire (septembre 1980) de l'Assemblée générale consacrée au développement économique.

Fonctions dans le cadre du Mouvement des pays non alignés

Membre de la délégation panaméenne à la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, Colombo (Sri Lanka). Membre du Groupe de travail sur le désarmement composé de l'Inde, du Mexique, du Panama et de la Yougoslavie. Représentant du Panama au Comité politique qui a rédigé la Déclaration politique de Colombo, 1976.

Conseiller du Gouvernement panaméen en matière de politique internationale, 1971-1976.

Chef de la Mission spéciale auprès du Gouvernement cubain chargée de négocier la libération de deux navires immatriculés au Panama et capturés par la marine de guerre cubaine, La Havane, 1971.

Envoyé en mission spéciale à Washington pour mener des négociations en vue de la conclusion d'un nouveau traité sur le canal, 1972.

Représentant du Panama aux réunions tenues à Caracas, à Buenos Aires et à Lima de la Commission mixte chargée de rédiger l'avant-projet de la Déclaration d'Ayacucho, signée le 9 décembre 1974 par les Présidents de la Bolivie, du Pérou et du Venezuela, le chef du Gouvernement du Panama et les représentants des Présidents de l'Argentine, du Chili, de la Colombie et de l'Equateur.

Membre de la délégation panaméenne à la Conférence interaméricaine spécialisée de droit international privé, réunie par l'Organisation des Etats américains, rapporteur de la Première Commission, 14-28 janvier 1975.

Représentant du Panama à la Réunion ministérielle qui s'est tenue pour étudier la constitution du système économique latino-américain (SELA) (août 1975), à la Réunion ministérielle qui a adopté la charte de la SELA et à la première Réunion du Conseil latino-américain (octobre 1975). Président du Groupe de travail chargé de la rédaction de l'avant-projet du règlement du Conseil latino-américain, organe suprême du SELA (septembre-octobre 1975).

Représentant du Panama aux comités de rédaction qui ont élaboré : a) les projets de résolution conjoints présentés par le Panama, le Pérou et d'autres pays non alignés à la session du Conseil de sécurité des Nations Unies tenue à Panama (Lima-Panama, février-mars 1973); b) les déclarations conjointes sur la question du canal de Panama faites par les Présidents de la Colombie, du Costa Rica et du Venezuela et par le chef du Gouvernement du Panama (Panama, 24 mars 1975); c) le communiqué conjoint Panama-Pérou publié par le chef du Gouvernement du Panama et le Président du Pérou (Lima, 22 octobre 1975); d) la Déclaration de Santa Cruz de la Sierra signée par le chef du Gouvernement du Panama et le Président de la Bolivie (Santa Cruz, Bolivie, 26 octobre 1975); e) la Déclaration de Santa Marta et la Déclaration de Puerto Galeón signées par les Présidents de la Colombie et du Venezuela et par le chef du Gouvernement du Panama (29 juillet 1975); f) le communiqué conjoint Cuba-Panama publié par le chef du Gouvernement du Panama et le Premier Ministre de Cuba (La Havane, janvier 1976); g) le communiqué conjoint Panama-Yougoslavie publié par le chef du Gouvernement du Panama et le Président de la République socialiste fédérale de Yougoslavie (Panama, 17 mars 1976); h) la Déclaration conjointe des ministres des affaires étrangères de Colombie, du Costa Rica, du Canada et du Venezuela concernant la neutralité permanente du canal de Panama (Panama, 14 juillet 1973); et i) la Déclaration conjointe du Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) et le chef du Bureau des transports maritimes du Panama (Panama, 18 novembre 1978).

Envoyé spécial en Argentine, à la Barbade, en Bolivie, au Chili, en Colombie, à Cuba, en République dominicaine, en Egypte, à la Grenade, en Guyane, en Israël, au Paraguay, au Pérou, à la Trinité-et-Tobago et au Venezuela, 1975.

Représentant du Ministre des affaires étrangères à la Réunion d'orientation et de coordination des chefs des missions diplomatiques et des consulats accrédités par le Panama en Europe, en Afrique du Nord et au Proche-Orient, Bonn, 22-26 mars 1976.

Membre de la délégation panaméenne à l'occasion de la réunion entre le Ministre des affaires étrangères du Panama et le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis touchant les négociations en vue de la conclusion d'un nouveau traité sur le canal de Panama (Washington, D.C., 1976).

Co-organisateur de la première session du Comité des facultés de médecine étrangères tenue au Siège des Nations Unies les 25 et 26 juin 1980.

Auteur de publications variées de caractère juridique, politique et historique.

Adresse : Mission permanente du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies, 866 United Nations Plaza, Room 544-545, New York, N.Y. 10017.

/...

Andreas J. JACOVIDES
(Chypre)

Original : anglais

M. Andreas J. Jacovides, qui est actuellement ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Chypre aux Etats-Unis d'Amérique, et en même temps ambassadeur non résident auprès du Brésil et de l'Equateur et Haut Commissaire auprès du Canada, de la Jamaïque et des Bahamas, est né à Nicosie (Chypre) le 19 décembre 1936.

Fonctionnaire de carrière relevant du Ministère des affaires étrangères, il a fait des études poussées de droit et a une longue expérience de l'élaboration des instruments juridiques internationaux et de la diplomatie multilatérale. Son père est juriste et son oncle était juge à Chypre. Après avoir terminé ses études secondaires au Gymnase panchypriot de Nicosie, il a étudié le droit en Angleterre et aux Etats-Unis et s'est spécialisé dans le droit international public.

M. Jacovides a obtenu son B.A. de droit avec mention très honorable en 1958 et son LL.B. de droit international en 1959, également avec mention très honorable, à l'Université de Cambridge. La bourse Henry à la Faculté de droit de Harvard (1959-1960) lui a permis d'effectuer des recherches en droit international public, et il a été admis au barreau (Middle Temple) en 1960, après avoir réussi les Bar Examinations avec mention honorable et reçu le Inns of Court International Law Prize. A Cambridge, il était Président de St. John's College Law Society et College Supervisor en droit international, et il a obtenu plusieurs prix et bourses en raison de ses brillants résultats universitaires.

M. Jacovides a fait partie de la première mission diplomatique envoyée par Chypre et des autres délégations chypriotes à chaque session ordinaire de l'Assemblée générale depuis l'admission de Chypre à l'Organisation des Nations Unies, en septembre 1960.

Il a participé activement à toutes les activités en matière de droit international de l'Organisation des Nations Unies au cours des vingt dernières années : il a représenté Chypre à la Sixième Commission, de la seizième à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale (il a assumé en 1972 la vice-présidence de la Sixième Commission). Il a également siégé aux commissions et comités suivants de l'Organisation :

Comité spécial pour la question de la définition de l'agression.

Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international.

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

/...

Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation.

Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (dont il était Vice-Président).

Comité des relations avec le pays hôte.

Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement.

Comité des utilisations pacifiques des fonds des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

M. Jacovides était chef adjoint (et Président par intérim) de la délégation chypriote à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968 et 1969), et il a signé, au nom de Chypre, la Convention qui en a résulté. Il était chef de la délégation chypriote à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (et Vice-Président de la Troisième Commission) (New York, 1973; Caracas, 1974; Genève, 1975; New York, 1976; New York, 1977; Genève, New York, 1978; Genève, New York, 1979), à la troisième Conférence des pays méditerranéens sur le droit de la mer (Athènes, 1974), à la Réunion du Groupe des 77 sur le droit de la mer (Nairobi, 1974), à la Réunion du Comité juridique consultatif africano-asiatique sur les questions relatives au droit de la mer (New Delhi, 1976), et à la Réunion des pays du Commonwealth sur les questions relatives au droit de la mer (New York, 1976).

M. Jacovides a représenté Chypre à la Conférence des Nations Unies sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels dont il était Vice-Président (New York, 1974). Il a également représenté Chypre au Comité juridique consultatif africano-asiatique (Tokyo, 1974). Il était chef de la délégation chypriote à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale (New York, 1973), et il a également représenté son pays aux douzième et quatorzième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (New York, 1975 et 1977). Lorsqu'il travaillait au Ministère des affaires étrangères à Nicosie (1965-1968), il assumait notamment les fonctions de conseiller juridique pour les questions de droit international public. Il a également fait office de conseiller juridique des missions du Gouvernement chypriote auprès de la Banque mondiale.

Les autres activités juridiques de M. Jacovides ont été les suivantes :

Il a enseigné le droit des organisations internationales à la New School for Social Research, à New York (1963-1965).

Il a représenté Chypre au Séminaire Dag Hammarskjöld sur le droit des traités (Uppsala, 1966).

Il a représenté Chypre au Séminaire de l'Académie internationale de la paix consacré aux opérations de maintien de la paix (Vienne et Helsinki, 1970, 1971 et 1972) et il a été membre associé de l'Académie.

/...

- Il a participé à des tables rondes lors des réunions de l'American Society of International Law consacrées aux opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies (Iowa, 1969) et au droit de la mer (Washington, 1977).
- Il a participé à une table ronde lors de la réunion du Council of Foreign Relations consacrée au terrorisme international (New York, 1973).
- Outre les postes qu'il occupe actuellement et sa participation active aux travaux de divers comités et commissions à toutes les sessions ordinaires de l'Assemblée générale depuis 1960, M. Jacovides a mené les activités suivantes dans le domaine de la diplomatie multilatérale et bilatérale :
- Il a été chef de la délégation chypriote à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés (La Havane, mars 1975; Alger, mai 1976; New Delhi, avril 1977; et La Havane, mai 1978).
- Il a été chef adjoint de la délégation chypriote à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés (Lima, août 1975 et Belgrade, juillet 1978).
- Il a été membre de la délégation chypriote à la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés (Colombo, août 1976).
- Il a fait partie de la délégation chypriote à la Conférence des premiers ministres des pays du Commonwealth (Londres, 1965; Londres, 1966; Kingston, 1975; et Londres, 1977).
- Il a été chef de la mission spéciale chypriote lors des cérémonies célébrant l'entrée en fonctions du Président du Costa Rica (1978) et du Président du Brésil (1979) ainsi que l'indépendance de Sainte-Lucie (1979).
- Il a fait partie de la suite officielle du Président de la République de Chypre, l'archevêque Makarios, lors des visites officielles de Sa Béatitude au Panama, au Pérou, en Uruguay, au Chili, en Equateur et en Colombie (1966).
- Il a été membre de la délégation chypriote à la Conférence annuelle des gouverneurs du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (Washington, 1980).
- M. Jacovides a publié les ouvrages suivants consacrés à des questions juridiques ou politiques :
- "The Right of a State to Waive, Compromise or Settle Claims of its Nationals" (210 pages, Research Paper, Harvard Law School, 1960).
- "Treaties Conflicting with Preemptory Norms of International Law and the Zurich-London Agreements" (1966).

"United Nations Peace-Keeping - The Role of Small States and the Cyprus Experience" (1969), publié à nouveau dans International Organization : Law in Movement par Oxford University Press (1974).

"The Cyprus Problem and the United Nations", dans Cyprus Reviewed (1977).

"Some Aspects of the Law of the Sea: Islands, Delimitation and Dispute Settlement", Marine Policy, vol. 3, No 4, IPC Science and Technology Press, Royaume-Uni (1979).

"The Cyprus Question - Its Dimensions, Implications and Prospects for a Solution", Occasional Papers, American University, Washington, D.C. (1980).

M. Jacovides a été fait Commandeur de l'Ordre du Phénix (1976).

S. P. JAGOTA

(Inde)

/Original : anglais/

Né le 25 septembre 1925.

Situation actuelle

Premier Secrétaire de la Division du droit et des traités, Ministère des affaires extérieures, New Delhi.

Membre de la Commission du droit international (1977-1981).

Rang

Rang d'ambassadeur à titre personnel pour les conférences internationales.

Titres

M.A. de science politique de l'Université de Punjab, 1948 (première classe, sorti major de l'Université).

LL.B., Université de Punjab, 1953 (première classe, sorti major de l'Université).

LL.M., Université de Pennsylvanie, E.-U., juin 1955. Sujet : droit international. Thèse : "Has War Been Abolished?"

Docteur en jurisprudence (SJD), Université de Pennsylvanie, E.-U., février 1957. Sujet : droit international. Thèse : "The Right of Peoples to Self-Determination, UN Law and Practice: 1945-1955".

/...

Fonctions exercées

Chargé de cours de science politiques, Loaba College, Jullundur, mars 1949-
septembre 1953; Directeur de la Section de science politique, septembre 1953-
août 1954.

Titulaire d'une bourse Fulbright au titre du Programme international d'échanges en
matière d'éducation à l'Université de Pennsylvanie, août 1954-août 1957.

Juriste adjoint, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, New York,
été 1955.

Chargé de cours sur la Constitution, "I.A.S. Training School", New Delhi,
janvier 1958-novembre 1960.

Professeur de théorie politique et de droit constitutionnel, Académie nationale
d'administration, Musoorie, novembre 1960-mai 1963.

Directeur adjoint de la Division du droit et des traités, Ministère des affaires
extérieures, mai 1963-novembre 1967; Directeur de la Division, novembre 1967-
mai 1972.

Secrétaire adjoint et conseiller juridique, Ministère des affaires extérieures,
mai 1972-juin 1980.

Premier Secrétaire (Division du droit et des traités), Ministère des affaires
extérieures, depuis juin 1980.

Fonctions spéciales

Expert hors classe, East-West Center, Honolulu, Hawaii, mars 1965-août 1965.
Sujets étudiés : comportement des magistrats, législation relative aux
passeports en Inde, aux E.-U. et au Japon.

Chargé de cours à l'Institut Max Planck de droit comparé et de droit international,
Heidelberg, été 1968. Sujets étudiés : justice et protection de l'individu face
à l'exécutif en Inde; affaires ayant trait au plateau continental en mer du Nord.

Chargé de cours (droit international) à l'Université de Delhi.

Membre de la Commission des présidents des tribunaux de l'INTELSAT (Communications
par satellites), 1974-1976, 1976-1978.

Secrétaire du Comité interministériel sur la mer et le fond des mers, Gouvernement
de l'Inde (1971-).

Domaines de spécialisation

Droit international; droit des traités; droit de la mer et du fond des mers;
droit constitutionnel; science politique.

/...

Articles publiés

A écrit un certain nombre d'articles sur le droit international, le droit administratif et constitutionnel dans des périodiques et des ouvrages publiés en Inde, aux Etats-Unis et en République fédérale d'Allemagne. On peut citer à titre d'exemples :

Droit international

"A Survey of the Work of the International Law Commission", The Research Bulletin (Arts) de l'Université de Punjab, 1952, No X (II).

"A Review of the Work of the Asian-African Legal Consultative Committee", Asian States and the Development of International Law, Vikas, New Delhi, 1972.

"Vienna Convention on the Law of Treaties, 1969", Essays on the Law of Treaties, Orient Longman, 1972.

"The Current Refugee Situation in India and International Law", Proceedings of the International Law Association (Indian Branch), octobre 1971.

"Basic Issues for the forthcoming Conference on the Law of the Sea", Indian Journal of International Law, avril-juin 1974.

"The Sea Around Us", article de fond, Illustrated Weekly of India, Bombay, 19 décembre 1976.

"The International Law Commission", Indian Journal of International Law, octobre-décembre 1976.

Droit constitutionnel et administratif et autres sujets

"Development and Constitutional Relations between Jammu and Kashmir and India, 1950-1960", Journal of the Indian Law Institute, juillet-septembre 1960.

"Protection of the Individual against the Executive in India", Judicial Protection against the Executive, Oceana, New York et Institut Max Planck de droit comparé et de droit international, Heidelberg, République fédérale d'Allemagne, 1971.

"Constitutional Aspects of Planning" et "Training of Public Servants in India", Administration and Economic Developments in India, Duke, Durban, Etats-Unis, 1963.

Participation à des conférences internationales

A. Organes et conférences des Nations Unies

Comité d'experts sur le commerce en transit des pays sans littoral, New York, 1964.

Membre de la Sous-Commission des Nations Unies sur les minorités et la discrimination raciale, 1967.

/...

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, sessions de 1968 et 1969 tenues à Vienne - Vice-Président de la délégation indienne.

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, deuxième et troisième sessions, tenues en 1969 et 1970 à Genève et New York, respectivement, en tant que représentant.

Commission spéciale des Nations Unies sur les relations amicales, août 1969, représentant.

Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, Genève, août 1970, New York, mars 1972 et mars 1973, Genève, juillet-août 1973 - chef de la délégation ou représentant suppléant.

Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer : de la première à la neuvième session (1973-1980) - Vice-Président ou Président de la délégation indienne.

Assemblée générale des Nations Unies, vingt-cinquième et vingt-septième à trente-cinquième sessions (1970-1980) - Membre de la délégation indienne et conseiller juridique.

Commission du droit international, sessions de 1977 à 1980, membre de la délégation indienne.

B. Autres conférences internationales

Troisième Conférence au sommet des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, Lusaka, Zambie, septembre 1970 - membre de la délégation indienne.

Comité juridique consultatif africano-asiatique, de la huitième à la vingtième session, tenues à Bangkok (1966), Delhi (1967), Karachi (1969), Ghana (1970), Colombo (1971), Lagos (1972), Delhi (1973), Tokyo (1974) et Téhéran (1975), Kuala Lumpur (1976), Bagdad (1977), Qatar (1978), Séoul (1979) et Djakarta (1980) - chef adjoint ou chef de la délégation indienne.

C. Cour internationale de Justice

Représentant adjoint de l'Inde chargé de présenter l'exposé de l'Inde à la Cour internationale de Justice dans l'affaire de la Namibie (Sud-Ouest africain), février 1971.

Agent adjoint et conseil de l'Inde dans l'appel contre la décision du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale concernant la requête et la plainte du Pakistan au sujet des survols du territoire indien, 1972.

S'est occupé de l'affaire des 195 prisonniers de guerre dont le Pakistan prétendait qu'ils étaient placés sous sa juridiction, 1973.

/...

Conférences bilatérales et négociations

Membre de la représentation indienne dans des négociations bilatérales avec le Pakistan, le Bangladesh, Sri Lanka, le Népal, l'Indonésie, l'URSS, la Tchécoslovaquie, le Canada, etc. (1970-1980).

Sujets traités

Transit des pays sans littoral; conflits armés de 1965 et 1971 et leurs répercussions; Accord de Simla de 1972; prisonniers de guerre; Kachchativu; frontière maritime avec Sri Lanka, l'Indonésie, le Bangladesh, les Maldives, la Thaïlande et la Birmanie; énergie nucléaire; conventions consulaires; questions touchant le droit de la mer, etc.

Membre de la délégation indienne lors des pourparlers de Simla entre le Premier Ministre de l'Inde et le Président du Pakistan, 1972.

Chef de la représentation indienne lors de l'élaboration des conventions consulaires avec l'URSS (1973) et la Tchécoslovaquie (1974).

Chef de l'équipe technique chargée de l'étude du problème de la frontière maritime avec l'Indonésie (février 1974), la Birmanie, le Bangladesh et la Thaïlande (1974-1980).

El Rasheed Mohamed Ahmed KHALAFALLA
(Soudan)

/Original : anglais/

Né le 15 février 1930.

Diplômes universitaires

Diplômé de la Faculté de droit (University College, Khartoum, 1955).

LL.B. (seconde classe, mention honorable) (Section D - Droit international), Université de Cambridge, 1965.

Diplômé en droit international (Université de Cambridge), après avoir soutenu une thèse intitulée "Some Aspects of African Boundaries" pendant son séjour à l'Université.

LL.M., Université de Londres, 1966.

Carrière

Est entré dans la magistrature en 1955 en qualité d'assesseur.

A été promu au poste de juge de district (deuxième niveau) en 1956.

/...

A démissionné pour devenir avocat à la fin de 1956.

A été rappelé à la magistrature en 1957 en raison de la pénurie de juges.

A été promu au poste de juge de district (premier niveau) en 1960.

A été muté à sa demande au Ministère de la justice en 1962 en qualité de conseiller juridique.

A été promu au poste d'avocat général en 1967.

A été nommé President of the Supreme Court (Président de la Cour suprême) en juin 1972, lors de la création du nouveau système judiciaire en 1972. Le titre de ce poste est devenu Chief Justice en 1973.

Autres activités

Membre du Comité soudanais de révision de la législation, dissous en 1969.

Membre de la Commission chargée du tracé des frontières internationales du Soudan.

Membre du Comité économique, législatif et statistique égyptien:

Membre du conseil d'administration de la Faculté de droit à l'Université de Khartoum.

Membre du British Institute of International Law.

Président du Comité chargé d'étudier la révision de la loi relative aux marques de fabrique; il en est résulté la promulgation du Trade Marks Act (Loi relative aux marques de fabrique) de 1967.

Chargé de cours en droit à temps partiel au College of Arabic and Islamic Studies (Collège d'études arabes et islamiques) d'Omdurman et à la Faculté de droit de l'Université du Caire (branche de Khartoum).

A joué un rôle de premier plan dans la réorganisation du système judiciaire au Soudan, qui a débouché sur la promulgation du Judiciary Act (loi relative au système judiciaire) en 1972 et du Supreme Council of the Judiciary Act (loi sur le Conseil suprême dans le système judiciaire) en 1973.

A participé à la codification des lois au Soudan et a apporté sa contribution à la révision du Code de procédure pénale et du Code pénal.

Membre du Conseil de l'Université islamique d'Omdurman.

A écrit plusieurs articles dans la presse soudanaise sur diverses questions juridiques et des questions connexes.

A fait une série de causeries sur la pratique du métier d'avocat à la radio d'Omdurman.

/...

Participation à des activités internationales et régionales

- A participé à la Conférence des juristes arabes, consacrée à la question palestinienne, tenue à Alger en 1967.
- A représenté la République démocratique du Soudan au Comité des experts juristes lors d'une conférence, organisée par les Bureaux internationaux réunis pour la protection de la propriété intellectuelle à Genève, du 27 au 31 octobre 1969, en vue de formuler une loi type sur les études et plans industriels.
- A représenté la République démocratique du Soudan au Comité des neuf experts juristes africains chargés d'élaborer deux conventions : l'une sur la coopération juridique en Afrique et l'autre sur les mercenaires (ces réunions se sont tenues à Addis-Abeba du 10 au 23 janvier 1972).
- A été élu président du Comité juridique permanent de la Ligue des Etats arabes, le 4 septembre 1974.
- A participé au Séminaire organisé par la Commission internationale des juristes à Dar es-Salaam, du 22 au 29 septembre 1976.
- A été nommé président du Comité chargé de réexaminer la législation du Soudan pour la conformer à la Chariâ islamique en mai 1977.
- A participé à la Conférence internationale de la paix par le droit, tenue à Manille en août 1977.
- A pris part à la Conférence internationale des juges de paix, tenue à Sydney (Australie) en mai 1980.

Titres et décorations

- Ordre du Nil de la République du Soudan (1ère classe).
- Ordre Gamhuria de la République du Soudan (1ère classe).
- Ordre du roi Abdel Aziz (3ème classe).

Abdul G. KOROMA
(Sierra Leone)

/Original : anglais/

Ambassadeur et représentant permanent adjoint de la République de Sierra Leone auprès de l'Organisation des Nations Unies depuis 1978.

Titres universitaires

Maîtrise de philosophie du droit international, King's College, Université de Londres.

/...

Maîtrise de droit, mention honorable, Université d'Etat de Kiev (URSS).

Avocat, membre de la Honourable Society of Lincoln's Inn, Londres.

Certificat décerné à l'issue du Séminaire de droit international organisé par la Commission du droit international.

Carrière diplomatique

Entre au service du Gouvernement sierra-léonien pour la première fois en 1964 et au Ministère des affaires extérieures (Division internationale) en 1969.

Avocat et juriste à la Haute Cour de la Sierra Leone. Est nommé plus tard conseiller d'Etat, assistant spécial du Ministre de la justice et procureur général.

Donne un grand nombre de cours et de conférences, en particulier un cours à Londres à l'intention des juristes gouvernementaux d'outre-mer. Participe également à un certain nombre de séminaires sur le droit international.

Représentant de la Sierra Leone à de nombreuses sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, y compris à des sessions extraordinaires, et représentant de son pays à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale. Président de la Sixième Commission lors de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale. Représentant de la Sierra Leone à de nombreuses conférences juridiques internationales, notamment la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de traités, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, le Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du renforcement du rôle de l'Organisation (Vice-Président depuis 1978) et le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Principaux travaux

"The Settlement of Territorial and Boundary Disputes in Africa", thèse présentée à l'Université de Londres pour l'examen de maîtrise de philosophie du droit international. Publication d'articles sur le régime juridique de l'espace extra-atmosphérique dans Alibi, Lincoln's Inn Law Journal, et sur les mercenaires dans The Times de Londres (1974).

José Manuel LACLETA-MÚÑOZ

(Espagne)

/Original : espagnol/

Né le 7 décembre 1926 à Saragosse (Espagne).

Marié, père de six enfants.

/...

Titres universitaires

Licencié en droit (Faculté de droit, Universidad Complutense, Madrid, 1945-1950).

Diplomate de carrière (Ecole de diplomates, Madrid, 1956).

Professeur de droit international public (Faculté de droit, Universidad Complutense, Madrid, 1957-1962).

Professeur de droit international privé (Faculté des sciences politiques, économiques et commerciales, Madrid, 1960-1962).

Professeur de droit diplomatique à l'Ecole de diplomates depuis 1973.

Carrière

Fonctions exercées

Secrétaire de l'Ecole de fonctionnaires internationaux, Madrid, 1958-1962.

Premier Secrétaire à l'ambassade d'Espagne à Bogotá, 6 juillet 1962.

Conseiller d'ambassade à l'ambassade d'Espagne à La Haye, 16 avril 1970.

Conseiller d'ambassade à l'ambassade d'Espagne à Oslo, 16 avril 1970.

Conseiller juridique au Service juridique international du Ministère des affaires extérieures, 1957-1962 et de 1973 à nos jours.

Chef du Service juridique international du Ministère des affaires extérieures, 1974.

Professeur à l'Ecole de diplomates, 1973-1978.

Chef du Service juridique international du Ministère des affaires extérieures, 1975.

Membre du Conseil d'administration de l'Ecole de diplomates, 1975.

Ministre plénipotentiaire, 1977.

Conférences internationales

Secrétaire de la Commission nationale de coopération avec la Conférence de La Haye sur le droit international privé, 31 août 1956.

Conseiller à la délégation espagnole aux sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, 2 janvier 1957.

Conseiller de la délégation espagnole à la Conférence sur le droit de la mer convoquée à Genève par l'Organisation des Nations Unies, 12 février 1958.

/...

Conseiller de la délégation espagnole à la réunion préparatoire de la Conférence de 1960 sur le droit de la mer, Londres, 14 novembre 1959.

Conseiller de la délégation espagnole à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, 14 mars 1960.

Membre de la délégation espagnole aux sessions extraordinaires de la Conférence sur le droit international privé, La Haye, 23 mars et 7 octobre 1966.

Secrétaire de la délégation espagnole à la deuxième Conférence sur le droit international privé, La Haye, 31 juin 1968.

Membre de la délégation espagnole à la Conférence des ministres européens de la justice, La Haye, 22 mai 1970.

Représentant de l'Espagne à la Conférence internationale de plénipotentiaires de l'Organisation de l'aviation civile internationale, Rome, 26 juillet 1973.

Représentant de l'Espagne à l'Assemblée générale extraordinaire de l'Organisation de l'aviation civile internationale, Rome, 26 juillet 1973.

Représentant de l'Espagne à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève, 31 janvier 1974.

Chef adjoint de la délégation espagnole à la troisième Conférence de l'Organisation des Nations Unies sur le droit de la mer (Caracas, 1974; New York, 1976; New York, 1977; Genève, 1978; New York, 1978).

Membre de la Commission interministérielle de coopération juridique internationale depuis 1975.

Porte-parole de la délégation espagnole dans les négociations hispano-nord-américaines sur la pêche, Madrid, 3 novembre 1976.

Porte-parole de la délégation espagnole dans les négociations sur la pêche tenues entre l'Espagne et la Communauté économique européenne, Bruxelles, 1er décembre 1976.

Président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage du Conseil oléicole international, 1974.

Conseiller juridique de l'Organisation mondiale du tourisme, 1976-1977.

Membre de l'Association du droit international.

Fonctions exercées auprès de la Cour internationale de Justice

Secrétaire de la délégation espagnole lors de l'affaire de la "Barcelona Traction", 1965-1970.

Représentant du Gouvernement espagnol lors de l'affaire du Sahara occidental, 1975.

Publications

Tratados de Arbitraje suscritos por España, Madrid, 1956.

Curso de Derecho Diplomático, Escuela Diplomática, Madrid, 1973.

"Agua Interiores y Bahías", paru dans l'ouvrage collectif intitulé La Actual Revisión del Derecho del Mar. Una perspectiva española, Madrid, 1974, vol. I, p. 201-232.

"Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar", en collaboration avec M. M. Pastor Ridruejo et Yturriaga Barberán, dans Cuadernos de Documentación de la Oficina de Información Diplomática del Ministerio de Asuntos Exteriores, Madrid, 1978.

Collaborations diverses à la Revista Española de Derecho Internacional.

Chafic MALEK
(Liban)

/Original : anglais/

Né en décembre 1917 à Rachaya-El'Wadi (liban).

Diplômé de l'Institut des hautes études internationales, Faculté de droit, Université de Paris, 1949.

Docteur en droit, Faculté de droit, Université de Paris, 1950.

Rédacteur en chef de la Revue de droit international pour le Moyen-Orient, Paris-Beyrouth, 1951-1959.

Membre de la délégation libanaise à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies aux sixième (1951-1952), trente-quatrième (1979) et trente-cinquième (1980) sessions.

Est entré au Département juridique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en février 1952 comme membre de la Division du développement progressif et de la codification du droit international et a occupé les postes suivants au sein de cette division, rebaptisée par la suite Division de la codification : juriste adjoint de 1ère classe (1952-1956), juriste (1956-1965), juriste hors classe (1965-1973), Directeur adjoint pour la recherche et les études (1974-1978) et Directeur par intérim de la Division plusieurs mois par an, de 1964 à 1978.

/...

Publications

"Le rôle du Moyen-Orient dans les relations internationales", Mémoire, Institut des hautes études internationales, Université de Paris, 1949.

"Organisation et vie constitutionnelles du Liban", thèse de doctorat, Faculté de droit, Université de Paris, 1950.

Fondateur de la Revue de droit international pour le Moyen-Orient, Editions A. Pedone, Paris, 1951.

"Les tendances internationales des peuples arabes du Moyen-Orient et le problème de la paix", Revue de droit international pour le Moyen-Orient, vol. I, No 1, 1951, p. 4.

"Etude critique de la théorie parlementaire dans son application au Liban", ibid., vol. I, No 1, 1951, p. 66.

"L'Affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company devant la Cour internationale de Justice", ibid., vol. II, No 1, 1952, p. 67.

"L'affaire tunisienne devant le Conseil de sécurité", ibid., vol. II, No 1, 1952, p. 89.

"Les aspects juridiques de la réélection ainsi que de la démission du président de la République libanaise", ibid., vol. II, No 1, 1952, p. 99.

"L'organisation des pouvoirs publics en Syrie (d'après la Constitution du 11 juillet 1953)", ibid., vol. IV, No 1, 1954, p. 185.

"La théorie dite des baies historiques", ibid., vol. VII, 1957, p. 100.

Activités officielles au sein du Service juridique de l'Organisation des Nations Unies

Principaux travaux de recherche et études

A participé à l'élaboration de l'étude du Secrétaire général sur la question de la définition de l'agression (A/2211, 1952), présentée à l'Assemblée générale en application de la résolution 599 (VI).

A élaboré, en 1953, le rapport de base du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression /Documents officiels de l'Assemblée générale, neuvième session, Supplément No 11 (A/2638)/.

A élaboré l'étude sur les baies historiques (A/CONF.13/1, 1957), présentée à la Conférence de 1958 sur le droit de la mer.

/...

- A organisé et dirigé l'élaboration du rapport du Secrétaire général sur les problèmes juridiques que posent l'exploitation et l'utilisation des fleuves internationaux (A/5409, 1963), présenté à l'Assemblée générale en application de la résolution 1401 (XIV).
- A participé de près à l'élaboration de l'étude sur la question des méthodes d'établissement des faits (A/5694, 1964), présentée à l'Assemblée générale en application de la résolution 1967 (XVIII).
- A élaboré l'étude concernant la question de l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (E/CN.4/906, 1966), présentée à la Commission des droits de l'homme en application de sa résolution 3 (XXI).
- A élaboré l'avant-projet de convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (E/CN.4/928, 1967), présenté à la Commission des droits de l'homme en application de la résolution 1158 (XLI) du Conseil économique et social.
- A dirigé l'élaboration de l'étude sur l'extradition des criminels de guerre (E/CN.4/983, 1969), présentée à la Commission des droits de l'homme en application de la résolution 1158 (XLI) du Conseil économique et social.
- A participé de près à l'élaboration des rapports du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression à ses sessions de 1969 /Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément No 20 (A/7620)/, de 1970 /Ibid., vingt-cinquième session, Supplément No 19 (A/8019)/, de 1971 /Ibid., vingt-sixième session, Supplément No 19 (A/8419)/ et de 1972 /Ibid., vingt-septième session, Supplément No 19 (A/8719)/.
- A revu l'étude des critères à appliquer pour déterminer les dommages à verser aux victimes des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, établie par la Division des droits de l'homme (A/8345, 1971).
- A aidé le Groupe spécial d'experts, créé en vertu de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, dans l'élaboration de l'étude concernant la question de l'apartheid du point de vue du droit pénal international (E/CN.4/1075, 1972).
- A participé à l'élaboration de l'étude sur le terrorisme international (A/C.6/418, 1972).
- A dirigé l'élaboration du rapport supplémentaire sur les problèmes juridiques posés par les utilisations des voies d'eau internationales à des fins autres que la navigation (A/CN.4/274, vol. I et II, 1974).
- A dirigé l'élaboration des rapports du Secrétaire général relatifs aux sessions de 1975, 1976 et 1977 de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (A/10195, 1975; A/31/163, 1976; A/32/144, 1977).

A pris part à l'élaboration des rapports de la Commission du droit international sur les travaux de plusieurs de ses sessions.

A effectué ou dirigé des travaux de recherche sur diverses questions de droit international examinées par la Commission du droit international, telles que la succession d'Etats (A/CN.4/157; A/CN.4/232), le droit des traités (A/CN.4/154), la responsabilité des Etats (A/CN.4/208; A/CN.4/209) et la clause de la nation la plus favorisée (A/CN.4/269).

Publications juridiques des Nations Unies

Série législative des Nations Unies

A élaboré ou dirigé l'élaboration des volumes suivants de la série : volume ST/LEG/SER.B/6 (1957) - Laws and Regulations on the Regime of the High Sea; volume ST/LEG/SER.B/7 (1958) - Lois et règlements concernant les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires; volume ST/LEG/SER.B/10 (1960) - Textes législatifs et dispositions de traités concernant le statut juridique, les privilèges et les immunités d'organisations internationales (première partie); volume ST/LEG/SER.B/11 (1961) - Textes législatifs et dispositions de traités concernant le statut juridique, les privilèges et les immunités d'organisations internationales (deuxième partie); volume ST/LEG/SER.B/13 (1963) - Supplément au volume intitulé Lois et règlements concernant les privilèges et immunités diplomatiques et consulaires; volume ST/LEG/SER.B/12 (1963) - Textes législatifs et dispositions de traités concernant l'utilisation des fleuves internationaux à des fins autres que la navigation; volume ST/LEG/SER.B/17 (1978) - Documentation concernant la succession d'Etats dans les matières autres que les traités.

Nations Unies : Recueil des sentences arbitrales

A rédigé les volumes suivants de cette publication : volume IX (1959); volume X (1960); volume XI (1961); volume XII (1963); volume XIII (1964); volume XIV (1965); volume XV (1966); volume XVI (1968).

Affectations spéciales

A fait partie du secrétariat du Comité pour une juridiction criminelle internationale, créé en 1953 en vertu de la résolution 687 (VII) de l'Assemblée générale.

A fait partie du secrétariat du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, créé en 1953 en vertu de la résolution 688 (VII) de l'Assemblée générale.

A fait partie du secrétariat de la Commission du droit international aux diverses sessions qu'elle a tenues depuis 1954 et a participé aux travaux des comités de rédaction créés par la Commission.

A rempli les fonctions de secrétaire adjoint de la Sixième Commission de l'Assemblée générale à diverses sessions.

/...

- A rempli les fonctions de secrétaire de la Cinquième Commission (libre accès à la mer des pays sans littoral) de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Genève en 1958.
- A fait partie du secrétariat de la Conférence des Nations Unies pour l'élimination ou la réduction des cas d'apatride dans l'avenir, tenue à Genève en 1959, et a participé aux travaux du comité de rédaction de la Conférence.
- A représenté le Conseiller juridique à la Commission des droits de l'homme à sa session tenue en 1967 à Genève, et a aidé la Commission à élaborer le projet de convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.
- A représenté le Conseiller juridique au groupe de travail commun des Troisième et Sixième Commissions de l'Assemblée générale à la vingt-deuxième session de l'Assemblée (1967), et a aidé le groupe de travail à rédiger le texte de la convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.
- A rempli les fonctions de secrétaire adjoint du Comité pour la question de la définition de l'agression, créé en 1967 en vertu de la résolution 1181 (XX) de l'Assemblée générale.
- A rempli les fonctions de secrétaire adjoint du Comité spécial pour la question de la définition de l'agression, créé en vertu de la résolution 2330 (XXII) de l'Assemblée générale, lors de ses sessions de 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974.
- A représenté le Conseiller juridique à la dix-septième session du Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), tenue à Montréal en mars 1970, en vue d'élaborer un projet de convention sur la capture illicite d'aéronefs.
- A représenté le Conseiller juridique à la dix-huitième session du Comité juridique de l'OACI, tenue à Londres en septembre-octobre 1970, en vue d'élaborer un projet de convention sur les actes d'ingérence illicite dans l'aviation civile internationale.
- A rempli les fonctions de chef de la délégation d'observation de l'Organisation des Nations Unies à la Conférence internationale, tenue à La Haye en décembre 1970, en vue de l'adoption de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs.
- A représenté le Conseiller juridique à la session du Sous-Comité du Comité juridique de l'OACI, tenue à Montréal en avril 1971, pour examiner la question des consultations que tiendraient les Etats et des mesures qu'ils devaient prendre conjointement dans certains cas d'ingérence illicite dans l'aviation civile internationale.

- A rempli les fonctions d'observateur de l'Organisation des Nations Unies à la Conférence internationale, tenue à Montréal en septembre 1971, en vue de l'adoption de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile.
- A représenté le Conseiller juridique à la session de 1972 du Groupe spécial d'experts (créé en vertu de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme), et a aidé le Groupe à élaborer l'étude concernant la question de l'apartheid du point de vue du droit pénal international.
- A rempli les fonctions de secrétaire adjoint du Comité spécial du terrorisme international (1973).
- A représenté l'Organisation des Nations Unies à la session de 1973 du Comité juridique de l'OACI, ainsi qu'à la Conférence de l'OACI, tenue à Rome en vue d'élaborer une convention sur les mesures que devaient prendre conjointement les Etats dans certains cas d'ingérence illicite dans l'aviation civile internationale.
- A rempli les fonctions de secrétaire adjoint du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation à ses sessions de 1975, 1976, 1977 et 1978.
- A été secrétaire du Comité spécial du terrorisme international (1977).
- A rempli les fonctions de secrétaire du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages (1977).
- A rempli les fonctions de secrétaire adjoint du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (1978).

Estelito P. MENDOZA
(Philippines)

Original : anglais

Né en janvier 1930; fils de Guillermo D. Mendoza et Barbara P. Mendoza de Bacolor, Pampanga.

Marié à Rosa A. Mendoza (B.S.HE., Université des Philippines).

Formation

Etudes secondaires au lycée de l'Université des Philippines, 1946.

A.A., Ecole de lettres et sciences humaines, Université des Philippines, 1948.

/...

LL.B. (cum laude), Faculté de droit, Université des Philippines, 1952.

LL.M., Faculté de droit, Université de Harvard, 1954.

Docteur honoris causa du Central College des Philippines, 1975.

Docteur honoris causa de l'Université Hanyang, Séoul (Corée), 1978.

Fonctions actuelles

Procureur général, depuis le 2 mai 1972.

Membre du Cabinet, depuis le 21 septembre 1975.

Gouverneur de la Province de Pampanga, depuis le 3 mars 1980.

Maître de conférences en droit à l'Université des Philippines.

Membre des conseils d'administration de l'Université des Philippines, de la Philippine National Oil Company, des Philippine National Lines, de la Philippine Air Lines et de la Philippine National Iron and Steel Corporation.

Postes gouvernementaux précédemment occupés

Député, région III, Batasang Pambansa (Assemblée nationale).

Président du Comité chargé de la révision de la législation et des codes et des amendements constitutionnels, Batasang Pambansa.

Membre du Comité directeur, du Comité responsable des ouvertures de crédit, du Comité des affaires étrangères et du Comité sur l'énergie, Batasang Pambansa.

Président du Comité spécial sur la naturalisation (D.P. 1379).

Sous-Secrétaire d'Etat à la Justice (15 septembre 1971-1er mai 1972).

Président du Conseil des expulsions.

Président par intérim du Conseil de la lutte contre les hommes de paille.

Vice-Président du Conseil chargé d'assurer la loyauté des pratiques commerciales.

Président par intérim du Comité spécial des stupéfiants (Décret No 318).

Membre du Batasang Bayan (Assemblée législative consultative).

Expérience professionnelle

Avocat de 1952 au 15 septembre 1972.

Autres activités juridiques et gouvernementales

Président de la Sixième Commission (juridique), trente et unième session (1976) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Président du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (1980).

Vice-Président de la délégation philippine au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (Comité préparatoire de la Conférence sur le droit de la mer, Genève, 1971; New York, 1972; Genève, 1972; New York, 1973; Genève, 1973).

Vice-Président de la délégation philippine à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Caracas, 1974; Genève, 1973 et 1978; New York, 1976, 1977, 1978, 1979 et 1980).

Président de la délégation philippine aux quatorzième, quinzième, dix-septième et vingtième sessions du Comité consultatif juridique afro-asiatique (New Delhi, 1973; Tokyo, 1974; Kuala Lumpur, 1976; Séoul, 1979).

Membre de la délégation philippine à la treizième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique (Lagos, 1972).

Membre de la Mission ministérielle de bons offices en Indonésie, en Malaisie, à Sri Lanka, en Arabie saoudite et au Koweït (1977).

Membre de la Mission ministérielle de bons offices au Gabon (1977).

Membre de la délégation philippine à la Réunion des chefs de gouvernement de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Kuala Lumpur, 1977.

Membre des délégations accompagnant le Président des Philippines lors de ses visites officielles en Chine (1975) et en URSS (1976).

Conseiller spécial de la délégation philippine à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1975).

Membre du Comité philippin chargé de renégocier l'accord relatif aux bases militaires conclu entre les Philippines et les Etats-Unis (1971 et 1976).

Membre du Comité consultatif sur le droit de la mer (Ministère des affaires étrangères).

Participant philippin au cycle d'études de droit international organisé par la Commission du droit international à Genève (troisième session, 1967).

Représentant des Philippines à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, tenue à Vienne (1968 et 1969).

A participé au projet de réforme de la législation pénale, Université des Philippines, Centre juridique, 1965-1966.

A participé au projet de réexamen du code administratif révisé, Université des Philippines, Centre juridique, 1966.

Membre de la mission commerciale philippine en Europe, 1963.

Membre du Comité philippin chargé des négociations entre les Philippines et l'Allemagne en vue de la conclusion d'un traité relatif à la protection des investissements, depuis 1964.

Président du Comité VIII, projet de révision constitutionnelle (Université des Philippines, Centre juridique, 1969-1970).

Membre du Comité de réorganisation No 12, Commission de la réorganisation (1969-1971).

Membre du Comité de planification, cours de recyclage régional en droit international pour l'Asie, organisé par l'UNITAR-UNESCO (1969).

Carrière universitaire

Membre du corps enseignant depuis 1954 (assistant, 1954-1957; maître-assistant, 1957-1958; maître de conférences depuis 1958), Université des Philippines.

Sujets enseignés à l'Université des Philippines

Cours menant à l'obtention du LL.B. - Droit pénal 1 (principes du droit pénal); droit pénal 2 (délits et peines correspondantes); examen d'ensemble du droit pénal; droit politique philippin, droit constitutionnel; problèmes contemporains de droit constitutionnel; les fonctionnaires et la fonction publique; droit du travail et régime d'occupation; successions; obligations et préjudices extra-contractuels; droit relatif aux effets de commerce; sociétés privées; procédure civile; procédure criminelle; procédures spéciales; la preuve; documents juridiques; titres et actes d'aliénation relatifs à la propriété foncière; conflit de lois; éthique juridique et judiciaire; documents et recherches juridiques; technique procédurale.

Cours menant à l'obtention du LL.M. - Droit constitutionnel comparé; philosophie du droit; contrôle public du secteur des affaires; problèmes des sociétés commerciales; séminaire sur les thèses.

Documents dont il a été donné lecture et publications

"Crimes against persons", document de travail pour la Conférence sur la réforme pénale (Université des Philippines, Centre juridique, juillet 1965).

"Settlement of Disputes Arising from the Alleged Invalidity, Termination and Suspension of the Operation of Treaties" (document dont il a été donné lecture lors de la réunion annuelle conjointe de la Société philippine de droit international et de la Commission internationale de juristes, 18 janvier 1969).

"The Base-Lines of the Philippine Archipelago" (document dont il a été donné lecture au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, le 16 août 1971) (46 Philippine Law Journal 628, septembre 1971).

"Practical Problems of Practice in Civil and Criminal Cases", Law Practice for the Young Lawyer (Law Institute Series 1969).

"A New Law of the Sea: Sea-Bed Resources Development", Conférence sur les investissements privés et les transactions internationales dans les pays d'Asie et du Pacifique, 1975, Southwestern Legal Foundation, p. 665).

"Personal Property Security in the Philippines", 40 Washington Law Review 399, Seattle, Washington, 1965.

"Brief-Making and Oral Arguments", Remedial Law Revisited, publié en 1973, Université des Philippines, Centre juridique.

"The Suspension of the Writ of Habeas Corpus: Suggested Amendments", 6 Far Eastern Law Review 310 (septembre 1958); 38 Philippine Law Journal 630 (1958).

"Presidential Suspension of the Writ of Habeas Corpus in the Philippines: Its Antecedents", 31 Philippine Law Journal 138 (février 1956).

"Commercial Law: Insurance, Private Corporations, Negotiable Instruments and Public Service Law", 27 Philippine Law Journal 262 (avril 1952).

"LOI 270 and Naturalization", 4 Journal of the Integrated Bar 260, quatrième trimestre 1975.

"Law and Society" (National Media Production Center, 1978).

Membre des associations civiques et professionnelles suivantes :

Association des anciens étudiants de l'Université des Philippines (Président).

Association des anciens étudiants de l'Université des Philippines (section de Pampanga) (Président).

Conseil d'administration de l'Association juridique de l'ANASE.

Comité national de l'Association juridique de l'ANASE pour les Philippines (Vice-Président).

Conseil d'administration de l'Association des anciens étudiants Upsilon Sigma Phi.

Conseil d'administration de la Société philippine de droit international.

International Academy of Trial Lawyers.

Barreau intégré des Philippines (section de Pampanga).

Lawasia.

Rotary Club de Manille (Directeur).

Harvard Club des Philippines.

Padre Burgos General Assembly, Knights of Columbus.

St. Joseph Council No 3913, Knights of Columbus.

Polo Club de Manille.

Affiliations diverses et distinctions honorifiques

Association des anciens étudiants de l'Université des Philippines (1964-1965),
premier Vice-Président.

Phi Kappa Phi Honor Society.

Phi Gamma Mu (excellence en sciences sociales).

Médaille du Président de l'Université (pour érudition).

Médaille d'or du Président Quirino (pour éloquence), 1951.

Médaille d'or du Président Tan (pour éloquence), 1951.

Médaille d'or du juge Padilla (pour éloquence), 1952.

Upsilon Sigma Phi (pour excellence oratoire).

Past Grand Knight, St. Joseph Council No 3913, Knights of Columbus.

College Editor, 1952 Philippinensian.

Comité de rédaction du Philippine Law Journal.

Club de l'art oratoire de l'Université des Philippines (1951-1952) (Vice-Président).

Association des étudiants de deuxième année en droit de l'Université des
Philippines (1949-1950) (Vice-Président).

/...

Distinction honorifique (Fils éminent de Bacolor, Pampanga) (1972).

Distinction honorifique spéciale (ancien élève distingué, école élémentaire de Lakan-Dula), Division des écoles urbaines, Manille, 1973.

Distinction décernée à une juriste éminent (1975), Université des Philippines.
La citation de l'Association des anciens étudiants se lit comme suit :

"Pour sa brillante réussite en tant que juriste, érudit, enseignant et Procureur général;

Pour son soutien indéfectible au principe de la primauté du droit pendant l'application de la loi partielle, par lequel il s'est fait le champion de la cause de la liberté, de la paix et de l'ordre public;

Pour son exemple et son rôle remarquables en matière de protection et de promotion des intérêts nationaux vitaux, de négociations internationales, de conservation des ressources naturelles, d'élaboration de programmes pétroliers et énergétiques, d'intégration des étrangers comme citoyens et de respect de la loi et du maintien de l'ordre, ainsi que de sauvegarde des libertés civiles;

Pour son intégrité sans défaut et la façon remarquable dont il s'est acquitté de ses tâches de fonctionnaire, de juriste, de diplomate, d'avocat, de professeur en droit et de dirigeant civique, faisant ainsi honneur à la profession juridique et à son Alma Mater ainsi qu'à son pays et à son peuple."

Le président Ferdinand E. Marcos a dit de lui :

Le 11 septembre 1973 :

"... l'homme qui a défendu mes causes à la Cour suprême avec brio et tenacité".

Le 21 octobre 1974 :

"Je vous félicite ... pour l'efficacité et l'habileté avec lesquelles vous avez défendu la cause de la Nouvelle société devant la Cour suprême."

Le 19 septembre 1975 :

"... Je tiens à annoncer une distinction en faveur d'un fonctionnaire méritoire. J'ai aujourd'hui l'honneur et le plaisir d'élever au rang de membre du Cabinet le Procureur général des Philippines, Estelito P. Mendoza, compte tenu des services éminents qu'il a rendus à la République des Philippines, en défendant ses intérêts non seulement devant nos tribunaux mais aussi au sein des conférences et instances juridiques en dehors des Philippines."

Zhengyu NI
(Chine)

/Original : anglais/

Né le 28 juillet 1906, dans la province de Jiangsu (République populaire de Chine).

Fonctions actuelles et activités connexes

Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères, République populaire de Chine, depuis 1956.

Arbitre, Commission chinoise d'arbitrage maritime, depuis 1965.

Arbitre, Commission chinoise d'arbitrage économique et commercial avec l'étranger, depuis 1975.

Titulaire d'une bourse de recherche, Institut de droit, Académie Sinica.

Membre du Conseil d'administration de la Société chinoise d'océanographie.

Membre du Conseil d'administration de la Société chinoise de droit international.

Membre du Comité national du Conseil consultatif politique populaire chinois, depuis 1959.

Etudes et titres universitaires

Bachelor of Arts, Université Chitz, Shanghai, 1927.

Bachelor of Law, Faculté de droit de l'Université Suzhou (également connue sous le nom d'"Ecole chinoise de droit comparé"), 1928.

Juris Doctor (diplôme de hautes études juridiques), Université de Stanford, Etats-Unis d'Amérique, 1929.

Honorary Scholar, Institute for the Study of Law, Université Johns Hopkins, Etats-Unis d'Amérique, 1930-1931.

Carrière universitaire

Maître de conférences en droit international, droit privé international, droit comparé, jurisprudence, droit civil, procédure civile, organisation judiciaire, etc., à la Faculté de droit de l'Université Suzhou (Shanghai), à la Grande Université de Chine (Shanghai), à l'Institut public de Chine (Wusong), à l'Université Chitz (Shanghai), à l'Ecole de droit Chao Yang (Chongqing), à l'Ecole de droit et de commerce de l'Union Suzhou-Shanghai (Chongqing), 1931-1944.

Professeur de droit ainsi que Doyen de la Faculté de droit et Doyen des études, Faculté de droit de l'Université Suzhou, 1948-1954.

/...

Activités juridiques et activités internationales connexes

Membre du Barreau de Shanghai depuis 1931.

Membre de la Section des poursuites internationales, Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (1946-1948).

Conseiller juridique de la délégation chinoise à la vingt-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (1972).

Conseiller juridique de la délégation chinoise au Comité des Nations Unies pour les utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (1972 et 1973).

Conseiller juridique de la délégation chinoise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer : Caracas, 1974; Genève, 1975; New York, 1977 et 1981.

Publications : textes originaux et traductions

Textes originaux

"The Progress of Law from Chance to Choice" (Stanford University, 1929).

"The Hypothetical Nature of Law" (China Law Review, 1931).

Le système judiciaire des Etats-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni (Nanjing, 1947).

"Studies in Problems of the Judiciary" (China Law Journal, 1947).

Question de la compétence judiciaire en droit international (World Publishing House, Beijing, 1964).

Problèmes juridiques découlant de la collision de navires (Beijing, 1965).

Historique et données actuelles du problème relatif à la largeur de la mer territoriale (Beijing, 1971).

Pratiques relatives à la délimitation des zones maritimes (Beijing, 1971).

Régime juridique de la zone internationale du fond des mers (Beijing, 1972).

La lutte internationale pour le plateau continental (Beijing, 1976).

Traductions

Private International Law, de J. A. C. Thomas (Commercial Press, Beijing, 1963).

Recueil des traités internationaux, 1917-1957 (en collaboration) (Beijing, 1959-1962).

International Relations of the Chinese Empire, de H. B. Morse (en collaboration)
(Shanghai, 1956).

Diplomacy, de Harold Nicolson (en collaboration) (Beijing, 1957).

Consular Law and Practice, de Luke T. Lee (en collaboration) (Beijing, 1975).

Frank X. NJENGA
(Kenya)

/Original : anglais/

Né le 6 janvier 1940 à Nairobi (Kenya).

Marié, trois fils.

Titres universitaires

LL.B. (Londres), 1963.

LL.M. (Columbia University), 1965.

LL.M. (New York University), 1966.

Publications

Un certain nombre d'articles sur les droits de l'homme, les garanties en matière
d'investissements et le droit de la mer.

Carrière

Greffier adjoint de la Haute Cour du Kenya, 1963.

Maître de conférences à l'Université de Dar es-Salaam, 1965-1968.

Maître de conférences à l'Université de Nairobi, 1968-1969.

Membre de la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage de
l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Chef de la délégation kényenne à la Sixième Commission de l'Assemblée générale
des Nations Unies lors des vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-septième,
vingt-huitième et vingt-neuvième sessions.

Membre de la délégation kényenne au Conseil de sécurité, 1973-1974.

Chef de la délégation kényenne au Comité spécial des Nations Unies sur les
principes du droit international touchant les relations amicales et la
coopération entre les Etats, à ses sessions de 1969 et de 1970.

/...

Chef de la délégation kényenne au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, à ses sessions de 1969, 1970, 1971 et 1972.

Chef de la délégation kényenne à la première session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer en 1973.

Chef adjoint de la délégation kényenne à la deuxième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Caracas en 1974.

Chef de la délégation kényenne à la réunion du Groupe d'experts africain sur le droit de la mer, tenue à Kampala du 10 au 17 juillet 1975.

Rapporteur de la Deuxième Commission du Conseil des ministres de l'OUA, à sa vingt-cinquième session, tenue à Kampala du 16 au 25 juillet 1975.

Vice-Président de la Deuxième Commission de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, aux première, deuxième et troisième sessions.

Chef adjoint de la délégation kényenne à la troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Genève en 1975.

Membre de la délégation kényenne à la treizième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Kampala du 27 juillet au 2 août 1975.

Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale lors de la trentième session de l'Assemblée.

Membre de la Commission du droit international, 1976-1981.

Président du Groupe de négociation I sur le système d'exploration et d'exploitation du fond des mers, jusqu'en mars 1981.

Chef de la Division juridique, Ministère des affaires étrangères, 1960-janvier 1980.

Directeur du Département des affaires politiques de l'OUA, Addis-Abeba, à partir de 1980.

Motoo OGISO
(Japon)

/Original : anglais/

Né le 21 décembre 1919.

Titres universitaires

Diplômé de droit, Faculté de droit de l'Université impériale de Tokyo.

/...

Fonctions actuelles

Ambassadeur du Japon en Thaïlande depuis décembre 1979.

Carrière

a) Fonctions

Entre dans la carrière diplomatique comme attaché à l'ambassade du Japon à Pékin, 1941.

Deuxième Secrétaire, Ambassade du Japon à New Delhi, 1952.

Membre du jury du concours d'admission au Service diplomatique, 1953-1954.

Premier Secrétaire, Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1955.

Directeur de la Division des affaires juridiques, Ministère des affaires étrangères, 1958.

Membre du jury du concours d'admission au Service diplomatique, 1958-1962.

Maître de conférences à l'Université de Tokyo, 1959-1961.

Membre associé, Conseil législatif du Ministère de la justice, 1959-1961 et 1963.

Conseiller, Ambassade du Japon à Vienne, 1963.

Directeur général aux relations étrangères, Agence de la défense, 1966.

Directeur général adjoint du Bureau des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, 1968.

Directeur de la Commission des activités spatiales, Cabinet du Premier ministre, 1968.

Représentant permanent adjoint auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1970.

Représentant permanent auprès de la Commission du désarmement, 1975.

Ambassadeur en Thaïlande, 1979.

b) Participation à des conférences internationales

Représentant aux onzième et douzième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1956-1957.

Représentant à la quatrième session du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, 1958.

/...

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1960.

Représentant suppléant aux septième, huitième et neuvième sessions de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, 1963-1965.

Représentant à la Conférence des Etats non dotés d'armes nucléaires, 1968.

Représentant suppléant aux vingt-troisième et vingt-quatrième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1968-1969.

Représentant suppléant aux première et deuxième sessions de la Conférence de plénipotentiaires sur les arrangements définitifs relatifs à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, 1968-1969.

Président de la Deuxième Commission aux première et deuxième sessions de la Conférence de plénipotentiaires sur les arrangements définitifs relatifs à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, 1968-1969.

Représentant à la Conférence de la Commission du désarmement, 1969.

Représentant au seizième Congrès de l'Union postale universelle, 1969.

Représentant aux vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième, trente et unième, trente-deuxième et trente-troisième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1970 à 1973 et 1976 à 1978.

Représentant à la reprise de la quarante-neuvième session du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, 1970.

Représentant aux cinquante-deuxième et cinquante-quatrième sessions du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, 1971 et 1973.

Représentant à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 1972.

Vice-Président à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 1972.

Président de la Cinquième Commission à la vingt-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1973.

Représentant à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer de la première à la septième session, 1973-1978.

Représentant à la première réunion ordinaire de l'Assemblée des Parties à INTELSAT, 1974.

Représentant à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1974.

/...

Représentant à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, 1977.

Représentant à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, 1978.

Conseiller spécial auprès du représentant à la trente-sixième session de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, 1980.

Représentant à la trente-septième session de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, tenue à Bangkok en 1981.

Publications

"Point de vue sur la troisième Conférence sur le droit de la mer" (en japonais), Journal of Ocean Affairs, publication trimestrielle, No 3, 1976.

"Nuclear Disarmament and Arms Control: A Japanese View", Japanese Annual of International Law, No 22, 1978.

"L'heure du désarmement est venue" (en japonais). Revue mensuelle générale Chuo Kōron, juin 1980.

Syed Shariffudin PIRZADA
(Pakistan)

/Original : anglais/

Avocat général à la Cour suprême du Pakistan.

Né à Burhanpur (Inde) le 12 juin 1923.

Etudes secondaires à l'école secondaire de Robertson. Entre ensuite au Collège St Xavier et obtient un diplôme de droit au Collège gouvernemental de droit de Bombay. Diplômé avec le grade LL.B. (First class), admis au barreau (Lincoln's Inn).

Secrétaire honoraire du Quaid-i-Azam (Jinnâh), 1941-1944. Secrétaire de la Ligue islamique de la ville de Bombay, 1945-1947; responsable de la campagne électorale de la Ligue islamique de Bombay pendant les élections générales de 1946; professeur au Collège de droit islamique de Sind, 1947-1954; conseiller auprès de la Commission de la Constitution du Pakistan, 1961; Président de la Commission du droit des sociétés, 1962; Président du barreau de la Haute Cour de Karachi, 1964; Président de l'Association de droit international, chapitre pakistanais, 1964-1967. Procureur général du Pakistan, 1965-1966 et de nouveau de 1968 à 1972; Ministre des affaires étrangères du Pakistan, 1966-1968.

/...

Membre du Comité des cours d'eau internationaux de l'Association de droit international, 1961-1968; Président du Comité juridique consultatif africano-asiatique, 1969; chef de la délégation pakistanaise à la session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966-1967; représentant du Pakistan à la Conférence des premiers ministres du Commonwealth en 1966 et à la Conférence des ministres de la justice et des procureurs généraux du Commonwealth en 1971; représentant du Pakistan dans diverses instances internationales et devant plusieurs tribunaux internationaux : a représenté le Pakistan dans l'affaire Rann of Kutch et à l'occasion de la plainte du Pakistan contre l'Inde au sujet des survols de son territoire; a plaidé au sujet de l'affaire de la Namibie devant la Cour internationale de Justice; membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités des Nations Unies depuis 1972 et Président depuis 1978; de nouveau Procureur général depuis juillet 1977; conseiller auprès de l'Administrateur en chef de la Loi martiale et ministre fédéral depuis janvier 1978; Ministre de la justice et des affaires parlementaires depuis mai 1979; chef de la délégation pakistanaise aux sessions de la troisième Conférence sur le droit de la mer tenues respectivement à New York en 1978 et 1979 et à Genève en 1980. Président du Groupe de travail et d'enquête sur les plaintes de la Sous-Commission, 1978-1979; membre du Groupe national pakistanaise au sein du jury de la Cour permanente d'arbitrage, du groupe d'arbitres et de surarbitres de l'Organisation de l'aviation civile internationale et également du Tribunal d'arbitrage constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Washington).

Publications

Pakistan at a Glance, Bombay, 1941.

Jinnah on Pakistan, Bombay, 1943.

Leaders' Correspondence with Jinnah, Bombay, 1944 (deux éditions, 1968 et 1978).

Evolution of Pakistan, Karachi, 1962 (également publié en ourdou et en arabe).

Fundamental Rights and Constitutional Remedies in Pakistan, Lahore, 1966.

The Pakistan Resolution and the Historic Lahore Session, Islamabad, 1970.

Foundations of Pakistan, deux volumes, 1971.

Some Aspects of Quaid-i-Azam's Life, 1978.

Décoré de la Salama-e-Pakistan en 1964.

/...

R. Q. QUENTIN-BAXTER
(Nouvelle-Zélande)

/Original : anglais/

Né à Christchurch (Nouvelle-Zélande) le 17 janvier 1922.

Diplômé de l'Université de Nouvelle-Zélande avec les grades de B.A. et LL.B., et il obtient en 1947 une bourse d'études supérieures de droit, à titre d'ancien combattant.

En 1947 et 1948, il occupe à Tokyo le poste d'assistant du représentant néo-zélandais au Tribunal militaire lors du procès des criminels de guerre de l'Extrême-Orient.

En 1949, il est nommé dans les services diplomatiques du Département des affaires extérieures.

En 1949, il participe, en tant que membre de la délégation néo-zélandaise, à la Conférence diplomatique de Genève chargée de la révision des conventions internationales sur la protection des victimes de guerre.

Il exerce les fonctions de chef de la Division des questions juridiques du Département des affaires extérieures à Wellington où il travaille également dans la Division chargée des questions relatives à l'Organisation des Nations Unies et occupe le poste de chef de la Section chargée des questions relatives au Conseil économique et social et aux institutions spécialisées. En 1957-1958, il est Haut Commissaire adjoint de Nouvelle-Zélande au Canada.

De 1959 à 1961, il est représentant permanent adjoint et conseiller de la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

De 1961 à 1964, il occupe le poste de conseiller à l'Ambassade de Nouvelle-Zélande au Japon.

De 1952 à 1968 et en 1971 et 1974, il participe à dix sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en tant que membre de la délégation néo-zélandaise, et à huit sessions en tant que représentant de son pays à la Sixième Commission (juridique).

En 1958, il représente la Nouvelle-Zélande à la Conférence de Genève sur le droit de la mer, et il dirige la délégation néo-zélandaise lors de la deuxième Conférence en 1960.

De 1964 à 1968, il exerce les fonctions de secrétaire adjoint au Département des affaires extérieures, chargé en particulier des activités juridiques et consulaires et des questions du Pacifique Sud. Au cours de cette période, il est Haut Commissaire de Nouvelle-Zélande à la Commission du Pacifique Sud.

/...

De 1966 à 1971, il représente la Nouvelle-Zélande à la Commission des droits de l'homme (Rapporteur en 1966, Vice-Président en 1968 et Président en 1969).

A partir de 1968, il occupe un poste de professeur de jurisprudence et de droit constitutionnel à l'Université Victoria de Wellington.

De 1971 à 1975, il est conseiller constitutionnel auprès du Gouvernement néo-zélandais pour les questions relatives à l'île de Nioué.

De 1971 à 1974, il est conseiller constitutionnel auprès du Gouvernement niouéen.

En 1973 et 1974, il est l'agent et le conseiller du Gouvernement néo-zélandais à la Cour internationale de Justice lors de l'affaire des essais nucléaires.

De 1973 à 1980, il est président de l'Institut néo-zélandais des affaires internationales.

En 1974 et 1977, il participe, en tant que chef de la délégation néo-zélandaise, à session de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés.

De 1977 à 1980, il participe en tant que conseiller à l'élaboration de la Convention constitutionnelle des îles Marshall.

Membre de la Commission du droit international depuis 1971, il occupe en 1975 le poste de Président du Comité de rédaction. Nommé rapporteur spécial de la question "Responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant de l'accomplissement d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international".

Edilbert RAZAFINDRALAMBO
(Madagascar)

/Original : français/

Né le 3 octobre 1921 à Antananarivo, Madagascar.

Titres universitaires

Baccalauréat ès lettres classiques-philosophie (Antananarivo, 1940).

Certificat d'études supérieures de grec (Sorbonne, 1948).

Certificat d'études supérieures de latin (Sorbonne, 1948).

Certificat d'études supérieures de géographie (Sorbonne, 1948).

Licence ès lettres (Sorbonne, 1949).

/...

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris, 1948).

Certificat délivré par l'Université de Cambridge (Royaume-Uni, 1952) (special course on English legal method).

Doctorat en droit d'Etat (Paris, 1955).

Activités professionnelles

Avocat à la Cour de Paris de 1948 à 1960.

Secrétaire d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation français de 1951 à 1960.

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Madagascar en 1961.

Avocat général, puis Président de la Chambre de cassation à la Cour suprême de Madagascar d'octobre 1962 au mois de septembre 1967.

Premier Président de la Cour suprême depuis octobre 1967.

Professeur de droit à l'Université de Madagascar et à l'Institut d'études judiciaires malgaches de 1961 à 1974.

Membre des commissions de codification des lois malgaches.

Membre du Conseil supérieur de la Magistrature.

Président de la Société malgache d'études juridiques.

Président de la Haute Cour de Justice.

Activités internationales

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail depuis 1964.

Rapporteur général de cette commission depuis 1969.

Membre des groupes d'études sur :

- a) L'inspection du travail (Conventions Nos 81 et 85, 1947) en 1966;
- b) Le travail forcé (Conventions No 29, 1930, et No 105, 1957) en 1968;
- c) La discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention No 111, 1958) en 1971;
- d) La politique de l'emploi (Convention No 122, 1964) en 1972;
- e) La liberté syndicale et la protection du droit d'organisation et de négociation collective (Conventions No 87, 1948, et No 98, 1949) en 1973;
- f) La consultation et la collaboration entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs aux échelons industriel et national (Recommandation No 113, 1960) en 1976;

/...

- g) Les droits économiques, sociaux et culturels (Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1966) en 1968.

Chef de la délégation malgache à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités. Vienne, 1968-1969.

Membre de la délégation malgache à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies - Représentant à la Commission juridique (1977).

Arbitre de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Arbitre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale).

Membre du Tribunal d'arbitrage constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale) /affaire "Société Ltd. Bonvenuti et Boufant" c. Gouvernement de la République populaire du Congo (instance en cours)/.

Membre, avec le Président Mendès-France, du Tribunal arbitral international présidé par le Professeur Roberto Ago (affaire Etat Malagasy c. Grands Moulins de Dakar (GMD), Genève, 1970-1972).

Membre, avec le Recteur P. Foriers de l'Université libre de Bruxelles, du Tribunal arbitral international présidé par le Doyen René Roblot (affaire Etat Malagasy c. SOBERI-Paris, 1974-1975).

Président de la Commission au Congrès des juristes francophones organisé sous l'égide de la Commission internationale des juristes de Dakar (Sénégal), en janvier 1967.

Président national du Centre de la paix mondiale par le droit.

Membre du Conseil d'experts dudit Centre.

Membre d'Emergency World Council (La Haye, Pays-Bas, 1977).

Membre de la Commission Board for International Due Process of Law (Chicago).

Membre associé de la Commission internationale des juristes (Genève).

Membre du Tribunal international (débat démonstratifs sur l'exploitation des fonds marins) organisé par le Centre de la paix mondiale par le droit à la Conférence internationale sur la paix, Manille, 21 au 26 août 1977.

Correspondant national pour l'étude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines (science juridique) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), mai-juillet 1972.

Chef du groupe des experts malgaches aux négociations franco-malgaches (Paris, Antananarivo), 1973.

Membre de l'American Society of International Law (Washington, D.C.).

Membre du Center for the Study of Democratic Institutions (Santa Barbara, Californie), 1971-1972.

Membre du Comité de rédaction de la Revue juridique et politique, Indépendance et coopération (Paris), depuis 1968.

Collaborateur étranger du Journal du droit international (CLUNET), Paris, de 1964 à 1972.

Boursier de la Division des droits de l'homme des Nations Unies, pour l'étude de l'ombudsman (Stockholm), juillet-août-septembre 1962.

Délégué de Madagascar au Séminaire des Nations Unies sur les recours judiciaires et autres recours contre les abus de l'autorité administrative (Stockholm), 12 au 29 juillet 1962.

Ancien Président national de l'Association des étudiants malgaches en Europe.

Membre du Tribunal arbitral, établi par la Chambre de commerce internationale dans l'affaire AGIP contre Etat Malagasy et la Société nationale de pétrole.

Consultant en droit international de la Banque centrale de la République démocratique de Madagascar, de la Compagnie des transports aériens Air Madagascar, de la Société nationale de l'eau et de l'électricité et de la Société nationale de pétrole.

Travaux

L'infraction flagrante en droit français, anglais et tchécoslovaque (étude de droit comparé, thèse, Paris, 1955).

Le système suédois de contrôle de l'administration et de la justice (étude effectuée pour la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1962).

Le droit judiciaire privé malgache (cours polycopié, Faculté de droit de Tananarive, 1969).

"Chronique de jurisprudence malgache en matière de droit international privé" (Journal du droit international (CLUNET), Paris, 1964, No 1).

"Esquisse d'une étude comparée du droit national malgache" (Bulletin de Madagascar, septembre 1964, No 220).

"L'ombudsman et la protection des droits de l'homme" (Revue sénégalaise de droit, 1er septembre 1967, Dakar).

"Les problèmes du recrutement et de la formation des juges" (communication à l'Assemblée mondiale des juges, Genève, juillet 1967).

"La Cour suprême malgache" (Recueil Penant, Paris, No 722, octobre-novembre-décembre 1968).

Contribution à l'étude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (mai-juillet 1972).

Systeme juridique malagasy dans "Law and Judicial Systems of Nations", Washington, D.C., 1977.

Le droit pénal spécial malgache (Université de Madagascar, 1973).

Sentences arbitrales internationales (Genève et Paris, 1972-1975).

Rapport sur la loi socialiste et la justice (Conférence des magistrats malgaches, Antananarivo, 1976).

Opinion individuelle dans l'affaire Deep Sea-Bed Mining Case, cour internationale organisée par la huitième Conférence internationale de la paix mondiale par le droit (Manille, août 1977).

"Le rôle des tribunaux dans la protection des droits et libertés et dans la politique du développement" (communication au Colloque africain francophone de Yaoundé (Cameroun), 1978).

Distinctions honorifiques

Commandeur de l'Ordre national malagasy, 1976.

Officier de l'Ordre national du mérite français, 1969.

Officier de l'Ordre du Croissant vert des Comores, 1970.

Médaille commémorative de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (Paris).

Médaille commémorative du cinquantième anniversaire de la Cour suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

N.B. Biographie figurant dans :

Who's Who in the World (Marquis' Who's Who, Chicago, Illinois): 1st ed. 1972-1973, 2nd ed. 1974-1975, 3rd ed. 1976-1977.

Dictionary of International Biography (Cambridge, England), 1974-1975 et 1976-1977.

Who's Who in Africa South of the Sahara (Europa Publications, London), depuis 1971.

/...

Dictionary of African Biography (Melrose, London), depuis 1970.

International Who's Who in Community Service, vol. II (London, 1976-1977).

Men of Achievement (Melrose, London), 1976.

World Directory of the High Courts of Nations (Washington, D.C.), 1977.

Paul REUTER
(France)

/Original : français/

Né le 12 février 1911.

Commandeur de la Légion d'honneur, Croix de guerre, 1939-1945.

Chargé de cours (1936), agrégé (1938), puis professeur titulaire des facultés de droit. A enseigné successivement dans les facultés de Nancy, Poitiers, Aix-en-Provence et Paris (1951). Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (1953).

Enseignements à l'Académie de droit international (1952 et 1961) et dans divers instituts et universités français et étrangers.

Directeur adjoint du Cabinet du Ministre de l'Information (1944), puis du Garde des Sceaux (1945); Conseiller technique au Cabinet du Ministre des forces armées (1947).

Membre (depuis 1948) du Comité central permanent de l'opium.

Vice-Président (1953-1968) de cet organisme; membre de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, puis Président depuis 1974.

Conseil du Ministère des affaires étrangères depuis 1948.

Agent, agent adjoint ou conseil de diverses affaires portées devant la Cour internationale de Justice, la Cour de Justice des Communautés européennes, la Cour européenne des droits de l'homme, la Commission de conciliation franco-suisse, etc.

Membre du Tribunal arbitral dans les affaires du Lac Lanoux (1957), de l'interprétation de l'Accord aérien de 1946 entre la France et les Etats-Unis (1963 et 1979) et dans l'affaire Holiday Inn v. Maroc; Président du Tribunal arbitral dans l'affaire Koweit c. American Independent Oil Cy.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1958.

/...

Membre du Tribunal européen pour l'énergie nucléaire (Convention du 20 décembre 1957) depuis 1960.

Membre de l'Institut de droit international (1963) et de l'Académie royale de Belgique (1972).

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 1964.

Membre de la délégation française à la Conférence de Vienne sur le droit des traités (1968).

Auteur de nombreux articles et ouvrages dont "Le droit international public" (traduit en espagnol); "Les institutions internationales" (traduit en anglais, espagnol et portugais); "Les organisations européennes"; "La Communauté européenne du charbon et de l'acier"; "Organisations européennes (traduit en espagnol); et "Introduction au droit des traités".

Willem RIPHAGEN
(Pays-Bas)

/Original : anglais/

Né le 1er janvier 1919.

Carrière

Etudes de droit à l'Université d'Amsterdam. Entre au Département juridique du Ministère de l'intérieur du Royaume des Pays-Bas en 1947; professeur de droit international à l'Université de Rotterdam depuis 1960; nommé Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères en 1954.

Membre de la délégation néerlandaise et représentant des Pays-Bas dans les comités juridiques de nombreuses conférences internationales, notamment celles réunies pour élaborer la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le Traité instituant la Communauté économique européenne et le Traité instituant l'Euratom.

Représentant des Pays-Bas à la Commission centrale pour la navigation du Rhin depuis 1963.

Membre de la délégation néerlandaise aux dixième (1955) et dix-septième (1962) et de la trente et unième à la trente-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et à la (première) Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1958).

/...

Président de la délégation néerlandaise aux Conférences des Nations Unies sur la réduction des cas d'apatridie (première session, 1959), sur le droit de la mer (1960), sur les relations diplomatiques (1961), sur le commerce de transit des pays sans littoral (1965) et sur le droit des traités (1968).

Vice-Président de la délégation néerlandaise à la troisième session en cours de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Représentant des Pays-Bas au Comité spécial des Nations Unies s'occupant des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (1964, 1966, 1967 et 1968) et au Comité des Nations Unies chargé des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale.

Président de la Conférence des Nations Unies sur la réduction des cas d'apatridie (deuxième session, 1961).

Rapporteur du Comité général de la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires (1963).

Membre suppléant du Comité des présidents et membres de tribunaux créé en vertu de l'article 3 de l'annexe C de l'Accord INTELSAT, depuis 1980.

Président du Comité de rédaction de la Conférence des Nations Unies sur le commerce de transit des pays sans littoral (1965).

Rapporteur à la session de 1966 du Comité spécial des Nations Unies s'occupant des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats.

Membre du Comité de rédaction de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (1968).

Président du Comité spécial (1968) des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats.

Vice-Président du Comité juridique de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.

Président de la Conférence internationale de droit aérien de La Haye (1970).

Représentant des Pays-Bas dans différentes affaires portées devant la Cour internationale de Justice.

Membre de la Commission permanente de conciliation entre la Belgique et la Finlande, de la Commission d'arbitrage établie aux termes de la Convention de Londres sur les pêcheries et du Comité d'experts des Nations Unies établi conformément à la résolution 2329 (XXII) de l'Assemblée générale relative aux méthodes d'établissement des faits.

/...

Maître de conférences à l'Académie de droit international de La Haye en 1961 et 1970.

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice pour l'affaire Barcelona Traction Light and Power Company, Limited (Belgique c. Espagne).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage.

Membre de la Commission du droit international depuis 1977.

Président du Tribunal d'arbitrage dans l'affaire de l'Accord du 27 mars 1946 relatif aux services aériens (Etats-Unis d'Amérique c. France), 1979.

Publications

"Overzicht van de Nederlandse rechtspraak over vragent van internationaal recht" (Etude des décisions prises par les tribunaux néerlandais sur des questions relevant du droit international), Jaarboek Ministerie van Buitenlandse Zaken, 1949-1950, 1950-1951, 1951-1952 et 1952-1953.

"De juridische structuur der Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal" (La structure juridique de la Communauté européenne du charbon et de l'acier), Leyde, 1955.

"Enige juridische aspecten van de betrekkingen tussen internationale instellingen" (Quelques aspects juridiques des relations entre institutions internationales), Internationale Spectator, vol. IX, No 21 (1955), p. 685 à 733.

"La jurisprudence de la Cour de Justice de la Communauté européenne du charbon et de l'acier", Netherlands International Law Review, 1955, p. 384-408.

"Internationaal Bestuursrecht in wording" (Elaboration du droit administratif international), Bestuurswetenschappen, 1957, p. 249-276 et 309-366.

"Over concentratie en delegatie bij internationale instellingen" (Concentration et délégation de pouvoirs dans le droit des institutions internationales), Netherlands International Law Review, 1959, p. 229-253.

"Iets over de betekenis der structuur van verdragen en besluiten van internationale instellingen voor de internationale en interne rechtsorde" (La signification de la structure des traités et des décisions des institutions internationales pour le droit international et le droit interne) dans Opstellen aangeboden aan Prof. Mr. Dr. G. van den Bergh, 1960, p. 192-210.

"De betekenis van de vlag van schepen voor het volkenrecht" (La nationalité des navires en droit international public), Medelingen van de Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht, No 41, 1959, p. 1-30.

- "De relaties tussen volkenrecht en nationaal recht in de regeling van het internationale economische verkeer" (Les rapports entre le droit des nations et le droit interne dans la réglementation des échanges économiques internationaux), Discours inaugural, Rotterdam, 1960.
- "Les traités et accords internationaux en matière nucléaire" dans Il Diritto dell'energia nucleare, Milan, 1961.
- "Les rapports entre le droit public et le droit privé et les règles applicables en matière de conflit de lois", Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1961.
- "Enige opmerkingen over het negatief conflict van nationaliteitswetgevingen" (Remarques sur le "conflit négatif" des lois relatives à la nationalité) dans Volkenrechtelijke Opstellen aangeboden aan Prof. Dr. Gesina van der Molen, 1962.
- "Enige aantekeningen over de relatie volkenrecht - nationaal recht" (Notes sur les rapports entre le droit international et le droit interne) dans De Conflictu Legum, bundel opstellen aangeboden aan Kolléwijn en Offerhaus, 1962.
- "De Conferentie van Wenen inzake het diplomatieke verkeer" (La Conférence de Vienne sur les relations diplomatiques) dans Internationale Spectator, vol. XVI, 1962.
- "De Londense Visserijconferentie 1963-1964" (La Conférence de Londres sur les pêcheries, 1963-1964) dans Internationale Spectator, vol. XVIII, 1964.
- "Combinatie van Gemeenschapsrecht en nationaal recht" (Rapports entre le droit des communautés européennes et le droit interne) dans Europese Monografien, No 1, 1964.
- "La législation en matière de transport des communautés européennes, ses rapports avec les traités internationaux et ses conséquences pour les Etats Membres" dans le Common Market Law Review, 1965-1966.
- "Internationaalrechtelijke aspecten van de fiscale harmonisatie in de EEG" (Aspects de l'harmonisation des systèmes fiscaux des pays de la Communauté économique européenne intéressant le droit international) dans Europese Monografien, No 7, 1966.
- "Vrijheid van Rijnscheepvaart en douane-regiem" (Liberté de la navigation sur le Rhin et règlement douanière), Netherlands International Law Review, 1969.
- "National and international regulation of international movement and the legal position of the private individual" (Réglementation nationale et internationale des déplacements internationaux et situation juridique des particuliers), Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1970.

/...

- "De bijdrage van het Internationaal Gerechtshof in de internationale geschillenbeslechting" (Contribution de la Cour internationale de Justice au règlement des différends internationaux) dans Een kwart eeuw UNO, Bruxelles, 1970.
- "De internationale aspecten van de status van vreemdelingen, in het bijzonder in het licht van de rechten van de mens" (Aspects internationaux de la condition des étrangers, en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme) dans De vreemdeling in Nederland, Leyde, 1972.
- "The jurisdiction of the coastal state" (La juridiction de l'Etat côtier) dans The Future of the Law of the Sea, 1972.
- "The legal consequences of illegal acts under public international law" (Conséquences juridiques des actes illicites en droit international public) dans Netherlands International Law Review, 1973.
- "International legal aspects of artificial islands" (Les îles artificielles en droit international) dans International Relations, novembre 1973.
- "Some reflections on functional sovereignty" (Quelques réflexions sur la souveraineté fonctionnelle) dans Netherlands Yearbook of International Law, 1975.
- "Mechanisms of supervision in the future law of the sea" (Les mécanismes de contrôle dans le futur droit de la mer) dans Jhr. Van Panhuys-bundel, 1980.
- "The international concern for the environment as expressed in the concept of 'Common heritage of mankind' and 'Shared natural resources'" (L'intérêt international pour l'environnement, tel qu'il se manifeste dans les notions de "patrimoine commun de l'humanité" et de "partage des ressources naturelles") dans Trends in environmental policy and law, 1980.
- "Bespreking van Verheul : de openbare orde als tweesnijdend zwaard" (Etude de Verheul : l'ordre public, épée à double tranchant) dans RM Themis 1979/3, p. 308-312.
- "La navigation dans le nouveau droit de la mer" dans Revue générale de droit international public, 1980, No 1, p. 144-177.
- "Nieuwe ontwikkelingen in het Internationale Zeerecht" (Evolution récente du droit de la mer), Internationale Spectator, 1980.
- "Rapport préliminaire sur le contenu, les formes et les degrés de la responsabilité des Etats", document des Nations Unies A/CN.4/330, 45 pages, Annuaire de la Commission du droit international, 1980.

/...

"Diverses interventions devant la Commission du droit international sur la responsabilité des Etats, la succession d'Etats, les traités conclus entre Etats et organisations internationales, le droit relatif aux utilisations des voies d'eau internationales, les immunités juridictionnelles des Etats, la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international", dans Annuaire de la Commission du droit international de 1977, 1978, 1979 et 1980.

"Over zeerecht" (Divers exposés sur le droit de la mer), dans "Jaarboeken", Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas, 1973-1974.

"Opinion dissidente dans l'affaire Barcelona Traction", Rapports de la Cour internationale de Justice, 1970, p. 335 à 338.

(Avec Reuter et Ehrlich :) "Sentence arbitrale dans l'affaire de l'Accord du 27 mars 1946 relatif aux services aériens opposant les Etats-Unis d'Amérique et la République française" (1979), dans Recueil des sentences arbitrales, vol. XVIII, 1980.

"Avis concernant les affaires relatives au plateau continental" dans Pleadings of the International Court of Justice (Mémoires de la Cour internationale de Justice), vol. II, p. 122 à 131 du texte anglais.

Observations orales à propos de "Certaines dépenses de l'Organisation des Nations Unies" dans Pleadings of the International Court of Justice (Mémoires de la Cour internationale de Justice), p. 310 à 322 du texte anglais.

Observations orales à propos de la "Composition du Comité de sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime" dans Pleadings of the International Court of Justice (Mémoires de la Cour internationale de Justice), p. 351 à 360, 430 et 439 du texte anglais.

Sir Ian SINCLAIR

(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

/Original : anglais/

Né le 14 janvier 1926.

Formation

King's College, Cambridge, 1943-1944 et 1948-1950; B.A., 1948, LL.B., 1949 (mention très bien).

Inscrit au Barreau, Middle Temple, 1952.

Membre du corps des doyens des Inns of Court, 1980.

/...

Carrière

Conseiller juridique adjoint, Foreign Office, 1950-1957. Conseiller juridique, Ambassade du Royaume-Uni à Bonn, 1957-1960. Conseiller juridique adjoint, Foreign Office, 1960-1964. Conseiller juridique, Mission du Royaume-Uni auprès de l'ONU et Ambassade du Royaume-Uni à Washington, 1964-1967. Conseiller juridique, Foreign Office (appelé ensuite Foreign and Commonwealth Office), 1967-1971. Sous-conseiller juridique, Foreign and Commonwealth Office, 1971-1973. Deuxième conseiller juridique, Foreign and Commonwealth Office, 1973-1975. Conseiller juridique, Foreign and Commonwealth Office, depuis 1976.

A été conseiller juridique de la délégation du Royaume-Uni à de nombreuses conférences et négociations internationales, notamment : Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications, Buenos Aires, 1952; Conférence européenne des Ministres des transports, Bruxelles, 1953; Conférence internationale sur l'étain, Genève, 1953; Conférence de Genève sur la Corée et l'Indochine, 1954; négociations visant la conclusion d'un protocole additionnel à l'Accord de l'OTAN définissant le statut des forces, sur le statut des forces stationnées en République fédérale d'Allemagne, Bonn, 1957-1959; négociations en vue de l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique européenne, Bruxelles, 1960-1963; Conférence sur le commerce de transit des pays sans littoral, New York, 1965; Conférence de Vienne sur le droit des traités, 1968 et 1969 (Vice-Président de la délégation du Royaume-Uni); négociations sur l'élargissement de la Communauté économique européenne, Bruxelles, 1970-1972; Convention de Vienne sur la succession d'Etats en matière de traités, 1977 et 1978 (Président de la délégation du Royaume-Uni).

Expert désigné par le Royaume-Uni au Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur les immunités juridictionnelles des Etats, 1967-1972; représentant du Royaume-Uni au Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme, 1972-1976; représentant du Royaume-Uni au Comité directeur du Conseil de l'Europe sur la coopération juridique depuis 1976 (membre du Bureau depuis 1979).

Représentant suppléant du Royaume-Uni, de la dix-neuvième à la vingt et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et représentant du Royaume-Uni à la Sixième Commission, de la dix-huitième à la vingt et unième, de la trente et unième à la trente-troisième et à la trente-cinquième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Rapporteur du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif, New York, 1965.

Représentant du Royaume-Uni au Comité spécial des Nations Unies s'occupant des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, à ses sessions tenues en 1964 (Mexico), 1966 (New York), 1967 (Genève), 1968 (New York) et 1970 (Genève); représentant du Royaume-Uni au Sous-Comité juridique du Comité de l'espace extra-atmosphérique, 1964-1966.

/...

Observateur du Gouvernement britannique aux négociations en vue de la conclusion d'un traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, Mexico, 1977, et à la vingt-cinquième session du Comité consultatif juridique afro-asiatique, tenue à Djakarta en 1980.

A participé, comme représentant adjoint du Royaume-Uni, à l'arbitrage de l'affaire Greek Diverted Cargoes, Paris, 1954; et comme représentant et conseil du Royaume-Uni à l'arbitrage du différend entre le Royaume-Uni et la France concernant le plateau continental, Genève, 1977 et 1978.

Activités diverses

Membre du Comité consultatif de rédaction de la Human Rights Review; membre du Comité de rédaction du British Year Book of International Law; membre du Comité de gestion de l'Institut britannique de droit international et comparé; membre du Comité exécutif de la section britannique de l'Association de droit international; membre du Comité de gestion de l'Institut of Advanced Legal Studies; membre de la Commission de recours de l'Union de l'Europe occidentale, 1977-1979.

Fait compagnon de l'Ordre de Saint-Michel et de Saint-Georges en 1972 et commandeur de cet Ordre en 1977; nommé au Conseil de la Reine en 1979.

Nommé médiateur par l'Organisation des Nations Unies aux fins de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

Principales publications

Livres

Vienna Convention on the Law of Treaties, 1973, Manchester University Press (texte des conférences Schill, 1973).

Cinq chapitres du Guide to Diplomatic Practice de Satow, cinquième édition, 1979.

Articles

"Note on the Danube Conference, 1948", British Year Book of International Law, 1948.

"Nationality of Claims: British Practice", British Year Book of International Law, 1950.

"Notes en private international law cases", British Year Book of International Law, 1951 à 1955-1956 (inclus).

"Polygamous Marriages in English Law", British Year Book of International Law, 1954.

"The Principles of Treaty Interpretation and their Application by the English Courts", International and Comparative Law Quarterly, 1963.

/...

"Vienna Conference on the Law of Treaties", International and Comparative Law Quarterly, 1970.

"European Convention on State Immunity", International and Comparative Law Quarterly, 1972.

"Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States", dans Essays in honour of Krishna Rao, 1975.

"The Concept of a Continental Shelf", Proceedings and Papers of the Fifth Commonwealth Law Conference, Edinbourg, 1977.

"Some Reflections on the Vienna Convention on Succession of States in respect of Treaties", dans Essays in honour of Erik Castren, 1979.

"The Law of Sovereign Immunity: Recent Developments" (série de cinq conférences données à l'Académie de droit international de La Haye, 1980 - en cours de publication).

"Some Procedural Aspects of Recent International Litigation" (texte de la quatrième Conférence F. A. Mann, donnée à Londres en octobre 1980 - en cours de publication).

"United Kingdom Treaty Law and Practice" (chapitre consacré au Royaume-Uni dans le livre intitulé National Treaty Laws and Practices - en cours de publication).

"The Practice of International Law: the Foreign and Commonwealth Office" (chapitre du livre intitulé The Teaching and Practice of International Law - en cours de publication).

Giuseppe SPERDUTI
(Italie)

/Original : français/

Né le 19 mars 1912 à Giuliano di Roma.

Etudes universitaires à Rome (1931-1934). Docteur en jurisprudence en 1934.

Chargé de cours de droit international et de philosophie du droit à l'Université d'Urbino en 1942-1943. En 1947, nommé professeur extraordinaire de droit international à l'Université de Sassari. Professeur ordinaire en 1950. En 1954, transféré à la chaire des organisations internationales de l'Université de Rome et, à présent, titulaire dans cette même université de la chaire de droit international public.

Agent du Gouvernement italien près le Tribunal des Nations Unies en Erythrée (1953-1954). Membre de la délégation italienne à la huitième session de la Conférence de La Haye de droit international privé (1956). Membre italien de

/...

la Commission arbitrale sur les biens, droits et intérêts en Allemagne, pendant la durée des affaires italiennes. Membre de la délégation italienne à l'Assemblée générale des Nations Unies à partir de la quatorzième session (affecté notamment à la Sixième Commission). Membre du Conseil du contentieux diplomatique auprès du Ministère des affaires étrangères d'Italie. A partir de 1960, membre de la Commission européenne des droits de l'homme et, à présent, Premier Vice-Président de cette commission. En 1967-1968, conseil des Communautés européennes à la Cour de Justice de Luxembourg. Représentant de l'Italie à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à partir de la dix-huitième session et, sauf quelques brèves interruptions, jusqu'à la trente-troisième session. Chef de la délégation italienne d'experts gouvernementaux à la Conférence de Genève sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (1971).

Directeur, jusqu'à 1970, de l'Institut de droit international "D. Anzilotti" de l'Université de Pise. Co-directeur de la Rivista di diritto internazionale. Co-directeur du recueil Etudes sur les problèmes de la circulation et de l'établissement dans le Traité de Rome. Membre du Conseil exécutif de la Société italienne pour l'organisation internationale. Membre de la Commission nationale italienne pour l'UNESCO. Président du Comité consultatif italien pour les droits de l'homme. Membre de l'Institut de droit international et de l'Association de droit international. Rapporteur, dans ledit Institut, sur le sujet : "La sauvegarde des droits de l'homme et le principe de non-intervention dans les affaires intérieures".

Décoré par le Président de la République italienne de la médaille d'or du mérite pour l'enseignement, l'art et la culture.

Cours professés à l'Académie de droit international de La Haye :

L'individu et le droit international, 1956.

Cours général de droit international privé, 1967.

Parmi les autres publications en langues française, anglaise et allemande :

"La personne humaine et le droit international", dans Annuaire français de droit international, 1961.

"La recevabilité des exceptions préliminaires de fond dans le procès international", Rivista di diritto internazionale, 1970.

"Des actions judiciaires intentées dans un Etat du chef de nationalisations et d'expropriations opérées dans un autre Etat", Mélanges Ch. Rousseau, Paris, 1974.

"Les lois d'application nécessaire en tant que lois d'ordre public", Revue critique de droit international privé, 1977.

"Consensus in International Law", in Italian Yearbook of International Law, 1977.

/...

"Dualism and Monism: A Confrontation to be Overcome", ibid, 1978.

"Bemerkungen zum Urteil des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte vom 28 Juni 1978 im Fall König", in Grundrechte, 1979.

Ouvrage le plus récent : Diritto comunitario e ordinamento interno, Padoue, 1981.

Les éléments suivants sont tirés d'un rapport académique adopté à l'unanimité par la Faculté des sciences politiques de l'Université de Rome le 19 juin 1978 :

"Avec 40 ans d'activités scientifiques très poussées, le professeur Giuseppe Sperduti se situe parmi les personnalités scientifiques prééminentes.

Ses titres comprennent plus de 100 publications : articles, essais, monographies, cours de droit international public (Lezioni, Milano, 1958), de droit international privé (cours général à l'Académie de droit international de La Haye, 1967), de droit de la procédure civile internationale (Lezioni, Pisa, 1958), du droit des organisations internationales (Nozioni introduttive, Roma, 1972).

Son engagement dans la recherche n'a pas connu d'interruption avec le temps, à telle enseigne que les travaux qu'il a accomplis depuis 1970 jusqu'à l'année académique 1977-1978, dans sa première période d'enseignement à la Faculté de Rome, dépassent le nombre de 40.

L'incidence des résultats de ses recherches peut être constatée en relation à des travaux plus anciens, tels que "Limiti della giurisdizione italiana in materia di sequestro conservativo e di provvedimenti cautelari in generale", 1938, et "Contributo alla teoria delle situazioni giuridiche soggettive", 1944. Au premier de ces travaux se rattache l'insertion dans le code de procédure civile italien, pour la première fois dans l'histoire de la codification, d'une disposition correspondante concernant la saisie-arrêt et autres mesures conservatoires.

On connaît bien l'impulsion qu'il a donnée à l'étude d'un des problèmes les plus graves de notre époque, à savoir l'individu dans le droit international; ses travaux comprennent une monographie écrite sur ce sujet en 1950 et le cours correspondant donné à l'Académie de droit international de La Haye et par la suite toute une série de contributions relatives aux libertés et droits fondamentaux.

Pour ce qui est d'autres sujets, on se bornera, par souci de brièveté, à mentionner deux travaux récents : "La recevabilité des exceptions préliminaires de fond dans le procès international" dans "Mélanges Cassin", 1970, et "Norme di applicazione necessaria e ordine pubblico", dans Rivista di diritto internazionale privato e processuale, 1976. Après la publication du premier de ces travaux, on a modifié dans ce sens le Règlement de la Cour internationale de Justice (nouveau Règlement 1973, art. 67). Cette modification est à apprécier en tenant présent à l'esprit le fait que dès l'époque

/...

de la Cour permanente de Justice internationale, il a été de jurisprudence constante de ne pas admettre comme exceptions préliminaires dans le procès international d'autres exceptions que celles de procédure (compétence et recevabilité). Le deuxième de ces travaux a trait à un sujet de théorie générale du droit international privé. La notion mentionnée plus haut de la catégorie des normes d'application nécessaire, introduite par le professeur Sperduti il y a un quart de siècle, peut désormais être considérée comme acquise au patrimoine scientifique commun par suite de la faveur qu'elle a progressivement acquise dans les doctrines italienne et étrangères.

De très récents travaux marquent le commencement d'une révision sur des sujets concernant l'essence même du droit international : on citera "Il primato del diritto internazionale nel sistema del diritto interno", Rivista di diritto internazionale, 1978."

Constantin A. STAVROPOULOS
(Grèce)

/Original : français/

Né à Athènes le 15 août 1905.

Carrière

Diplômé de la Faculté de droit d'Athènes. A fait des études à la London School of Economics.

Secrétaire général et Gouverneur suppléant d'Epire, 1933-1936.

Conseiller juridique à l'Ambassade de Grèce à Londres, 1941-1946.

Président du Tribunal maritime grec en Angleterre, 1942-1946.

Président suppléant de la Grèce à la Commission pour les crimes de guerre aux Nations Unies, 1943-1946.

Conseiller juridique de la délégation grecque à la Commission préparatoire des Nations Unies et à la première session de l'Assemblée générale à Londres et à la Conférence pour la paix à Paris, 1946.

Membre du Secrétariat des Nations Unies, 1946-1974.

Membre et par la suite Directeur suppléant de la Division pour le développement et la codification du droit international, 1946-1949.

Secrétaire adjoint de la Commission pour la Palestine des Nations Unies, 1947.

/...

Conseiller juridique principal du Médiateur des Nations Unies en Palestine, Comte F. Bernadotte, et du Médiateur suppléant, Ralph K. Bunche, 1948-1949.

Directeur de la Division des immunités et traités, 1950.

Représentant du Secrétaire général en Corée, 1950-1951.

A la tête du Service juridique des Nations Unies :

- comme Directeur principal, de 1952 à 1955;
- comme Sous-Secrétaire en 1955;
- comme Secrétaire général adjoint (Under-Secretary-General) de 1969 à 1973.

En plus de ces fonctions :

Elu Commissaire suppléant des Nations Unies pour la Namibie, 1967-1969.

Chargé du Secrétariat de l'Assemblée générale, 1969-1972.

Représentant du Secrétaire général à toutes les conférences des Nations Unies pour la codification du droit international, à savoir :

- Première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1958);
- Conférence sur l'élimination ou la réduction des apatrides (1958 et 1961);
- Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1960);
- Conférence sur les relations et immunités diplomatiques (1961);
- Conférence sur les relations consulaires (1963);
- Conférence sur le droit des traités (1968 et 1969).

Nommé représentant spécial du Secrétaire général à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1973-1974).

Député d'Etat aux élections de novembre 1974, 1977.

Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, 1975-1977.

Ambassadeur itinérant, chargé de missions spéciales, 1978.

Chef de la délégation hellénique à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1975.

Prix international de la paix Dag Hammarskjöld, 1980.

Sompong SUCHARITKUL
(Thaïlande)

/Original : anglais/

Date et lieu de naissance : 4 décembre 1931, Bangkok.

Titres universitaires et professionnels

Université d'Oxford : B.A. avec mention (jurisprudence), 1953; M.A., D.Phil.
(droit international), 1955.

Université de Paris (Faculté de droit) : doctorat en droit, 1954. Diplôme d'études
supérieures de droit international public, 1954.

Université Harvard (Faculté de droit) : LL.M. (études juridiques internationales),
1956.

Middle Temple : Barrister-at-Law, 1954.

Académie de droit international de La Haye : diplôme de l'Académie, 1958.

Poste actuel

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande en Italie.

Membre de la Commission du droit international.

Fonctions exercées et expérience acquise dans le domaine du droit international
et des relations internationales

Chargé de cours de droit international et de relations internationales à
l'Université de Chulalongkorn (Faculté des sciences politiques), 1956-1957.

Chargé de cours de droit économique international à l'Université de Thammasat
(Division des hautes études, Faculté d'économie), 1956-1957.

Invité à donner des cours de droit international aux Ecoles de l'armée de terre,
de mer et de l'air ainsi qu'à l'Ecole de défense nationale en Thaïlande,
1959-1970.

Membre du Conseil national de recherche thaïlandais, et jusqu'en 1967, secrétaire
de la section juridique (organisme national), 1959-1970.

Entré au Ministère des affaires étrangères, depuis 1959.

Deuxième secrétaire, Division juridique, Département des traités et des affaires
juridiques, 1960.

/...

Secrétaire du Comité national chargé de l'examen des traités et conventions et, depuis 1969, membre et secrétaire du Comité (organisme national), 1960-1970.

Conseiller, au nom du Gouvernement thaïlandais, auprès de la Cour internationale de Justice, La Haye, dans l'affaire du Temple de Phra Vihar, 1961.

Représentant de la Thaïlande à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1960, 1962, 1965, 1967, 1969, 1971, 1978, 1979 et 1980.

Chef de la délégation thaïlandaise au Comité juridique consultatif africano-asiatique, 1961-1966, 1979 et 1980.

Membre fondateur et Secrétaire (1963-1965) du Conseil des affaires mondiales et du droit international de Thaïlande, 1963.

Chef de la Division du Département des organisations internationales, 1963.

Participant à la Table ronde de professeurs de droit international du Sud-Est asiatique, Singapour, 1964.

Secrétaire du Ministre des affaires étrangères, 1964-1967.

Premier secrétaire, Département des organisations internationales, 1965.

Observateur officiel représentant le Comité juridique consultatif africano-asiatique à la cinquième session du Comité juridique interaméricain, 1965.

Secrétaire général adjoint du secrétariat national du Conseil de l'Asie et du Pacifique (Thaïlande), 1966-1967.

Directeur des affaires de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est, Département des organisations internationales, 1967.

Secrétaire exécutif de la deuxième réunion ministérielle du Conseil de l'Asie et du Pacifique, Bangkok, 1967.

Secrétaire chargé de l'organisation de la session inaugurale de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Bangkok, 1967.

Elu représentant de la Thaïlande à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, 1967.

Participant à la Table ronde sur les problèmes de droit international en Asie, Hong-kong, 1967.

Secrétaire général du secrétariat national de la Thaïlande pour le Conseil de l'Asie et du Pacifique; Secrétaire général du secrétariat national de la Thaïlande pour l'ANASE, 1967-1970.

/...

Représentant des pays asiatiques au premier Colloque de La Haye sur le droit commercial international, 1968.

Directeur général du Département Économique du Ministère des affaires étrangères; Membre du Conseil de l'aviation civile de Thaïlande; Président du Comité interdépartemental de la coopération sociale et économique (organisme national), 1968-1970.

Elu président de la première réunion des services nationaux de coopération économique et sociale des pays d'Asie, Bangkok, 1969.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande aux Pays-Bas, en Belgique et au Luxembourg, en même temps que chef de la Mission de la Thaïlande auprès de la Communauté économique européenne, avril 1970-octobre 1973.

Chef de la délégation thaïlandaise à la Conférence de La Haye sur le droit aérien, décembre 1970.

Chef de la délégation thaïlandaise à la Conférence sur la création d'un fonds internationale d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, Bruxelles, novembre-décembre 1971.

Participant à la Conférence de Bellagio sur les droits individuels et l'Etat dans le domaine des affaires étrangères à laquelle il a présenté des communications, 1972.

Invité à donner des cours sur les relations internationales au Centre d'études du Sud-Est asiatique et de l'Extrême-Orient, Bruxelles, 1972-1973.

Vice-Président du Comité de Bruxelles de l'ANASE, 1972-octobre 1973.

Membre associé de l'Institut de droit international, Genève, depuis septembre 1973.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande au Japon, novembre 1973-mars 1977.

Invité à donner des cours à la session de l'Académie de droit international de La Haye tenue à Bangkok, 1974.

Invité à donner des cours sur les "Aspects juridiques de la coopération économique en Asie" lors de la session à Bangkok de l'Académie de droit international de La Haye, janvier-février 1974.

Invité à donner des cours sur l'Asie du Sud-Est et le Japon à l'Ecole supérieure de l'Université de Sophia, Tokyo (Japon), février 1975.

Invité à donner des cours à la session ordinaire de l'Académie de droit international de La Haye, 1976.

Membre de la Commission du droit international, 1977.

/...

Représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'UNESCO, 1977.

Invité à donner des cours à la session de l'Académie de droit international de La Haye tenue à Tokyo, 1978.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande en France et au Portugal, mars 1977-septembre 1978.

Représentant de la Thaïlande à la Cour permanente d'arbitrage, depuis 1978.

Directeur général du Département des traités et des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères, septembre 1978-octobre 1980.

Chef de la délégation thaïlandaise à la huitième session et à la reprise de la huitième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer; expert juridique du Groupe des 77 à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1979.

Chef de la délégation thaïlandaise à la neuvième session et à la reprise de la neuvième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1980.

Coprésident adjoint de l'Office commun thaïlando-malaisien d'exploitation des ressources des fonds marins dans une zone définie du plateau continental des deux pays dans le golfe de Thaïlande, et Coprésident du Comité juridique de l'Office, 1980.

Participant à la troisième Conférence Armand Hammer sur "Paix et droits de l'homme = droits de l'homme et paix", Varsovie, 1980.

Participant à l'atelier de l'Académie de droit international de La Haye sur le thème : "Le nouvel ordre économique international : aspects commerciaux, technologiques et culturels", La Haye, 1980.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Thaïlande en Italie, depuis octobre 1980.

Publications relatives au droit international et aux relations internationales

Ouvrages

Les immunités juridictionnelles des navires publics affectés aux activités commerciales, thèse, Paris, 1954.

State Immunities and Trading Activities in International Law, 1959, Stevens and Sons, Ltd., Londres.

Articles

En anglais

- "The Rule of Law under the Legal System of Thailand", Journal de la Commission internationale des juristes, 1957.
- "The Problem of Defining Indirect Aggression and Subversion", Documents rassemblés en l'honneur de H.R.H. Krommun Naradhip Bongsprabandh, 1963.
- "The Outlook of Afro-Asian Solidarity", Foreign Affairs Bulletin, vol V, No 2, 1965.
- "The Principles of Friendly Relations and Cooperation among States under the Charter of the United Nations", Saranrom Journal, 1963, 1966 et 1968.
- "The Second Afro-Asian Conference", Journal du Conseil des affaires mondiales et du droit international, vol. I, No 1, 1966.
- "Thailand and Regional Cooperation", Foreign Affairs Bulletin, vol. V, No 6, 1966.
- "Good Offices as a Means of Settling Regional Differences", International Arbitration, Liber Amicorum en l'honneur de Martin Domke, 1967, publié sous la direction de Pieter Sanders, Martinus Nijhoff, La Haye.
- "Jus cogens as an essential part of the Law of Treaties", document présenté à la Conférence mondiale de Bangkok sur la paix mondiale par le droit, 7-12 septembre 1969.
- Individual Rights and the State in Foreign Affairs (rapport de pays : Thaïlande), juin 1972 (non publié).
- "Quelques remarques sur le rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) traitant des travaux réalisés au cours de sa quatrième session", Saranrom Journal (2515), 1973, p. 81.
- "Immunities from Attachment and Execution in respect of Property of Foreign States", Netherlands Yearbook of International Law, 1979.

En thaïlandais

Plusieurs rapports et articles sur le droit international, notamment :

Ratification et force obligatoire des traités, Bot Pandit, 20 (1962-III), p. 562 à 586.

La Cour internationale, Journal du Conseil des affaires mondiales et du droit international, III (1971), p. 1 à 29.

/...

Nationalité des personnes morales conformément au droit thaïlandais, mai 1972, 51 pages (non publié).

Rapports entre le droit national et le droit international dans le système juridique thaïlandais, août 1972, 83 pages (non publié).

Nationalité des personnes en droit international, Saranrom Journal (2516), 1973, p. 7.

Abrogation des traités inégaux sous le règne du roi Rama VI, Thai Encyclopedia on King Rama VI, 1980.

Langues de travail

Thaïlandais, anglais, français et espagnol.

Doudou THIAM
(Sénégal)

/Original : français/

Né le 3 février 1926 à Bambey (Sénégal).

Diplômes obtenus

Licence en droit.

Doctorat en droit.

Diplôme d'études supérieures de droit public.

Fonctions occupées

Avocat (1955-1960).

Ministre des finances.

Ministre de la justice.

Ministre des affaires étrangères (1960-1968).

Président du Conseil économique et social.

Membre de la Commission du droit international.

/...

Publications et conférences

Politique étrangère des Etats africains (1963).

Fédéralisme africain (1970).

A dispensé à l'Académie de La Haye un cours sur le fédéralisme en Afrique (1970).

A dispensé également, au titre cours extérieurs de l'Académie de La Haye, un cours sur le règlement international des conflits en Afrique.

Nicolaï Aleksandrovitch USHAKOV

(Union des Républiques socialistes soviétiques)

/Original : russe/

Né à Moscou, le 19 novembre 1918. Docteur ès sciences juridiques, professeur de droit international.

Diplômé, en 1947, de l'Institut des hautes études diplomatiques du Ministère des affaires étrangères de l'URSS. Entré, en 1948, à l'Institut d'Etat et de droit de l'Académie des sciences de l'URSS, où il est actuellement chef de section; a, en 1963, obtenu le doctorat ès sciences juridiques et reçu le titre de professeur.

Membre, depuis 1960, du Comité exécutif de l'Association soviétique de droit international.

Membre de la délégation soviétique à de nombreuses conférences, dont la Conférence de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) et la Conférence de Vienne sur la succession d'Etats en matière de traités (1978).

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haue depuis 1966 et de la Commission du droit international depuis 1967.

A écrit plus de 100 ouvrages de droit international.

Alexander YANKOV

(Bulgarie)

/Original : anglais/

Né le 22 juin 1924 à Bourgas (Bulgarie).

Marié. Deux enfants.

/...

Formation universitaire

Diplômé de droit et de jurisprudence summa cum laude de la Faculté de droit de l'Université de Sofia; docteur en droit international de l'Université de Sofia; auditeur à l'Académie de droit international de La Haye; membre correspondant de l'Académie des sciences de la Bulgarie; membre associé de l'Académie de droit international de La Haye.

Carrière

Chargé de cours à l'Institut de droit international de la Faculté de droit de l'Université d'Etat de Sofia, 1951-1954.

Secrétaire de l'Union internationale des étudiants à Prague, 1954-1957.

Maître de conférences en droit international à l'Université d'Etat de Sofia, 1957-1964.

Conseiller à la Mission permanente de la République populaire de Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies. Membre de la délégation bulgare à l'Assemblée générale des Nations Unies à plusieurs reprises, à partir de la dix-neuvième session de 1964 (1965-1968).

Professeur de droit international à l'Université d'Etat de Sofia, depuis 1968.

Aux Nations Unies, Vice-Président du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la zone nationale, 1968-1973.

Membre de la Cour d'arbitrage auprès de la Chambre de commerce bulgare, depuis 1970.

Membre du Conseil de planification de l'International Ocean Institute, Malte, depuis 1970.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, depuis 1971.

Ambassadeur de la République populaire de Bulgarie auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (mars 1972-juin 1976).

Membre du Conseil exécutif de l'Association de droit international, depuis 1973.

Président de la huitième Assemblée de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, Londres, novembre 1973.

Président de la Quatrième Commission de la Conférence internationale de Londres sur la pollution des mers, 1973.

Président de la Troisième Commission de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, depuis 1973.

Vice-Ministre des affaires étrangères, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent de la République populaire de Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York). Chef adjoint de la délégation bulgare de la trente et unième à la trente-quatrième sessions et à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, 1976-1980.

Membre de la Commission du droit international depuis 1977. Nommé en 1978 rapporteur spécial sur le sujet suivant : "Statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique".

Membre du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, depuis 1978.

Membre associé de l'Institut de droit international, depuis 1979.

Membre correspondant de l'Académie des sciences de la Bulgarie, depuis 1981.

Connaissances linguistiques

Anglais, russe et français, en plus du bulgare.

Principaux ouvrages publiés

Le système européen de sécurité collective, 1958, Sofia.

Les réserves qui accompagnent la déclaration d'acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, 1961, Sofia.

Le Traité de paix avec les deux Allemagnes et ses effets juridiques, 1962, Sofia.

Principes du droit international appliqués à la procédure bulgare en matière de traités, 1964, Sofia.

Les Nations Unies : statut juridique et personnalité internationale, 1965, Sofia.

La Déclaration des Nations Unies relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et l'évolution du droit international, 1971, Sofia.

Les Nations Unies et l'évolution du droit commercial international, 1971, Sofia.

La contribution de Lénine et de l'Etat soviétique à la promotion du droit à l'autodétermination en tant que principe du droit international, 1970, Sofia.

Exploration et utilisations du fond des mers : un nouveau cadre juridique, 1970, Sofia.

Les incidences du système socialiste mondial sur le développement progressif du droit international, 1973.

/...

La responsabilité internationale en matière de protection du milieu marin (rapport publié sous les auspices du Financial Times), 1974, Londres.

La révolution technique et le droit international, 1974, Sofia.

La démilitarisation du fond des mers, 1970.

L'élaboration des principes de la politique étrangère bulgare, 1972, Sofia.

La contribution de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) au développement du droit commercial international, 1971, Sofia.

Les limites à l'action de l'Organisation des Nations Unies en matière de conclusion de traités, 1963, Sofia.

Le statut juridique des étrangers résidant temporairement en Bulgarie et les exigences du droit international, 1964, Sofia.

"Les rapports entre la diplomatie bilatérale et la diplomatie multilatérale", paru dans International Relations, 1979, Sofia.

"La Conférence sur le droit de la mer à la croisée des chemins", paru dans Virginia Journal of International Law, vol. 18, automne 1977.

"La République populaire de Bulgarie et la promotion des principes de la coexistence pacifique, de la détente et du désarmement aux Nations Unies", paru dans International Relations, 1979.

La République populaire de Bulgarie et l'Organisation des Nations Unies à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'entrée de la Bulgarie à l'Organisation, 1980, Sofia.

"La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et l'instauration d'un nouvel ordre juridique international pour les océans", paru dans International Relations, 1981.
